

11F0025XPB

2004

c.3

# @STATCAN

NUMÉRO SPÉCIAL 2004

Available also on the StatCan INTRANET site  
Disponible aussi sur le site INTRANET de StatCan

STATISTICS STATISTIQUE  
CANADA CANADA  
OCT 5 2004  
LIBRARY  
BIBLIOTHÈQUE



Statistique Canada / Statistics Canada

Canada

## Dans le *Numéro spécial d'@StatCan 2004*

Le statisticien en chef, M. Ivan Fellegi, fait le point sur :

- 3 les réalisations du Bureau en 2003
- 33 les défis auxquels le Bureau devra faire face en 2004-2005

Les bureaux régionaux font part des réalisations et des défis qu'ils doivent relever :

- 12 Région de l'Est
- 20 Région de la capitale nationale
- 24 Région centrale
- 26 Région de l'Ouest

Nous rendons hommage à :

- 42 l'employée de l'année : Sherry Wallace
- 47 le lauréat de la Prime d'excellence durant la carrière : Edvard Outrata

**Rédactrice en chef**  
Elizabeth Irving

**Révision française**  
Marie-Chantale Bergeron  
Judith Côté  
Christine Duchesne  
Louise Lafond  
Ginette Lavoie  
Annie Lebeau  
Marie-Paule Robert  
Nathalie Villemure

**Révision anglaise**  
Robin Redmond  
Nick Thorp

**Traduction**  
Division des  
communications  
Division des langues  
officielles et de la  
traduction

**Conception graphique**  
Loui Massicotte

## Réalisations en 2003

### Développement conceptuel et véhicules statistiques

#### Communiqués du Recensement de 2001

Les quatre communiqués du recensement diffusés en 2003 l'ont été dans la foulée du programme à volets multiples lancé avec succès en mars 2002. Les médias ont assuré une couverture sans précédent tout au long du cycle de diffusion, comme en témoigne l'information sur le recensement contenue dans plus de 11 000 coupures de presse, écrite et électronique, dont des articles à la une des grands journaux nationaux (le *Globe and Mail* et le *National Post*) et de grands quotidiens tels que le *Toronto Star*, le *Hamilton Spectator*, le *Vancouver Sun* et *Le Devoir*. La presse a continué de s'intéresser aux données du recensement durant de longues semaines après la parution de chaque communiqué. En fait, un certain nombre de quotidiens ont présenté une série d'articles sur le recensement traitant des changements survenus au sein de leur collectivité au fil du temps. Cette couverture médiatique a fait du recensement le sujet de discussion par excellence de nombreuses familles à l'heure du souper, contribuant ainsi à une plus grande prise de conscience, laquelle profitera grandement aux activités de collecte du Recensement de 2006.

Statistique Canada a continué à travailler de près avec la presse canadienne, et ce, tout au long de 2003, afin de préparer du matériel d'intérêt national et régional à l'intention des médias des quatre coins du pays. Les bureaux régionaux ont appuyé ces efforts en préparant du matériel qu'ils ont communiqué aux médias régionaux, locaux et ethniques. Cette information, le plus souvent à saveur locale, a été reprise par les journaux régionaux qui représentent la principale source de nouvelles dans les petites villes et les régions rurales du Canada.

Les communiqués de 2003 ont de nouveau sorti des sentiers battus en offrant, le jour de la diffusion, de l'information analytique détaillée à l'appui des faits saillants du *Quotidien*. Dans ces articles, on analysait les

principaux sujets de chaque communiqué. Selon Bruce Little, du *Globe and Mail*, « ce superbe effort de communication a permis de transmettre des données — extrêmement détaillées — aux Canadiens, par le truchement de divers textes thématiques appuyés d'une multitude de données que les médias et le public

pouvaient eux-mêmes trouver sur le site Web du Bureau ». Ces articles ont été très populaires auprès des utilisateurs, tant et si bien que l'utilisation d'Internet au moment de la parution de ces communiqués a dépassé toutes nos attentes.

Le 21 janvier 2003, Statistique Canada a diffusé les données du recensement sur la citoyenneté, l'immigration, le lieu de naissance, l'origine ethnique, les minorités visibles et les peuples autochtones. Il en ressort principalement que :

- Près de 1 million de personnes ont déclaré une identité autochtone en 2001.
- Les Autochtones sont beaucoup plus jeunes que les non-Autochtones, le tiers de la population autochtone ayant moins de 15 ans, comparativement à environ le cinquième du reste de la population.

- Plus de 1 Autochtone sur 5 a déménagé au cours de l'année précédant le Recensement de 2001. Le taux de mobilité des Autochtones dépasse de plus de 50 % celui des non-Autochtones
- La proportion de personnes nées à l'étranger — 18 % de l'ensemble de la population — a atteint un sommet en 70 ans.
- La République populaire de Chine était le principal pays de naissance des immigrants arrivés au cours des années 1990. Il s'ensuit que la plus grande minorité visible du Canada compte plus de 1 million d'immigrants chinois.
- Toronto, Vancouver et Montréal ont attiré près des trois quarts des immigrants au cours des années 1990.



Photo : Leoni M. M. M. M.

M. Ivan Fedleg



- La population des minorités visibles a triplé de 1981 à 2001, pour atteindre 4 millions de personnes.

Les données sur la participation au marché du travail, la catégorie de travailleurs, la profession, l'industrie, le lieu de travail, le mode de transport, le travail non rémunéré et la langue de travail ont été diffusées le 11 février 2003. Il en ressort principalement que :

- La main-d'œuvre du Canada vieillit et est hautement qualifiée. Les immigrants sont de plus en plus une source de compétences et de connaissances.
- Malgré une population vieillissante, le nombre d'heures consacrées aux soins des personnes âgées n'a que légèrement augmenté.
- Non seulement les gens ont-ils migré vers les banlieues, mais les emplois les ont suivis. En fait, le nombre de personnes travaillant dans les municipalités de banlieue s'est accru de 63 % par rapport à 1981.
- Au Canada, près de 1 travailleur sur 7 utilise plus d'une langue au travail.

Les données sur la fréquentation scolaire, la scolarité, les domaines d'études, le plus haut niveau de scolarité atteint et les gains ont été diffusées le 11 mars 2003. Voici les principales constatations :

- Bien que le nombre de personnes touchant un revenu élevé soit monté en flèche, près de 1,5 million de personnes travaillent à temps plein tout en tirant un faible revenu. Les gains des femmes ont augmenté considérablement, alors que ceux des jeunes hommes ont diminué.
- Les Canadiens sont de plus en plus scolarisés : la proportion des 25 ans et plus détenant un diplôme, un grade ou un certificat universitaire a grimpé de 15 % à 20 % entre 1991 et 2001.
- Les études universitaires sont rentables, étant souvent un facteur de croissance du revenu.
- Les domaines d'études que les étudiants ont choisis témoignent des besoins du secteur de la technologie et des entreprises dans les années 1990.
- Des pénuries sont imminentes dans certaines professions essentielles — les médecins, les infirmières, les enseignants, les professeurs d'université et certains métiers essentiels — où le nombre de personnes au seuil de la retraite dépasse de loin celui des jeunes arrivants.

Les données sur le revenu des particuliers, des familles et des ménages, leurs caractéristiques sociales et économiques, les coûts d'habitation et la religion ont été diffusées le 13 mai 2003. Il en ressort principalement que :

- À 55 000 \$, le revenu médian avant impôt des familles canadiennes n'a essentiellement pas changé entre 1990 et 2000, après correction pour l'inflation. Toutefois, nous avons constaté que les inégalités de revenu avant impôt se sont fortement accentuées. En effet, bien que le revenu des familles de la moitié inférieure de l'échelle des revenus ait peu ou pas augmenté au cours des années 1990, 10 % des familles gagnant le plus ont vu leur revenu faire un bond substantiel de 15 %.
- En décrivant les tendances des taux de faible revenu, nous avons remarqué que le nombre d'enfants vivant au sein de familles à faible revenu a sensiblement diminué durant la dernière décennie. Cependant, le taux de faible revenu des personnes âgées (65 ans et plus) a poursuivi une longue période de basse conjoncture, à la suite de quoi ce taux a fléchi de près de moitié ces deux dernières décennies.
- Les familles monoparentales ayant des enfants de 17 ans et moins ont fait des gains économiques dignes de mention. Leur revenu médian s'est accru de 9 %, pour atteindre 26 000 \$, résultat de l'effet conjugué d'un accroissement de l'activité sur le marché du travail et d'une augmentation des transferts gouvernementaux.
- La majorité des Canadiens sont encore catholiques ou protestants. Le nombre de musulmans, d'hindous, de sikhs et de bouddhistes s'est accru en raison des tendances récentes de l'immigration. Les personnes déclarant n'appartenir à aucune religion ont aussi vu leur proportion augmenter, passant de 12 % à 16 % de la population de 1991 à 2001.

#### **La population agricole demeure en marge des flux d'immigration**

En décembre 2003, nous avons diffusé les dernières données du Recensement de l'agriculture, celles résultant du couplage des données sur l'agriculture et du contenu du Recensement de la population. En voici certains faits saillants :

- La proportion d'immigrants diminue au sein de la population agricole canadienne, elle-même en déclin. Il s'agit là d'une tendance contraire à celle de la population en général. Au cours des deux dernières décennies, la proportion d'immigrants parmi la population agricole a fléchi de 8,2 % à 6,8 %, tandis que celle de la population générale a monté de 16,0 % à 18,4 %.



- Si l'immigration transforme le visage urbain du Canada, les exploitants agricoles immigrants demeurent avant tout d'ascendance européenne. La Colombie-Britannique se distingue des autres provinces en ce que le cinquième de ses fermiers immigrants proviennent d'Asie, surtout de l'Inde.
- Les immigrants jouent un rôle très important en agriculture, arrivant au Canada avec leur savoir-faire et un capital considérable. À l'échelle nationale, 16 % de tous les exploitants agricoles, comparativement à 22 % des fermiers immigrants, ont une ferme rapportant des recettes de 250 000 \$ ou plus.
- Les familles agricoles et non agricoles ont vu leur revenu augmenter de 1995 à 2000. Toutefois, le revenu de la plupart des familles agricoles provient d'autres sources que l'agriculture. En fait, on a particulièrement examiné la composition du revenu des fermes rapportant des recettes brutes de 250 000 \$ et plus, définies par Agriculture et Agroalimentaire Canada comme des « fermes commerciales ». Dans ce groupe, le revenu agricole net représentait 40 % du revenu familial total. Les salaires et traitements représentaient 44 % du revenu total de ces fermes.
- La population agricole est plus susceptible que la population non agricole de déclarer une appartenance religieuse, bien qu'une proportion croissante des deux populations déclare n'appartenir à aucune religion. Cette proportion est passée de 5 % en 1981 à 12 % en 2001.

### Enquête longitudinale sur les immigrants au Canada

Le 4 septembre 2003, Statistique Canada a diffusé les résultats du premier cycle de l'Enquête longitudinale auprès des immigrants du Canada (ELIC). Environ 12 000 des quelque 164 200 immigrants de 15 ans et plus arrivés au Canada entre les mois d'octobre 2000 et de septembre 2001 y ont participé. Ils ont été interviewés pour le premier cycle de cette étude longitudinale environ six mois après leur arrivée. On les interviewera à nouveau deux et quatre ans après leur arrivée.

Les données recueillies durant ce premier cycle d'interviews serviront de point de repère pour savoir comment s'établissent ces nouveaux venus. Vers la fin de 2005, au sortir des trois cycles d'interviews, l'enquête permettra de mieux comprendre comment se déroule le processus d'établissement des nouveaux arrivants.

Voici certains des résultats importants du premier communiqué :

- Les nouveaux immigrants s'attachent profondément au Canada. La vaste majorité (91 %) des immigrants

ont déclaré qu'ils voulaient s'y établir en permanence et devenir des citoyens canadiens. Près de la moitié (47 %) prévoyaient faire venir des membres de leur famille ou de leur parenté au Canada en parrainant leur demande d'immigration.

- La famille et les amis jouaient un rôle important dans l'établissement initial des nouveaux venus. La plupart (87 %) comptaient déjà sur un certain réseau d'entraide au Canada au moment d'immigrer. Ceux qui ont eu des problèmes (comme trouver un logement, obtenir des services de santé, suivre de la formation complémentaire et trouver un emploi) ont déclaré se tourner le plus souvent vers des membres de leur famille et des amis pour obtenir de l'aide.
- Le principal motif des nouveaux venus pour s'établir dans une région donnée était d'y rejoindre des membres de leur famille et des amis; 59 % de tous les immigrants ayant invoqué ce motif pour expliquer le choix de leur destination.
- Toronto, Vancouver et Montréal, les trois plus grandes régions métropolitaines de recensement (RMR), ont attiré les trois quarts de tous les nouveaux arrivants. La deuxième raison en importance, après le motif de rejoindre famille et amis, d'avoir choisi de vivre dans ces RMR variait selon l'endroit. On invoquait les perspectives d'emploi à Toronto (16 %), le climat à Vancouver (13 %) et la langue parlée dans la région de Montréal (13 %).
- La plupart des nouveaux venus (85 %) prévoyaient travailler à leur arrivée et près de la moitié (44 %) avaient trouvé du travail six mois suivant leur arrivée. De ce nombre, 8 personnes sur 10 ont obtenu un emploi à temps plein.
- Ceux qui avaient trouvé un emploi ne travaillaient pas tous dans le même secteur professionnel qu'avant leur arrivée au Canada. En effet, 6 sur 10 d'entre eux travaillaient dans un autre domaine. Il faudra approfondir l'analyse pour déterminer s'il y a discordance entre les compétences et les emplois des immigrants.
- Dans leur recherche d'emploi, les immigrants ont dit s'être butés avant tout aux obstacles suivants : leur manque d'expérience sur le marché du travail canadien (26 %), la difficulté de faire reconnaître leurs titres acquis à l'étranger (26 %) et le manque de connaissance des langues officielles (22 %).
- On jugeait capital de poursuivre ses études pour réussir dans l'avenir. Près de 7 immigrants sur 10 prévoyaient suivre une formation complémentaire. En effet, quelque six mois après leur arrivée, 45 % avaient déjà suivi une certaine formation.

## Enquête sur la diversité ethnique

L'Enquête sur la diversité ethnique (EDE) a été conçue afin de recueillir des données sur les antécédents ethniques et culturels des personnes qui vivent au Canada. Menée en 2002, l'EDE a permis d'analyser le degré d'attachement des gens à leurs propres antécédents ethnoculturels et la façon dont cette appartenance affecte leur participation à la société canadienne en général.

Les Canadiens de la première génération — ceux qui sont nés à l'étranger — représentaient presque le quart (23 %) de la population totale de 15 ans et plus, une proportion inégalée depuis 1931. Près de la moitié des immigrants de la première génération étaient d'ascendance non européenne en 2002.

Les personnes de la deuxième génération — celles qui sont nées au Canada et dont au moins un parent est né à l'extérieur du pays — représentaient 17 % de la population totale de 15 ans et plus.

Les personnes de la troisième génération ou plus, qui représentaient 60 % de la population, sont les enfants de parents et peut-être de grands-parents nés au Canada. Près des deux tiers des membres de cette génération ont déclaré des origines britanniques, françaises ou canadiennes.

### *Sentiment d'appartenance à un groupe ethnique ou culturel*

Dans l'ensemble, la moitié de la population de 15 ans et plus avait un fort sentiment d'appartenance à son groupe ethnique ou culturel. On ne s'étonnera pas de constater que les immigrants arrivés au Canada assez récemment étaient plus susceptibles d'indiquer un fort sentiment d'appartenance à leur groupe ethnique ou culturel que les Canadiens des deuxième et troisième générations ou que les immigrants établis au pays depuis de nombreuses années.

### *Identité ethnique*

Lorsqu'ils ont été interrogés au sujet de leur identité ethnique, plus de la moitié des répondants ont déclaré que l'identité canadienne était leur seule identité (45 %) ou faisait partie de leur identité (9 %) en 2002.

Les personnes ayant déclaré une identité provinciale ou régionale (comme les Acadiens, les Terre-Neuviens et les Québécois) ont également participé à l'EDE. Par exemple, 37 % de la population du Québec de 15 ans et plus a déclaré l'identité québécoise soit comme seule identité ethnique, soit en plus d'autres identités. Parmi les répondants des provinces de l'Atlantique, 6 % ont déclaré l'identité acadienne et 38 % des répondants de

Terre-Neuve-et-Labrador ont déclaré l'identité terre-neuvienne.

### *Discrimination ou traitement injuste*

La majorité des Canadiens de 15 ans et plus (93 % ou 20,4 millions de personnes) ont dit qu'ils avaient rarement ou jamais subi de discrimination ou de traitement injuste en raison de leurs caractéristiques ethnoculturelles.

Cependant, la perception de faire l'objet de discrimination ou d'un traitement injuste variait selon le statut de minorité visible. En effet, 80 % des membres d'une minorité visible ont déclaré qu'ils avaient rarement ou jamais fait l'objet de discrimination ou d'un traitement injuste à cause de leurs caractéristiques ethnoculturelles au cours des cinq années précédant l'enquête, alors que 20 % des membres d'une minorité visible et 5 % des gens n'appartenant pas à une minorité visible ont dit avoir été victimes d'une telle discrimination parfois ou souvent. Le temps passé au Canada semblait avoir peu de répercussions sur la proportion de répondants qui ont déclaré avoir subi de la discrimination ou un traitement injuste.

Parmi les minorités visibles, les Noirs étaient les plus susceptibles (32 %) d'avoir eu le sentiment de faire l'objet de discrimination ou d'un traitement injuste par les autres en raison de leurs caractéristiques ethnoculturelles.

C'est avant tout au travail, en postulant un emploi ou en demandant une promotion que les répondants disaient avoir été victimes de discrimination.

### **Enquête auprès des peuples autochtones**

L'Enquête auprès des peuples autochtones (EAPA) de 2001 est le fruit d'un partenariat avec plusieurs organisations autochtones nationales de même qu'avec des représentants de ministères fédéraux, provinciaux et territoriaux.

Les premiers résultats de l'EAPA, diffusés en septembre 2003, traitent du bien-être de la population autochtone hors réserve, laquelle comprend plus de 70 % de la population totale ayant déclaré une identité autochtone au Canada.

### *Santé*

Les jeunes Autochtones hors réserve indiquent un état de santé semblable à celui de tous les jeunes Canadiens. Cependant, l'état de santé des Autochtones se détériore plus rapidement que celui de l'ensemble de la population dans tous les groupes d'âge subséquents. Il s'ensuit que



le fossé entre l'état de santé des Autochtones et celui de tous les Canadiens se creuse considérablement chez les groupes plus âgés. Chaque groupe d'âge de cinq ans allant de 25 à 64 ans a vu plus ou moins doubler sa proportion d'Autochtones disant avoir une santé passablement bonne ou mauvaise.

En ce qui concerne l'accès aux soins de santé, les Autochtones du Grand Nord avaient moins de contacts avec des médecins de famille et des omnipraticiens que les Autochtones des autres régions. Environ 43 % des Autochtones de l'Arctique canadien avaient reçu des soins médicaux au cours des 12 mois précédents, comparativement à 75 % de ceux des régions urbaines et à 69 % de ceux des régions rurales. En revanche, l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes de 2000-2001 révèle que 82 % de l'ensemble de la population canadienne avait consulté un médecin durant les 12 mois précédant l'enquête.

### Scolarité

Selon les données du Recensement de 2001, la scolarité des Autochtones hors réserve s'est améliorée. La proportion de jeunes Autochtones hors réserve de 20 à 24 ans qui n'avaient pas terminé leur secondaire a chuté de 52 % en 1996 à 48 % en 2001. Toutefois, il s'agissait d'une proportion nettement supérieure au taux comparable de 26 % observé chez les non-Autochtones en 2001. L'écart entre les deux groupes s'est légèrement rétréci de 1996 à 2001.

Au chapitre de l'enseignement supérieur, la proportion d'Autochtones hors réserve de 25 à 34 ans ayant fait des études postsecondaires est passée de 32 % à 37 % en cinq ans. Cependant, le pourcentage de non-Autochtones du même groupe d'âge ayant fait de telles études s'est également accru de 6 points de pourcentage durant la même période (passant de 52 % à 58 %), si bien que l'écart entre les deux groupes est demeuré à peu près le même.

L'EAPA révèle que l'ennui est la principale raison pour laquelle 24 % des jeunes hommes de 15 à 19 ans ont abandonné tôt le secondaire. Environ 19 % ont répondu qu'ils avaient quitté l'école pour aller travailler. Le quart des femmes autochtones de ce groupe d'âge ont dit avoir abandonné l'école avant le temps parce qu'elles étaient enceintes ou devaient s'occuper de leurs enfants, alors que 15 % ont déclaré l'avoir fait parce qu'elles s'ennuyaient. Il s'agissait également des principales raisons invoquées par les jeunes non-Autochtones pour avoir quitté l'école.

Les hommes et les femmes autochtones hors réserve n'abandonnaient pas leurs études postsecondaires pour les mêmes raisons. En effet, parmi les hommes

autochtones de 25 à 44 ans, 24 % avaient quitté l'école pour des raisons financières et 15 % pour travailler. Les femmes autochtones de ce groupe d'âge invoquaient le plus souvent des responsabilités familiales (34 %) et des raisons financières (21 %).

### Logement

La qualité de l'eau préoccupe les habitants du Grand Nord, plus du tiers des Inuits la disant contaminée à certains moments de l'année. Le problème était plus grave que partout ailleurs dans la région du Nunavik, dans le Nord du Québec, où près des trois quarts (73 %) des Inuits estimaient que leur eau était contaminée par moments durant l'année.

### Enquête sociale générale de 2002

#### Âge à la retraite

L'Enquête sociale générale (ESG) de 2002 a permis d'étudier les projets et les expériences de retraite des Canadiens. En fait, les données de l'ESG révèlent que l'âge auquel les Canadiens comptent prendre leur retraite varie beaucoup. Un peu plus du cinquième (22 %) des personnes de 45 à 59 ans qui n'étaient pas encore à la retraite et qui prévoient la prendre avant l'âge de 60 ans, tandis que des proportions semblables comptaient le faire entre 60 et 64 ans (22 %) ou à 65 ans (23 %). Seulement 3 % ont dit qu'ils se retireraient après 65 ans.

En outre, 12 % des Canadiens de 45 à 59 ans ne savaient pas quand ils prendraient leur retraite, alors que 18 % ont dit qu'ils n'avaient jamais eu l'intention de le faire. Toutefois, en 2002, moins de 7 % des Canadiens de 65 ans et plus et moins de 4 % de ceux de 70 ans et plus étaient rémunérés pour leur travail.

Il y avait une relation étroite entre le moment de la retraite et les moyens financiers du répondant. Par exemple, les personnes ayant un revenu personnel de moins de 20 000 \$ étaient presque trois fois plus susceptibles de déclarer qu'elles n'avaient pas l'intention de prendre leur retraite que celles qui touchaient un revenu personnel de 40 000 \$ ou plus. De même, l'intention de renoncer à la retraite était plus courante chez les personnes qui ne possédaient pas leur maison que chez celles qui en étaient propriétaires.

On remarquait également un rapport entre l'absence de régime de retraite complémentaire et le doute quant au moment de prendre sa retraite. Cette incertitude était particulièrement courante chez les immigrants arrivés au Canada depuis le début des années 1980.



### Préparation financière à la retraite

Près du tiers des Canadiens actifs à la fin de la quarantaine et dans la cinquantaine ont dit ne pas faire de préparatifs financiers adéquats en vue de leur retraite. Cela corrobore les données de l'Enquête sur la sécurité financière de 1999 selon laquelle il était possible que le tiers des Canadiens environ n'aient pas — compte tenu de la situation de leurs actifs à court terme — suffisamment épargné pour remplacer les deux tiers de leurs gains ou pour générer un revenu de retraite qui dépasserait vraisemblablement le seuil de faible revenu de Statistique Canada.

Un plus grand nombre de femmes (33 %) que d'hommes (29 %) ont déclaré être mal préparés. Les personnes veuves, séparées ou divorcées étaient beaucoup plus susceptibles que celles mariées ou vivant en union libre d'estimer que leurs préparatifs financiers étaient insuffisants. Là encore, les personnes qui avaient immigré au pays depuis 1980 étaient de loin les plus susceptibles de se dire préoccupées par leurs préparatifs financiers.

### Une fois à la retraite

Les deux tiers des nouveaux retraités ont vu leur niveau de vie demeurer le même ou s'améliorer après avoir quitté le marché du travail. L'autre tiers (34 %) a déclaré que sa situation financière avait empiré.

### Enquête sur la santé mentale et le bien-être

En septembre 2003, Statistique Canada a diffusé les résultats de la toute première enquête nationale sur la santé mentale et le bien-être, comblant une lacune statistique signalée par chacun des ordres de gouvernement, les professionnels de la santé et les particuliers. Les données ont été recueillies de mai à décembre 2002 dans le cadre de l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes. En voici quelques faits saillants :

- Environ 1 Canadien de 15 ans et plus sur 10 a déclaré avoir éprouvé les symptômes d'un des cinq troubles mentaux étudiés (dépression majeure, manie, panique, phobie sociale et agoraphobie) ou de la dépendance à l'alcool ou à la drogue à un moment donné au cours des 12 mois précédant l'interview. Il est bon de noter qu'à 4 %, la dépression est aussi courante que certaines maladies importantes telles que les maladies du cœur ou le diabète.
- Bien que les troubles mentaux se manifestent à toutes les étapes de la vie, les adolescents et les jeunes adultes y sont les plus vulnérables. Environ 18 % des répondants de 15 à 24 ans ont déclaré avoir présenté

des symptômes associés à la dépendance à l'alcool ou à la drogue ou à l'un des cinq troubles mentaux.

- Environ le tiers des personnes qui ont dit avoir éprouvé des affections et des symptômes de troubles mentaux ou de dépendance à l'alcool ou à la drogue ont consulté, en personne ou par téléphone, un professionnel de la santé au cours des 12 mois précédant l'enquête. Les jeunes étaient les moins enclins à demander de l'aide. En effet, le quart à peine des jeunes adultes ont déclaré avoir consulté des ressources en santé, comparativement à près de la moitié des adultes de 25 à 44 ans.
- L'enquête a aussi permis de recueillir des données qui expliqueraient pourquoi les gens ne demandent pas d'aide lorsqu'ils éprouvent des difficultés, que ce soit des troubles émotifs, de santé mentale ou d'abus d'alcool ou d'autres drogues. Trois grandes raisons ont été invoquées : avoir préféré s'en occuper soi-même; ne pas s'en être occupé ou y avoir été indifférent; et avoir eu peur de demander de l'aide ou de ce que les autres auraient pensé.

### Enquête sur la santé mentale dans les Forces canadiennes

Le ministère de la Défense nationale a demandé à Statistique Canada de réaliser une enquête sur la santé mentale du personnel actif des forces armées et de la Réserve. Les résultats de ce supplément spécial à l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes ont été diffusés en septembre 2003.

Dans le cadre de cette enquête, on a mesuré la prévalence de cinq troubles mentaux — la dépression majeure, la phobie sociale, le trouble panique, l'état de stress post-traumatique et le trouble d'anxiété généralisée — et de la dépendance à l'alcool. Voici ce qu'il en ressort principalement :

- Environ 15 % du personnel actif des forces armées du Canada a déclaré avoir éprouvé, à un moment donné au cours des 12 mois précédant l'interview, des symptômes correspondant à la dépendance à l'alcool ou à un ou plusieurs des cinq troubles mentaux.
- Parmi les membres actifs des forces armées, 7,6 % — soit presque le double du taux observé dans la population en général — ont dit avoir souffert de dépression majeure, le trouble le plus courant. Suivaient la dépendance à l'alcool (4,2 %), la phobie sociale (3,6 %), l'état de stress post-traumatique (2,8 %), le trouble panique (2,2 %) et le trouble d'anxiété généralisée (1,8 %). Les taux de dépendance à l'alcool, de phobie sociale et de trouble panique étaient comparables ou légèrement supérieurs à ceux

de la population en général. Les données sur l'état de stress post-traumatique et le trouble d'anxiété généralisée n'ont été recueillies qu'auprès des militaires. Par conséquent, aucune comparaison avec l'ensemble de la population n'est possible.

- Le taux de déclaration des symptômes était généralement plus élevé chez les répondants des grades inférieurs.
- La première analyse donne à penser qu'il peut y avoir un lien entre un nombre plus élevé de déploiements et la prévalence de l'état de stress post-traumatique chez les membres des forces armées. Ainsi, 4,7 % des membres de la Force régulière ayant pris part à trois déploiements ou plus ont déclaré avoir éprouvé des symptômes correspondant à ceux de l'état de stress post-traumatique, comparativement à 2,7 % des répondants ayant participé à un ou deux déploiements et à 1,7 % de ceux n'ayant pris part à aucun déploiement.

#### **Enquête sur la participation et les limitations d'activités des enfants**

On estime que 155 000 enfants canadiens de 5 à 14 ans — environ 4 % de tous les enfants de ce groupe d'âge — avaient une forme ou une autre de limitation d'activités en 2001. En outre, bon nombre de leurs parents ont déclaré ne pas recevoir l'aide dont ils avaient besoin compte tenu de l'incapacité de leur enfant.

Quelque 66 000 enfants (43 %) dont les parents ont participé à cette enquête avaient une incapacité grave ou très grave. De ce nombre, certains avaient plusieurs incapacités importantes ou avaient complètement perdu une fonction (p. ex. ne pouvaient marcher ou voir). Près de la moitié de ces enfants gravement handicapés (45 %) recevaient de l'aide pour vaquer à leurs activités quotidiennes, y compris pour leurs soins personnels (comme se laver, s'habiller ou se nourrir) ou se déplacer dans leur maison.

#### *Effet sur la situation d'emploi de la famille*

Les parents de 84 000 enfants, soit plus de la moitié des enfants ayant une incapacité, ont déclaré que la condition de leur enfant avait des répercussions sur la situation d'emploi de leur famille, par exemple, ils étaient obligés de travailler moins d'heures ou de modifier leur horaire pour prendre soin de leur enfant. Bien sûr, plus l'incapacité de l'enfant était grave, plus la situation familiale s'en trouvait affectée.

La situation d'emploi est un peu plus souvent modifiée chez les mères (14 %) que chez les pères (11 %).

#### *Besoin d'aide spécialisée*

D'après leurs parents, environ 94 000 enfants handicapés (à peu près 6 sur 10 d'entre eux) avaient besoin d'une forme d'aide spécialisée, par exemple d'appareils auditifs, de fauteuils roulants ou d'attelles jambières. De plus, environ la moitié de ces enfants n'avaient pas toute l'aide dont ils avaient besoin. L'enquête a révélé que le coût de l'aide spécialisée est un facteur qui empêche les enfants handicapés de recevoir l'équipement spécialisé dont ils ont besoin. En fait, 55 % des parents d'enfants dont les besoins n'étaient pas satisfaits ont dit ne pas avoir reçu l'aide nécessaire en raison du coût de celle-ci.

#### *Les parents d'enfants gravement handicapés sont plus susceptibles d'avoir besoin d'aide supplémentaire*

Les parents d'environ le tiers (52 000) de tous les enfants handicapés ont précisé qu'en raison de la condition de leur enfant, ils avaient besoin d'aide pour faire leurs travaux ménagers, s'acquitter de leurs responsabilités familiales et avoir du temps libre pour s'adonner à des activités personnelles. Dans l'ensemble, les deux tiers des parents ayant indiqué avoir besoin d'aide supplémentaire ont déclaré ne pas en avoir suffisamment. On invoque le plus souvent le coût de l'aide comme motif de besoins non satisfaits (71 % des cas).

#### **Rapport du Programme d'indicateurs pancanadiens de l'éducation**

L'élément le plus important et le plus largement utilisé dans le cadre de nos relations de travail avec le Conseil des ministres de l'Éducation (Canada) [CMEC] est le Programme d'indicateurs pancanadiens de l'éducation. En novembre 2003, le Centre de la statistique de l'éducation a publié la troisième édition du *Rapport du Programme d'indicateurs pancanadiens de l'éducation*. Ce rapport actualisé renferme un vaste éventail d'indicateurs de l'éducation, allant de la maturité scolaire aux projections de la population d'âge scolaire en passant par les mesures de la diversité au sein de la population d'âge scolaire, le financement de l'éducation pour tous les ordres d'enseignement, les caractéristiques du corps professoral, les tendances en matière d'éducation des adultes et les transitions à l'intérieur et à l'extérieur du système scolaire. Les résultats sont présentés par secteur de compétence pour tous les indicateurs et tout est mis en œuvre pour assurer la cohérence des données entre les secteurs. Les faits saillants du rapport comprennent ce qui suit :

#### *Situation de la population d'âge scolaire*

En raison de la baisse récente du nombre de naissances, le Canada peut s'attendre à ce que sa population de 5 à 13 ans diminue de 14 %, selon les estimations, entre



2001 et 2011. À mesure que les générations nées dans la seconde moitié des années 1990 vieilliront, on devrait observer une diminution correspondante entre 2016 et 2026 chez les populations de 14 à 18 et de 19 à 24 ans.

Depuis 1990, une moyenne de 225 000 nouveaux immigrants de tous âges arrivent au Canada chaque année. Cet apport exerce une profonde influence sur la diversité ethnique, linguistique et culturelle des écoles au Canada. En matière de diversité, deux régions métropolitaines de recensement (RMR) se démarquent, soit Toronto et Vancouver. Selon les données du Recensement de 2001, dans un cas comme dans l'autre, plus de 25 % de la population d'âge scolaire était composée d'immigrants, plus de 40 % faisait partie d'une minorité visible et près de 20 % parlait une langue autre que le français ou l'anglais à la maison.

#### *Études primaires et secondaires*

Le rapport présente aussi certains aperçus positifs ayant rapport à nos écoles primaires et secondaires. Ainsi,

- en 1998-1999, environ 15 % des enfants de 4 et 5 ans ont obtenu des résultats relativement faibles à un test de développement cognitif généralement considéré comme un bon prédicteur de la maturité scolaire;
- le pourcentage de directeurs d'écoles secondaires ayant déclaré que les ressources pédagogiques et matérielles de leur école étaient adéquates était plus élevé au Canada que dans la plupart des autres pays;
- en 2000, dans chaque école au Canada, on comptait en moyenne sept élèves par ordinateur. Il s'agit de l'un des meilleurs ratios à l'échelle internationale. Par rapport à d'autres pays, les écoles canadiennes enregistraient l'une des proportions les plus élevées d'ordinateurs branchés à Internet.

Une difficulté imminente se manifeste également. En effet, la proportion d'enseignants à temps partiel ne cesse d'augmenter. En fait, bien que le nombre d'enseignants à temps plein n'ait pas varié au cours des années 1990, le nombre d'enseignants à temps partiel s'est accru de 52 %. De plus, les enseignants sont proportionnellement beaucoup plus nombreux à approcher l'âge de la retraite que l'ensemble de la population active. Ces deux facteurs révèlent le genre de pressions que subit cette main-d'œuvre particulière.

#### **Comprendre le comportement délinquant chez les jeunes**

Il est impératif de comprendre les facteurs individuels, familiaux et communautaires susceptibles d'accroître le risque ou, à l'opposé, d'empêcher les enfants et les

jeunes de commettre un délit si l'on veut trouver des moyens d'intervenir en établissant des programmes et des politiques qui permettent aux jeunes Canadiens de s'orienter vers des parcours de vie positifs. Les données de l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes ont été analysées en vue de produire deux documents de recherche explorant les facteurs influant sur le comportement délinquant.

Le rapport *Examen des différences entre les sexes quant à la délinquance* révèle que le faible engagement scolaire et les expériences antérieures de victimisation incitent au comportement délinquant chez les garçons et les filles de 15 à 17 ans. De plus, bien que les garçons affichent un plus faible engagement scolaire et qu'ils soient proportionnellement plus exposés à la victimisation, les données de l'ELNEJ laissent entendre que les filles y sont peut-être encore plus vulnérables que les garçons. Chez les filles, de faibles degrés d'engagement scolaire et des niveaux plus élevés de victimisation les rendent statistiquement plus vulnérables que les garçons à la délinquance. Les filles déclarent plus de délits contre les biens lorsque leur engagement envers leurs études est le plus faible et plus de délits contre les biens et d'actes de violence lorsqu'elles se situent dans la tranche supérieure de l'échelle de la victimisation.

Le rapport *L'agressivité chez les enfants et l'exposition à la violence à la maison* révèle que les enfants de 6 à 11 ans ayant été témoins de violence à la maison sont plus susceptibles que les autres d'adopter un comportement agressif, et ce, compte tenu d'autres influences importantes telles que les pratiques parentales, le soutien communautaire ou social auquel le parent et l'enfant peuvent faire appel, les troubles affectifs de l'enfant et d'autres facteurs sociodémographiques.

#### **Centres de données de recherche**

En décembre 2000 s'est amorcée une nouvelle ère en sciences sociales quantitatives au Canada. En effet, Statistique Canada ouvrait, en collaboration avec ses partenaires du Conseil de recherches en sciences sociales du Canada et du monde universitaire canadien, le premier centre de données de recherche à l'Université McMaster à Hamilton. En avril 2002, le réseau de neuf centres était en pleine activité.

La communauté des sciences sociales quantitatives a réservé à ce centre un accueil remarquable. À l'heure actuelle, au-delà de 500 chercheurs travaillent à plus de 300 projets dans les centres de données de recherche (CDR). Voici certains des résultats concrets se dégageant de ce programme cette année :

- Deux articles ont déjà été publiés officiellement dans *Le Quotidien* et l'on promet qu'un article analytique



important sera diffusé tous les deux mois l'an prochain.

- Les chercheurs nous ont déjà transmis des commentaires très précieux sur les concepts et l'élaboration des enquêtes, ce qui devrait nous permettre d'améliorer nos principales séries de données.
- La première grande conférence sur la recherche effectuée dans les CDR s'est déroulée à l'Université McMaster en septembre 2003. Nous avons l'intention de tenir deux conférences thématiques au cours de la prochaine année financière. La première, qui mettra l'accent sur la recherche en santé, aura lieu à l'Université de Calgary, tandis que la seconde, qui s'attardera aux questions liées à la famille, se tiendra au Centre interuniversitaire d'études québécoises, à Montréal. Nous prévoyons diffuser plusieurs publications à la suite de ces conférences.
- Les méthodes analytiques utilisées pour la réalisation de nombreux projets de recherche font reculer les frontières des techniques statistiques existantes. Ces nouvelles méthodes d'étude analytique sont le résultat direct de l'accès dont jouissent les chercheurs à nos données longitudinales.
- Grâce à la présence du réseau des CDR, les universités canadiennes ont pu, nous a-t-on dit, attirer des chercheurs parmi les plus brillants.
- L'un des objectifs du programme de CDR est de former la prochaine génération de chercheurs. Le fait que près de la moitié des chercheurs œuvrant dans les CDR soient des étudiants de deuxième et troisième cycles prouve que nous sommes en voie d'atteindre ce but.
- Le succès qu'obtient ce programme permet de jeter des ponts entre le milieu de la recherche en statistique et celui de la recherche en sciences sociales au Canada. Des partenariats commencent à se former et les équipes de recherche interdisciplinaires se multiplient dans les CDR.

Le réseau continue à prendre de l'expansion dans plusieurs domaines. D'abord, nous avons créé un centre de recherche où les chercheurs et les analystes des ministères fédéraux peuvent obtenir, contre recouvrement des coûts, un accès indirect aux fichiers de microdonnées. Ajoutons qu'au cours des six prochains mois, deux nouveaux CDR universitaires — aux universités du Manitoba et Western Ontario — rejoindront les rangs du réseau. De plus, un consortium représentant l'Université Carleton, l'Université d'Ottawa et l'Université du Québec en Outaouais s'est dit intéressé à

créer un centre pour desservir le milieu de la recherche universitaire de la région de la capitale nationale.

Le programme des CDR est un excellent exemple de l'efficacité des partenariats et du travail d'équipe. Ce programme contribue de manière importante à alimenter les débats de politique publique et à dynamiser les sciences sociales quantitatives au Canada.

### **Ralentissement de l'utilisation d'Internet par les ménages**

Les nouvelles données diffusées par Statistique Canada en 2003 nous permettent de constater que la croissance de l'utilisation d'Internet par les ménages canadiens s'est stabilisée après être montée en flèche durant la fin des années 1990.

On estime qu'en 2002, au moins un membre des 7,5 millions de ménages utilisait régulièrement Internet à la maison, au travail, à l'école, dans une bibliothèque publique ou dans un autre endroit. Ces ménages représentaient 62 % de près de 12,2 millions de ménages en 2002, une proportion légèrement supérieure à celle de 2001. Ce taux contraste fortement avec les gains annuels enregistrés de 1997 à 2001, une période où la proportion de ménages utilisant régulièrement Internet a presque doublé, passant de 29 % à 60 %.

Les taux d'utilisation d'Internet continuaient tout de même à varier considérablement selon la composition de la famille. Les ménages ayant en commun des caractéristiques telles qu'un revenu élevé, des membres actifs sur le marché du travail, des enfants vivant encore à la maison et des niveaux de scolarité supérieurs demeurent toutefois au premier rang de l'utilisation d'Internet. Puisque la majorité des ménages présentant ces caractéristiques ont déjà intégré Internet dans leur quotidien, les taux de croissance ont diminué.

Si les Canadiens continuent d'utiliser Internet à la maison, surtout pour le courriel et la navigation générale, un nombre croissant de ménages l'emploie à d'autres fins. Du nombre de ménages faisant usage régulier d'Internet à la maison, 64 % l'utilisent pour obtenir des renseignements sur leur santé, 59 %, pour faire des recherches et des arrangements de voyage et 57 %, pour obtenir de l'information auprès de plusieurs ordres de gouvernement. De plus en plus s'en servent également pour faire des transactions bancaires électroniques (51 %) et acheter des biens et services (31 %).

### **Utilisateurs d'Internet ayant accès aux services à large bande**

Les Canadiens sont devenus des chefs de file mondiaux en adoptant des technologies à large bande pour utiliser

## Région de l'Est

par Guy Oddo

La Région de l'EST représente la fusion des régions du Québec et de l'Atlantique, et des trois bureaux régionaux (Montréal, Halifax et Sherbrooke). Je dois souligner tout particulièrement le soutien indispensable que j'ai reçu de Joanne Hughes, directrice de la région de l'Atlantique. Sa précieuse collaboration nous a permis d'atteindre nos objectifs. De plus, les membres du personnel des trois bureaux ont relevé avec brio les défis que présentait cette nouvelle structure.

### Opérations d'enquêtes

**Jill Bench**, de la région de l'Atlantique, occupe maintenant le poste de directrice adjointe des opérations d'enquêtes de la région de l'Est. Elle a déménagé à Montréal et a commencé la fusion de ses deux équipes. Elle a nommé deux responsables, un dans chaque bureau, et leur a confié l'organisation d'une rencontre réunissant tous les chefs de programme de la région de l'Est. Cette rencontre a permis aux personnes concernées de mieux se connaître et d'échanger leurs meilleures pratiques. Cela a également permis de conclure que deux équipes uniques pouvaient mettre leurs efforts en commun et ainsi créer une équipe dynamique qui serait plus apte à résoudre les problèmes. Jill planifie l'organisation d'une rencontre semblable pour ses surveillants de projets; entre temps, elle les invite à faire des visites dans les autres bureaux.



Guy Oddo

L'intégration des activités de la nouvelle région n'a pas affecté les opérations courantes. En effet, des enquêtes d'envergure auprès des ménages comme l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes, l'Enquête sur les dépenses des ménages et l'Enquête internationale sur l'alphabétisation des adultes ont été menées avec succès. Pour ce qui est des enquêtes auprès des entreprises, la mutation du système CASES au système BLAISE a demandé une grande adaptation de la part du personnel. Par ailleurs, les membres du personnel du centre d'enquêtes téléphoniques de Sherbrooke ont déménagé dans des locaux plus spacieux sans devoir interrompre leurs activités.

### Services-conseils

**Denis Boudreau**, de Montréal, et **Andrew Maw**, de

Halifax, tous deux directeurs adjoints des services-conseils, ont travaillé en collaboration pour concrétiser la fusion des deux services dans un cadre que favorisait déjà le réseautage amorcé au sein de toutes les équipes de services-conseils partout au pays. Ils se sont également penchés sur la réorganisation de chacune de ces équipes à la suite de l'implantation du Centre de contact national à Ottawa. Une rencontre des employés de l'équipe de commercialisation et de celle des services de produits électroniques et personnalisés (SPEP) leur a permis de partager leurs meilleures pratiques. De plus, cette année, l'équipe de commercialisation a largement contribué à la diffusion des données du recensement et a dépassé les objectifs de vente, grâce à l'efficacité des démarches auprès des clients.

### Communications

Le Programme de communications du recensement, amorcé en 2002, a maintenu sa visibilité au cours de l'année 2003-2004, surtout auprès de la presse non traditionnelle. Les activités dans le domaine des communications du Programme des relations avec les répondants et du Programme des relations avec les Autochtones des régions du Québec et de l'Atlantique ont été intégrées. Cette initiative a été très bien reçue par les autres régions et par les membres de la Division des

opérations régionales. Quant au Programme des relations avec les Autochtones, une nouvelle équipe a été recrutée et on organise des rencontres avec plusieurs nations autochtones dans le cadre de l'Initiative statistique autochtone.

Pour ce qui est du Programme d'éducation, nous avons concrétisé des projets innovateurs, entre autres, grâce au partenariat avec le groupe Génies en herbe. Par exemple, des questions tirées des données de Statistique Canada seront ajoutées dans le cadre des tournois des élèves du secondaire. Je suis très fier de cette visibilité auprès des jeunes.

### Test du recensement en 2004

La région de l'Est est responsable des deux tiers de l'échantillon pour le test du recensement qui aura lieu en 2004, ce qui représente un défi d'envergure, compte tenu

Internet. Selon une nouvelle étude exhaustive sur l'accès à Internet à haute vitesse publiée en septembre 2003, près de la moitié des utilisateurs réguliers à la maison et environ 6 utilisateurs sur 10 dans les entreprises ayant accès à Internet ont recours aux technologies à large bande.

Dans l'ensemble, les taux d'adoption par les ménages et les entreprises placent le Canada parmi les chefs de file mondiaux de l'utilisation de technologies à large bande pour se brancher à Internet, n'étant devancé que par la Corée du Sud, par habitant, parmi les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

En 2001, des 2,8 millions de ménages et plus abonnés à Internet à large bande représentaient 49 % des ménages du Canada faisant régulièrement usage d'Internet à la maison. Fait à noter, l'utilisation d'Internet au moyen de technologies à large bande augmente d'est en ouest. En Colombie-Britannique, 61 % des ménages utilisant régulièrement Internet à la maison avaient recours aux technologies à large bande, contre à peine 39 % des ménages dans les provinces de l'Atlantique.

En 2002, pour la première fois, la majorité (58 %) des entreprises du secteur privé accédaient à Internet au moyen de technologies à large bande. Toutefois, ce type



des autres responsabilités. À ce jour, les activités de prospection d'îlots ont été menées à terme avec succès et le recrutement pour le test de mai 2004 est déjà amorcé.

### Services de gestion et d'informatique

**Yves Lachance et Gerry Shortt**, gestionnaires des services de gestion et d'informatique, ont uni leurs forces pour intégrer leurs équipes respectives en suivant le modèle national. Ils ont procédé à une revue complète des mécanismes de livraison de services et visent à élaborer des ententes de services avec chacune des sections qu'ils desservent. Les services des ressources humaines, de l'informatique et des finances ont été intégrés. Dans tous les cas, la mise en commun des meilleures pratiques était le mot d'ordre et a permis d'améliorer la qualité et la rapidité avec lesquelles les services sont rendus. Je peux dire sans hésiter que cette intégration s'est avérée un exemple de flexibilité.

### Mentions spéciales

Enfin, je désire souligner le travail exceptionnel de tous les employés de l'équipe de la région de l'Est au cours des deux événements difficiles que nous avons vécus, soit la panne d'électricité générale en Ontario et l'ouragan Juan en Nouvelle-Écosse.

Lors de la panne générale en Ontario, les membres du personnel de la région de l'Est ont fait preuve d'une diligence exceptionnelle en s'assurant que les transmissions de l'EPA se fassent malgré les conditions difficiles. De plus, ils ont affiché un message sur le site Web et ont enregistré un message téléphonique sur la ligne 1 800 pour informer la population que le service habituel ne serait malheureusement pas rendu en raison de la panne.

Dans le cas de l'ouragan Juan, les employés de Halifax ont démontré un courage remarquable et une très grande disponibilité dans ces conditions vraiment pénibles. Je souligne particulièrement les efforts de ceux qui ont pris des mesures exceptionnelles pour s'acquitter des tâches qu'ils considéraient comme essentielles dans le cadre de leur travail. En outre, ils ont fait preuve d'un courage sans bornes pour sauver des vies ou pour composer avec la perte de leur logis et de leurs biens.

Je dois avouer que j'ai grandement été impressionné par la solidarité et le dévouement du personnel de la région de l'Est.

d'accès n'est pas régulier d'un type d'entreprise à l'autre. Environ 84 % des grandes entreprises ayant recours à Internet avaient un accès à haute vitesse, comparativement à 71 % des moyennes entreprises et à 56 % des petites entreprises.

En juillet 2003, 86 % de la population canadienne habitait dans des localités desservies par des technologies à large bande au moyen de réseaux de câble ou de ligne d'accès numérique. Les taux d'adoption pourraient donc encore augmenter.

## Le Canada devient une société de l'information

Le recueil *Cheminement du Canada vers une société de l'information* a été publié en décembre 2003. Il rassemble des données provenant de plusieurs divisions de Statistique Canada et l'analyse, y compris la contribution d'autres ministères et organismes, en fait un document actuel et utile. Il s'agissait d'un apport important de Statistique Canada au Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI), qui a eu lieu à Genève en décembre 2003.

L'emploi dans les industries de l'informatique et des télécommunications (IT) a diminué de plus de 10 % — soit une perte de près de 80 000 emplois — sur une courte période de deux ans, à la suite du déclin incontestable de la folie passagère « point com » en 2001. L'emploi dans les industries de l'IT est maintenant stabilisé et, si les hausses de salaire d'une année à l'autre sont encore modestes, les emplois dans ce secteur demeurent parmi les mieux rémunérés dans l'économie.

Il n'est pas surprenant de constater qu'il y a une évolution continue vers les professions de haute spécialisation. En effet, les professions peu spécialisées représentaient 20 % de l'emploi dans les industries de l'IT durant le premier trimestre de 2001, et seulement 17 % deux ans plus tard. Au cours de la même période, la proportion de professions nécessitant des études collégiales ou plus a augmenté, passant de 80 % à 83 %.

### Des statistiques annuelles plus actuelles

Le programme de l'Enquête unifiée auprès des entreprises (EUE) fournit annuellement des données financières détaillées ainsi que d'autres données (sur les marchandises, par exemple) touchant environ les deux tiers de l'économie canadienne (y compris les secteurs du commerce de détail et de gros et de la fabrication ainsi que de nombreuses industries de services). Depuis un certain temps, les statistiques tirées de ces enquêtes-entreprises complexes et très détaillées renvoyaient aux données d'une année de référence remontant parfois jusqu'à deux ans. Ces données périmées embarrassaient quelque peu le Bureau. Or, nous en avons de beaucoup amélioré l'actualité, les données de pratiquement toutes les grandes enquêtes annuelles pour l'année de référence 2001 ayant été diffusées en mars et en avril 2003 — soit quelque 15 mois après la période de référence et 9 mois plus tôt qu'auparavant pour bon nombre des enquêtes concernées.

Ces enquêtes fournissent les données (selon les marchandises produites et les intrants utilisés) à la base de nos tableaux d'entrées-sorties (ES), lesquels, en retour, servent d'assises structurelles aux comptes nationaux. Plus tôt ces données sont disponibles, plus il



est probable que les comptes des revenus et des dépenses soient fiables, car ils seront fondés sur des données plus à jour au sujet de la structure de l'économie.

### **Un moins grand fardeau de réponse pour les enquêtes-entreprises annuelles**

Un certain nombre d'initiatives ont été entreprises pour réduire le fardeau de réponse de l'EUE. Depuis l'année de référence 2002, quelque 4 000 petites entreprises ne sont plus tenues de remplir des questionnaires d'enquête de l'EUE puisque nous estimons l'information qu'elles nous fournissent au moyen de données fiscales. La stratégie consistant à mettre l'accent sur les activités de collecte sur les entreprises les plus touchées au chapitre du revenu a permis d'éliminer le fardeau de suivi auprès de bon nombre de petites entreprises. Nous avons également beaucoup raccourci le questionnaire de l'EUE; en effet, il est passé de 12 à 24 pages à 4 à 12 pages.

Pour obtenir un meilleur taux de réponse, les questionnaires de l'EUE pour l'année de référence 2002 ont été postés plus tôt aux entreprises afin que cela coïncide davantage avec la fin de leur année financière, période où leurs documents comptables sont plus facilement disponibles. En outre, le Programme des gestionnaires des répondants clés (PGRC) a été élargi en vue d'offrir des services personnalisés, à guichet unique, de coordination de l'aide et de réponses aux 150 plus grandes et plus complexes entreprises canadiennes. Afin que les entreprises couvertes par le PGRC remplissent plus facilement les questionnaires et pour nous permettre de répondre à leur demande, nous avons conçu des questionnaires électroniques pour toutes les enquêtes de l'EUE.

### **Des données fiscales dans les enquêtes-entreprises**

Les progrès importants que nous avons réalisés nous ont permis d'accroître l'utilisation des données fiscales pour les enquêtes-entreprises annuelles. Nous remplaçons de plus en plus les données d'enquête par des données fiscales. En effet, nous substituons celles-ci aux premières ou nous les utilisons pour imputer les données des non-répondants aux enquêtes. Mais par-dessus tout, cette initiative contribue à réduire le fardeau de réponse des petites entreprises. Plus de 50 % des entreprises « simples » — celles ayant des activités dans une seule branche d'activité et une seule province — qui faisaient auparavant partie des échantillons des enquêtes ne recevront plus de questionnaire d'enquête annuel.

Toutefois, avant de passer aux données fiscales, il nous faut résoudre deux problèmes. D'abord, on observe un léger décalage entre les données financières que nous recueillons et l'information que les entreprises déclarent aux autorités fiscales. Nous nous attaquons actuellement

à ce problème par l'entremise du plan comptable (PC), une norme statistique nous permettant d'avoir un aperçu des mesures du rendement financier usuelles des entreprises en variables économiques requises par Statistique Canada pour décrire la performance économique. Nous faisons également des progrès sur ce front, car toutes les enquêtes-entreprises sont censées être conformes au PC d'ici l'année de référence 2005. Le PC permet, entre autres avantages, d'harmoniser le contenu des questionnaires des enquêtes-entreprises et d'assurer la compatibilité du contenu, tant du côté de la demande (comme les besoins du Système de comptabilité nationale) que du côté de l'offre (pratiques de déclaration fiscale et de tenue comptable des entreprises). Ces mesures devraient donc permettre d'améliorer la qualité et l'actualité de l'information que nous recevons, de réduire les frais de collecte et de traitement, et d'alléger le fardeau de réponse.

Le second problème est le suivant : pour les besoins des tableaux d'ES, nous devons recueillir des données sur les marchandises qu'utilisent les entreprises pour fabriquer leurs produits ainsi que sur les marchandises qu'elles produisent. Malheureusement, les données fiscales ne permettent pas d'obtenir ce genre d'information. Pour surmonter ce problème, nous avons recueilli un ensemble réduit de données sur les marchandises auprès d'un sous-échantillon composé de petites entreprises. À partir de ce sous-échantillon, nous avons attribué les détails correspondants pour les entreprises auprès desquelles aucune donnée n'avait été recueillie. Jusqu'à présent, nous avons fait beaucoup de progrès dans ce domaine. Par exemple, nous menons actuellement une enquête pilote auprès de l'industrie de la transformation des aliments à l'aide d'un questionnaire simplifié d'une page.

### **De nouvelles données sur la consommation d'énergie au Canada**

Nous avons mis en place les composantes de base pour calculer les émissions de gaz à effet de serre et nous aider à mesurer le progrès visant la réalisation des objectifs du Protocole de Kyoto.

En octobre 2003, le Bureau a diffusé des estimations relativement à la consommation d'énergie par l'industrie pour 1990 (l'année de référence de Kyoto) et pour la période de 1995 à 2002. Les bilans énergétiques ont notamment révélé les résultats analytiques suivants :

- Dans l'ensemble, la consommation d'énergie s'est accrue de 18 % au Canada de 1990 à 2002. L'utilisation d'énergie n'a diminué que deux fois, soit en 1998 et en 2001.
- La consommation des trois principaux combustibles fossiles — le gaz naturel, les produits raffinés du

pétrole et le charbon — a augmenté de près de 20 % entre 1990 et 2002. Toutefois, la consommation de gaz naturel s'est accrue beaucoup plus rapidement (23 %) que celles des autres combustibles. La consommation de gaz naturel produit moins de dioxyde de carbone que la consommation d'un contenu énergétique équivalent provenant du charbon ou du mazout.

- De 1990 à 2002, les Canadiens ont accru leur consommation d'énergie nécessaire à la propulsion des voitures, des camions et des autres modes de transport, et ce, deux fois plus rapidement que ne l'ont fait les industries au pays.

### Les comptes de patrimoine trimestriels

Pendant des années, Statistique Canada publiait annuellement les estimations du patrimoine national et du bilan des investissements internationaux du Canada. Toutefois, certains clients très importants du système statistique canadien — notamment la Banque du Canada et le Fonds monétaire international — nous ont dit que les statistiques seraient beaucoup plus utiles si elles étaient publiées sur une base trimestrielle plutôt qu'annuelle.

Depuis le premier trimestre de 2003, les comptes du bilan national (le volet des comptes nationaux qui examine le patrimoine et la situation financière du pays) sont publiés tous les trimestres. Ces deux dernières années, le Bureau a en effet consacré une partie de ses ressources non rentables discrétionnaires à la réalisation de cet objectif. Déjà, les comptes du bilan trimestriels nous ont fourni des observations importantes :

- Aux premier et deuxième trimestres de 2003, le secteur des entreprises a tiré parti de gros bénéfices pour restructurer plus à fond les comptes de patrimoine au point de faire baisser ses ratios d'endettement à un niveau inégalé depuis les années 1970. Bien que son activité d'investissement demeure faible en ce moment, on peut affirmer à tout le moins que la liquidité, s'étant nettement améliorée dans le secteur des entreprises, prépare le terrain à une saine reprise des dépenses en capital.
- Comme une part importante de la dette extérieure des entreprises canadiennes est libellée en dollars américains, l'appréciation extraordinairement rapide du dollar canadien — plus de 14 % depuis le début de 2003 — a facilité la restructuration des comptes de patrimoine. En outre, l'appréciation a permis de réduire le coût réel de cette dette de façon assez spectaculaire.
- Par ailleurs, l'appréciation a affecté de manière défavorable les caisses de retraite et les sociétés de fonds

mutuel, qui détiennent en général d'importantes quantités d'actifs en dollars américains. Cette situation contribue à affaiblir les avoirs des ménages et à faire en sorte que les caisses de retraite des entreprises éprouvent davantage de difficultés à respecter leurs engagements. Le fait que les familles canadiennes aient considérablement accru leur dette active cette année contribue à en exacerber les conséquences. Ces développements ont laissé les comptes du patrimoine des ménages dans une situation précaire.

### La comparaison des comptes nationaux du Canada et des États-Unis

Au cours de l'hiver et du printemps 2003, le Secteur des études analytiques et des comptes nationaux a réalisé une étude spéciale comparant, de façon assez détaillée, les comptes nationaux du Canada et des États-Unis. L'étude a été menée avec l'entière collaboration de nos collègues du Bureau of Economic Analysis à Washington. Le Canada et les États-Unis disposent d'un système très développé de comptes nationaux et respectent assez fidèlement les normes internationales. Néanmoins, l'étude révèle l'existence de quelques différences intéressantes et importantes affectant la comparabilité de certaines statistiques.

Par exemple, l'étude montre qu'il y a une divergence considérable entre les deux pays dans leur façon de mesurer la production industrielle. Le Canada mesure la production nette (valeur ajoutée) d'une industrie sans égard à toute taxe indirecte pouvant être perçue sur les biens et services que vendent ou qu'achètent les industries. Il s'agit de l'approche que recommande la norme internationale pour les systèmes de comptabilité nationale. Aux États-Unis, en revanche, on mesure la production industrielle en tenant compte des taxes indirectes. La méthode américaine accorde une valeur en dollars plus élevée à la production par industrie, particulièrement dans le secteur du commerce où s'applique souvent la taxe de vente. Cette situation a des répercussions importantes sur la comparaison des niveaux de productivité industrielle, entre autres.

La taille du secteur des administrations publiques par rapport au produit intérieur brut (PIB) en constitue un autre exemple. L'étude a permis de découvrir un certain nombre de différences quant aux mesures dans ce domaine, la plus importante étant celle du traitement des universités et des hôpitaux. Au Canada, ces établissements font partie du secteur des administrations publiques, alors qu'aux États-Unis, ils sont traités comme s'ils faisaient partie du secteur sans but lucratif. Cet écart et d'autres différences dans les mesures donnent l'impression que la production du secteur des administrations publiques est relativement plus élevée au Canada qu'aux États-Unis. Selon les estimations des



comptes nationaux publiés par les deux pays, le secteur des administrations publiques génère environ 16 % du PIB au Canada, comparativement à environ 10 % du PIB aux États-Unis. Cet écart serait sans doute moindre si l'on harmonisait les définitions et les méthodes de mesure.

Ce ne sont là que deux exemples des résultats de l'étude. Maintenant que ces différences sont bien documentées, nous et nos collègues américains avons commencé à envisager des moyens de réduire l'écart pour atteindre une plus grande convergence. L'OCDE a mis l'étude à la disposition des autres pays, la qualifiant de modèle pour la comparaison entre pays.

### **Le Fonds monétaire international examine différents volets de Statistique Canada**

À la fin de janvier 2003, une équipe de six experts du Fonds monétaire international (FMI) a visité Statistique Canada pour voir si le Canada respectait sa Norme spéciale de diffusion des données. La Norme a été élaborée à la fin des années 1990 et l'honorable Paul Martin, alors représentant du Canada au Conseil d'administration du FMI, prônait l'initiative avec enthousiasme.

La Norme touche plusieurs dimensions de la qualité statistique, comme l'actualité, la couverture et l'accessibilité. Son but est de fournir des conseils aux pays membres du FMI, surtout en ce qui a trait aux statistiques économiques et financières. Toutefois, dans les faits, la Norme va beaucoup plus loin : elle prescrit les règles fondamentales de comportement de bureaux de la statistique bien portants. L'adhésion à cette norme est volontaire et le FMI veille à ce que ses pays membres la respectent et, à cet effet, des représentants leur rendent visite et explorent régulièrement leurs sites Web.

Les membres de l'équipe du FMI ont passé deux semaines à Statistique Canada, où ils ont lu notre documentation, rencontré notre personnel et posé de nombreuses questions. À la fin de leur visite, ils nous ont présenté un projet de rapport, y rendant un verdict très positif. Il est clair que la qualité des programmes et du personnel de Statistique Canada a grandement impressionné l'équipe du FMI. Voici quelques extraits de son rapport :

« Statistique Canada, qui se trouve au cœur du système statistique... fait clairement de la qualité la pierre angulaire des travaux statistiques. Le cadre d'assurance de la qualité de Statistique Canada sert maintenant de point d'ancrage à la gestion de la qualité dans l'ensemble des programmes et à tous les niveaux. Il s'agit d'un exemple louable, à la fois complet et efficace, de pratique d'assurance de la qualité. » [traduction libre]

« [Statistique Canada et la Banque du Canada] offrent l'assurance d'un professionnalisme, le public sachant que leurs statistiques sont objectives. Leurs politiques et pratiques sont transparentes. En outre, ces deux organismes fournissent à leur personnel des lignes directrices sur le comportement éthique. » [traduction libre]

« Tous les ensembles de données macroéconomiques obtiennent un score élevé quant à l'exactitude et à la fiabilité. Les données de source sont adéquates, les techniques statistiques, saines, et l'évaluation et la validation des données de source et des produits, exhaustives. » [traduction libre]

« Les statistiques macroéconomiques canadiennes sont pertinentes, d'actualité et diffusées à bonne fréquence. Il y a lieu de souligner le cadre constant — le Système de comptabilité nationale du Canada — qui régit la diffusion des statistiques sur les comptes nationaux, la balance des paiements et les finances publiques. » [traduction libre]

Le rapport renfermait quelques recommandations mineures que nous sommes en voie d'appliquer. Vous en trouverez la version anglaise finale, ainsi que les recommandations et la réponse de Statistique Canada, à l'adresse suivante : [www.imf.org/external/pubs/ft/scr/2003/cr03328.pdf](http://www.imf.org/external/pubs/ft/scr/2003/cr03328.pdf).

### **Le Conseil du Trésor et la gestion des dépenses**

Dans son budget de 2003, le gouvernement a annoncé que le Secrétariat du Conseil du Trésor (SCT) s'était vu confier le mandat de faire des examens cycliques de la gestion des dépenses de l'ensemble des ministères, des organismes et des programmes. Ces examens seront à la fois horizontaux, couvrant certains dossiers interministériels, et verticaux, visant certains ministères et organismes. On veut ainsi s'assurer que les programmes gouvernementaux demeurent utiles et efficaces en présentant des résultats aux Canadiens.

Les examens du premier cycle, celui de 2003-2004, portent sur les sujets suivants :

- *Examens horizontaux* : la biotechnologie, les actifs immobilisés/en la possession du gardien des petites sociétés d'État à vocation culturelle, l'infrastructure commune et la prestation des services, ainsi que la sécurité publique et l'antiterrorisme.
- *Examens verticaux* : Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Pêches et Océans Canada, Justice Canada et Statistique Canada.

L'examen de Statistique Canada a commencé officiellement en juin 2003 et s'est terminé en novembre



de la même année. Ses résultats sont plutôt positifs. Nous avons obtenu des notes supérieures pour l'ensemble de nos pratiques de gestion, y compris dans les domaines de la planification, des ressources humaines et des finances. Dans le rapport, on recommande que les pratiques du Bureau — ressources humaines, processus de planification stratégique et opérationnelle et de réaffectation budgétaire, évaluation des programmes — soient partagées en tant que pratiques exemplaires et modèles possibles en vue de la mise en œuvre du Cadre de responsabilisation de gestion du SCT.

Le rapport souligne à quel point Statistique Canada est utile aux Canadiens, indiquant que le Bureau suit des processus bien établis pour assurer la pertinence de ses activités et soupeser les priorités des utilisateurs. On y précise aussi que, comme environ 93 % de son budget de base lui sert à honorer des obligations légales, réglementaires et contractuelles, Statistique Canada n'a pas toute la souplesse voulue pour procéder à des réaffectations importantes ou pour répondre à de nouvelles demandes essentielles d'information.

Le rapport traite de nos relations avec les autres ministères et organismes fédéraux en considérant trois domaines : le recouvrement des coûts, l'accès aux microdonnées et notre rôle en matière de recherche et d'analyse. En bref, dans ce rapport, on encourage Statistique Canada à poursuivre les efforts qu'il déploie pour élargir les voies de communication et de consultation avec les autres ministères et organismes fédéraux. Pour ce qui est du processus de financement du Recensement de la population, on recommande que le SCT établisse un processus de financement plus cohérent et rende au plus tôt une décision sur le financement intérimaire, et que le Cabinet prenne un engagement anticipé quant à la portée du recensement et à son budget global.

## **Observations et produits analytiques**

### **Augmentation importante des activités analytiques**

Au cours de la deuxième année d'existence de l'Initiative d'analyse économique, d'importantes mesures ont été prises pour améliorer la qualité de l'analyse économique réalisée par le Secteur de la statistique du commerce et des entreprises (SSCE).

En mettant en valeur les travaux et la réflexion analytiques, le Bureau a donné le feu vert à la production de courts articles traitant d'économie. On compte maintenant des promoteurs de l'analyse dans la plupart des divisions du SSCE et du Système de comptabilité nationale (SCC), chacun ayant pris l'engagement d'écrire au moins un article analytique par année, et dans certains cas, deux et davantage.

En novembre 2003, on a lancé la série *Analyse en bref*, un véhicule de diffusion en ligne gratuit pour diffuser ces courts articles. Les textes sont faciles à lire, à la portée des journalistes, des étudiants et du grand public.

### **La maladie de la vache folle et le commerce du bœuf au Canada**

Avant le 20 mai 2003, le Canada était le troisième exportateur de bœuf au monde. En 2002, notre pays a exporté pour quelque 4,1 milliards de dollars de produits du bœuf. Puis, une seule vache reproductrice du Nord de l'Alberta a contracté l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB), ou maladie de la vache folle. Les répercussions dévastatrices n'ont pas tardé : en quelques heures, la plupart des pays imposaient une interdiction sur les produits canadiens du bœuf. La valeur des exportations de bœuf canadien est pratiquement tombée à zéro, et elle a stagné tout au long des mois de juin, juillet et août.

L'article « La maladie de la vache folle et le commerce du bœuf », publié en novembre 2003, a inauguré la série *Analyse en bref* et a remporté un vif succès auprès des médias. Cet article relate en détail les faits sur les importations et les exportations des produits canadiens du bœuf durant les premiers jours de leur interdiction. Il porte un intérêt particulier au marché américain, vers lequel le Canada exporte normalement 90 % de ses produits du bœuf.

### **L'équilibre de l'emploi entre hommes et femmes**

Alors que les habitudes de travail des hommes des régions rurales sont semblables à celles de leurs homologues des régions urbaines, il en est autrement pour les femmes des régions rurales et des petites villes, dont les habitudes de travail sont étonnamment différentes de celles des femmes des régions urbaines. L'article « L'équilibre de l'emploi entre les hommes et les femmes des régions rurales et des petites villes du Canada », publié en février 2003, laisse entendre que le « retard » apparent chez les femmes des régions rurales par rapport à leurs homologues des régions urbaines témoigne du style de vie qu'elles préfèrent plutôt que de leur incapacité à suivre la cadence.

La tendance à travailler à temps partiel est plus marquée chez les femmes que chez les hommes des régions rurales et urbaines, alors qu'elle est plus prononcée chez les femmes en milieu rural (30 %) que chez les femmes en milieu urbain (22 %). La plupart des femmes en milieu rural qui travaillent à temps partiel ont choisi ce mode de travail, les deux tiers ayant indiqué ne pas vouloir travailler à temps plein, alors que la plupart des femmes en milieu urbain ont adopté cet horaire en raison de l'impossibilité d'obtenir un emploi à temps plein.

### **Littératie chez les jeunes de 15 ans des régions rurales et urbaines**

L'article « Comprendre l'écart rural-urbain du rendement en lecture », diffusé en février 2003, analyse les facteurs qui sont sous-jacents aux différences observées dans la capacité de lecture des jeunes Canadiens de 15 ans vivant en milieu rural et urbain. Les élèves des écoles urbaines du Canada ont nettement mieux fait en lecture que ceux des écoles rurales. L'écart rural-urbain était particulièrement significatif à Terre-Neuve-et-Labrador, à l'Île-du-Prince-Édouard, au Nouveau-Brunswick et en Alberta.

Si les élèves des écoles rurales étaient davantage susceptibles d'être issus de familles de milieux socioéconomiques défavorisés que ceux des écoles urbaines, ce facteur n'explique pas l'écart de rendement en lecture qui les sépare, pas plus que les différences entre les écoles rurales et urbaines, puisqu'elles sont semblables. L'étude démontre que l'écart rural-urbain de rendement en lecture est principalement lié aux différences entre les collectivités, notamment au niveau de scolarité et à la nature du travail des adultes. Les collectivités rurales se démarquaient des collectivités urbaines, la population adulte y étant moins scolarisée et les emplois peu nombreux. En général, ces emplois étaient moins bien rémunérés et n'exigeaient aucun grade universitaire.

### **Hausse du taux de faible revenu chez les immigrants**

L'étude *La hausse du taux de faible revenu chez les immigrants au Canada*, diffusée en juin 2003, révèle que le taux de faible revenu des nouveaux immigrants, c'est-à-dire ceux qui sont établis au Canada depuis moins de cinq ans, a presque doublé de 1980 à 1995, avant de chuter durant la reprise remarquable de la fin des années 1990. En s'arrêtant aux résultats observés au sommet des cycles conjoncturels de 1980, 1985 et 2000, on constate cependant que le taux de faible revenu s'est accru pour chaque cohorte successive d'immigrants. L'augmentation était généralisée et englobait tous les groupes d'âge, les groupes linguistiques, les niveaux de scolarité et les types de famille ainsi que la plupart des pays d'origine (surtout l'Afrique et l'Asie). Par conséquent, la hausse du taux de faible revenu ne résultait pas principalement de la composition changeante de la population des nouveaux immigrants aux chapitres de la langue, du pays d'origine, du type de famille ou de l'âge. Seule note positive dans cette sombre situation, les nouveaux immigrants atteignent plus rapidement le revenu moyen des Canadiens, même si le taux de faible revenu à leur entrée au pays est plus élevé que celui des immigrants des 20 dernières années.

Au cours des deux dernières décennies, le taux de faible revenu a diminué chez les Canadiens de naissance et a

augmenté chez les immigrants. De 1990 à 2000, à Toronto, Montréal et Vancouver, seuls les immigrants ont vu leur taux de faible revenu augmenter.

### **Emploi et quartiers ethniques**

La question de savoir si les quartiers ethniques favorisent ou entravent l'intégration des immigrants à la société canadienne a une grande importance quand vient le temps d'élaborer des politiques d'établissement des immigrants. Les quartiers de minorités visibles se multiplient à Toronto, Montréal et Vancouver, les trois plus grandes villes du Canada, en raison des tendances de l'immigration des 20 dernières années.

L'étude *Enclaves de minorités visibles dans les quartiers et résultats sur le marché du travail des immigrants*, diffusée en juillet 2003, traite de l'incidence sur l'emploi du fait de vivre dans un quartier de ces villes dont au moins 30 % de résidents sont issus d'une même minorité visible. Le nombre de ces quartiers est passé de 6 en 1981 à 142 en 1996, puis à 254 en 2001, notamment à cause de l'immigration de Chinois et de Sud-Asiatiques à Toronto et Vancouver.

Quant à l'intégration économique des immigrants, le fait de vivre dans un quartier ethnique semble avoir eu peu de répercussions sur les résultats sur le marché du travail des immigrants chinois. On a cependant observé d'importantes répercussions négatives chez les immigrants noirs. Toutefois, peu d'immigrants noirs vivent dans les quartiers de minorités visibles, simplement parce que les villes canadiennes comptent peu de quartiers noirs.

### **Le faible revenu et les quartiers défavorisés**

Statistique Canada a entrepris une étude d'envergure sur les tendances et les conditions dans les régions métropolitaines de recensement (RMR) du Canada. *Faible revenu et quartiers défavorisés dans les régions métropolitaines de recensement du Canada, de 1980 à 2000*, le premier d'une série proposée de 11 rapports, examine le revenu après transfert et avant impôt des citoyens de 27 RMR canadiennes.

L'étude révèle que le taux de faible revenu diminue dans la plupart des RMR. Toronto et Vancouver faisaient exception à cette règle, la baisse des revenus du 10<sup>e</sup> percentile se traduisait par une augmentation du taux de faible revenu de 12 % à Toronto et de 23 % à Vancouver.

Les nouveaux immigrants, les Autochtones et les parents seuls affichaient des taux de faible revenu nettement supérieurs à ceux des autres catégories. Les taux de faible revenu ont grimpé dans certaines RMR en raison de l'effet conjugué de ces taux supérieurs et de



l'augmentation générale au sein des populations autochtones et de nouveaux immigrants. La hausse du taux de faible revenu à Toronto et Vancouver est surtout liée aux nouveaux immigrants. Dans ces villes, le taux de faible revenu des Canadiens de naissance a diminué. On a surtout observé une incidence chez les Autochtones des RMR de l'Ouest, comme celles de Winnipeg, Saskatoon et Regina, où habitent de nombreux Autochtones.

### Revenu familial et participation aux études postsecondaires

Les hausses des frais de scolarité font-elles des études supérieures le fief des étudiants issus de familles aisées?

L'étude *Revenu familial et participation aux études postsecondaires*, diffusée en octobre 2003, démontre que les membres des ménages à revenu élevé continuent d'afficher un taux supérieur de fréquentation universitaire, mais rien n'indique une corrélation plus marquée entre le revenu familial et la participation aux études postsecondaires du début des années 1980 à la fin des années 1990 (la période visée par l'étude). À la fin des années 1990, les membres des familles touchant un revenu de 100 000 \$ et plus étaient environ deux fois plus susceptibles de fréquenter l'université que les familles dont le revenu était inférieur à 25 000 \$. Au cours de la décennie précédente, cet écart de participation aux études universitaires ne s'est pas accentué. Il a sans doute diminué, car le taux de participation des familles à faible revenu a augmenté.

L'écart de participation aux études universitaires, entre les familles à faible revenu et celles à revenu élevé, s'est accru au début des années 1990, pour ensuite diminuer vers la fin des années 1990. Durant la période visée par cette étude, des changements apportés au programme de prêts aux étudiants ont fait grimper le montant maximum des prêts. À la suite de ces changements, l'emprunt moyen des étudiants a augmenté d'environ 50 % dans toutes les provinces, sauf au Québec. Par conséquent, le nombre d'étudiants qui reçoivent des prêts aussi s'est accru. Cette situation est survenue au cours d'une période d'augmentation des frais de scolarité.

### Nouvelle information sur le départ des Canadiens et leur retour au pays

L'émigration des Canadiens vers d'autres pays suscite un vif intérêt, surtout dans l'optique de l'« exode des cerveaux ». Une étude récente nous éclaire sur l'étendue et la nature des déplacements des Canadiens vers d'autres pays et sur leurs habitudes de retour de 1982 à 1999. Voici quelques faits saillants :

- D'une année à l'autre, 0,01 % de l'ensemble de la population adulte quitte le pays.

- En général, les taux d'émigration ont suivi le cycle économique. Ils ont diminué dans les années 1980, augmenté à la fin de cette décennie, remonté pendant les années 1990, puis chuté avec la reprise économique durant les dernières années du 20<sup>e</sup> siècle.
- Les taux d'émigration diminuent avec l'âge, sauf chez les plus jeunes. Ces taux sont beaucoup plus faibles chez les Québécois francophones, plus élevés dans les grandes villes, plus élevés chez les couples avec des enfants et les célibataires que chez les couples sans enfants et, enfin, beaucoup plus élevés aux échelons supérieurs du revenu, ce qui, dans une certaine mesure, renforce l'hypothèse de l'exode des cerveaux. On constate, après avoir tenu compte de l'âge, de la situation des particuliers dans la famille, de la province et de la langue, que le taux d'émigration des hommes qui gagnent plus de 100 000 \$ est six fois plus élevé que celui des hommes touchant un revenu moyen (de 30 000 \$ à 60 000 \$). Les résultats sont semblables mais moins prononcés chez les femmes.
- Pour une petite mais importante minorité, soit les personnes quittant puis revenant après un certain temps, le taux de retour est de 14 % à 15 % après avoir passé cinq ans à l'extérieur du Canada et d'environ 19 % après 10 ans.
- Depuis 1992, les taux de retour ont suivi une forte tendance à la hausse; de 1992 à 1999, ils avaient à peu près doublé.
- Comme les taux de départ, les taux de retour des gens qui touchent un faible revenu sont nettement plus élevés. Celui des hommes gagnant plus de 100 000 \$ était environ 1,4 fois plus élevé que celui des hommes touchant un revenu moyen de 30 000 \$ à 60 000 \$.

Bref, une petite proportion de la population quitte le Canada chaque année. Il ne s'agit toutefois pas d'une tendance à la hausse, et un nombre croissant de ces émigrants finissent par revenir au Canada.

### Les industries de la « nouvelle économie »

En mai 2003, Statistique Canada diffusait *La croissance et le développement des industries de la nouvelle économie*, un rapport qui étudie les dimensions industrielles de la nouvelle économie. Dans cette étude, on s'intéresse principalement à la croissance à long terme de deux secteurs innovateurs : celui des technologies de l'information et des communications (TIC) et celui des industries dites à vocation scientifique — c'est-à-dire celles qui dépensent beaucoup pour la recherche et le développement et dont une proportion importante de la main-d'œuvre exerce des professions et des emplois scientifiques.

## Région de la capitale nationale

par Iain McKellar, directeur, Division des services consultatifs

### Assistance téléphonique

À la Division des services consultatifs (DSC), nous avons connu des changements importants au cours de la dernière année. En avril 2003, le Service d'aide aux utilisateurs pour les produits électroniques, qui faisait partie de la Division du marketing, a été transféré à la DSC. Ce service, qui œuvre maintenant sous le nom de Sous-section des essais et des services de soutien pour les produits électroniques (SESSPE), est généralement reconnu au sein de Statistique Canada comme le principal centre d'assistance technique externe et le guichet unique pour tester les nouveaux produits et les nouvelles applications. L'équipe de la SESSPE, gérée par **Lucie Desjardins**, représente un ajout formidable pour la DSC. Les membres de cette équipe nous ont aidé à améliorer la qualité de nos services en partageant leurs meilleures pratiques, technologies et ressources avec les divisions et en fournissant à ces dernières de l'information et des commentaires pertinents à propos des demandes de renseignements que nous recevons.

### Répondre plus efficacement aux demandes de renseignements

Aux prises avec une hausse considérable du nombre de demandes par courriel et une petite augmentation du nombre d'appels téléphoniques nécessitant l'intervention d'agents responsables, la DSC a dû repenser son approche décentralisée afin de gérer les renseignements aux clients de façon plus efficace. Nos statistiques montrent, qu'en moyenne, il faut trois à quatre fois plus de temps pour répondre à une demande de renseignements par courriel qu'une demande par téléphone. Par conséquent, le fardeau de demandes de renseignements qu'on impose au personnel a augmenté plus rapidement que les chiffres bruts l'ont indiqué. En combinant ce facteur avec celui des systèmes téléphoniques désuets des régions, nous avons réalisé que nous devons adopter une approche plus productive en ce qui concerne la prestation de services.

Le Centre de contact national (CCN), qui a ouvert à la mi-avril 2003 et qui fonctionne à plein régime depuis juin, a présenté une solution au problème mentionné plus haut. Grâce à **Robert Monet** et à son équipe, le CCN a commencé ses activités à temps, selon les prévisions budgétaires et sans interrompre la prestation de services au public. En quatre mois seulement, nous avons embauché et formé 12 agents de diffusion des données

(ADD), nous avons rénové le bureau complètement et acquis de nouveaux locaux dans l'immeuble principal, puis nous avons acheté et installé un nouveau réseau téléphonique. **Greg Larose**, **Donald Marcellus** et **Nicole Nuttall** ont tous joué un rôle important pour ce qui est d'organiser le nouveau bureau et de renouveler l'infrastructure. **Carmel Forbes** a coordonné la formation des ADD, ce qui a donné lieu à des échanges d'information avec les autres régions ainsi que la participation de plusieurs divisions spécialisées. Ouvert tous les jours de la semaine de 7 h à 19 h 30, le CCN répond maintenant aux appels téléphoniques, aux courriels, aux messages reçus par télécopieur et aux demandes envoyées par la poste d'un bout à l'autre du pays et partout dans le monde.

### Une nouvelle initiative

Nous avons obtenu le financement à long terme de 2003-2004, qui nous permettra de créer un système de gestion des relations avec les clients qui pourra être utilisé partout à Statistique Canada. Un système efficace de gestion des relations avec les clients offrira aux divisions un ensemble de mesures du rendement et de renseignements sur les clients nécessaires à la rédaction de rapports quadriennaux et biennaux et de

rapports sur la satisfaction des clients que nous présenterons au Secrétariat du Conseil du Trésor. Ce système facilitera aussi la coordination et la gestion de toutes les activités liées à la vente, au marketing, à la production et au service à la clientèle qui seront effectuées dans chaque division et dans l'ensemble de l'organisme. Le système de gestion des relations avec les clients contribuera grandement à améliorer les compétences des intervenants dans le domaine du service à la clientèle, ce qui comprend ceux offerts par la Division du marketing, les spécialistes et les équipes de production dans l'ensemble de Statistique Canada. En outre, ce système leur sera utile pour sauvegarder, accéder et saisir des données essentielles sur les clients et les projets. Ces améliorations seront de plus en plus importantes en raison de notre stratégie qui consiste à gravir l'échelle de valeur ajoutée en ce qui a trait aux services à la clientèle. À l'heure actuelle, 18 divisions participent à ce projet sous la direction de Robert Monet.

La DSC change rapidement ses méthodes administratives et j'envisage notre avenir avec enthousiasme.



Photo: Tom MacIntyre

Iain McKellar

Dans ce rapport, on démontre que les gains de productivité à long terme des entreprises de haute technologie du secteur manufacturier étaient plus élevés que ceux des entreprises du secteur des services. Même une fois les différences de concentration du capital neutralisées, la productivité des industries des TIC l'emportait largement sur celle des services de haute technologie. En 16 ans, soit de 1981 à 1997, la productivité multifactorielle des industries de fabrication des TIC a plus que doublé, augmentant en moyenne de 5,2 % par année. En revanche, au cours de la même

période, elle n'a progressé que de 0,8 % par année dans les services informatiques et les entreprises de télécommunications.

Cet avantage observé dans les industries de fabrication des TIC, quant à la productivité, caractérisait également d'autres segments de la nouvelle économie. La productivité des industries fabriquant des produits scientifiques, lesquelles regroupent de nombreuses industries de fabrication lourde telles que les industries pétrolière, aéronautique, chimique d'usage industriel et



pharmaceutique, a également enregistré des gains importants au cours des années 1980 et 1990. De 1981 à 1997, leur productivité multifactorielle s'est accrue de plus de 2,5 % par année, ce qui représente une hausse nettement supérieure à celle de toutes les industries des services de haute technologie qui ont fait partie de l'étude.

Dans ce rapport, on souligne également que les secteurs innovateurs tels que les industries des TIC et celles à vocation scientifique n'étaient pas les seuls à offrir un rendement exceptionnel au sein de la nouvelle économie canadienne. Environ le tiers des industries qui n'étaient pas comprises dans les deux catégories mentionnées ci-dessus affichaient un taux de croissance à long terme de leur productivité supérieur à celui des industries des TIC. De plus, selon un éventail d'indicateurs de la production et de la performance, certaines industries, dont un groupe d'industries de l'automobile, ont devancé le secteur des TIC.

Deux grands constats se dégagent de ces résultats. Tout d'abord, la conversion de l'économie canadienne à la haute technologie n'entraîne pas seulement une croissance dans le secteur des TIC, puisque de nombreuses industries, jeunes et vieilles, profitent de la révolution technologique. Ensuite, bien qu'on ait fait grand cas du passage à une économie fondée sur les services, les fabricants ont affiché les gains de productivité à long terme les plus marqués du secteur de la haute technologie.

### **Travail indépendant et croissance de la productivité du travail au Canada et aux États-Unis**

Depuis un certain temps, les analystes se préoccupent de l'écart entre la croissance de la productivité du travail qui s'est élargi dans les années 1990 entre le Canada et les États-Unis. L'étude intitulée *L'incidence du travail indépendant sur la croissance de la productivité au Canada et aux États-Unis*, publiée en août 2003, cherche à déterminer si l'écart de productivité entre les deux pays découle de différences entre leur marché du travail respectif. En effet, de 1987 à 1998, le nombre de travailleurs indépendants n'a pas augmenté de façon aussi spectaculaire aux États-Unis qu'au Canada.

Cette étude démontre que les travailleurs indépendants du Canada ont enregistré une faible croissance de leur productivité au cours de la décennie. Cette faible croissance ainsi que l'augmentation rapide du nombre de travailleurs indépendants ont freiné la croissance globale de la productivité du travail du secteur des entreprises au Canada. Par contre, aux États-Unis, la croissance du revenu net des travailleurs indépendants a dépassé la croissance globale de la productivité dans le secteur des entreprises tout au long des années 1990. La différence

entre la croissance de la productivité du travail du Canada et celle des États-Unis durant les années 1990 est attribuable à la croissance supérieure du nombre de travailleurs indépendants au Canada et des faibles revenus de ceux-ci.

De toute évidence, il nous faut d'abord comprendre les facteurs expliquant la faible croissance de notre productivité pour tenter de remédier à la situation.

## **Diffusion**

### **Le Quotidien**

Grâce aux efforts concertés de l'équipe d'employés des divisions des Communications et de la Diffusion, le record de parution du *Quotidien* se maintient et la page d'accueil de notre site Web l'affiche tous les matins, même quand il y a une panne d'électricité comme celle qui a obligé le Bureau à fermer ses portes pendant six jours en août 2003.

Les nouveaux éléments qui suivent ont permis d'améliorer *Le Quotidien* :

#### *Des liens aux définitions, aux sources de données et aux méthodes*

Chaque communiqué du *Quotidien* renferme de tels liens qui permettent aux lecteurs d'accéder aux métadonnées d'enquêtes sous-jacentes. Cette initiative a eu l'avantage indirect d'améliorer grandement la qualité de nos fonds de métadonnées, puisque les gestionnaires d'enquête s'appliquent davantage à tenir à jour cette information.

#### *Un abonnement au Quotidien par sujet*

En effet, depuis 1996, Statistique Canada offre, par l'entremise d'un serveur de liste, un service d'abonnement électronique au *Quotidien*. Ainsi, à l'heure actuelle, nous offrons à quelque 9 000 abonnés une version complète en texte clair du *Quotidien*. Cependant, pour mieux répondre aux besoins des clients qui ne s'intéressent qu'à certains domaines, nous avons lancé un service leur permettant de choisir parmi 27 domaines. Les abonnés sont prévenus par courriel de la sortie de nouveaux produits et communiqués dans des domaines particuliers. Ce nouveau service compte maintenant près de 3 000 abonnés. Fait étonnant, peu de clients sont passés du serveur de liste au *Quotidien* par sujet et les deux groupes de clients ne cessent d'augmenter.

#### *Une passerelle vers des analyses détaillées*

Un des objectifs premiers du *Quotidien* est de diffuser des communiqués concis et analytiques qui attirent l'attention des médias et qui contribuent à minimiser

l'interprétation erronée des données. Cependant, sa mission en tant qu'organe de diffusion officielle de toute l'information du Bureau l'oblige à desservir plus que ce seul auditoire spécialisé. Pour mieux répondre aux besoins d'un lectorat varié, les divisions auteures utilisent davantage le modèle de passerelle lancé avec la diffusion des communiqués du Recensement de 2001. Cela leur permet de publier dans *Le Quotidien* des analyses sommaires à l'intention des médias, assorties de documents électroniques d'accompagnement qui renferment une analyse plus pointue à l'intention de leurs utilisateurs avertis.

## CANSIM

Nous stockons davantage dans CANSIM des séries chronologiques sous forme de tableaux multidimensionnels. L'an dernier, le nombre de tableaux et de séries chronologiques accessibles sur CANSIM a de nouveau augmenté. En effet, 5,2 millions de séries ont été ajoutées à CANSIM, comparativement à 0,8 million en 2001, ce qui porte leur total à plus de 18 millions. Ces séries ont permis aux divisions spécialisées de diffuser des données beaucoup plus détaillées qu'elles ne pourraient le faire dans des publications, et ce, de façon efficace et en temps opportun.

## Publier à partir de CANSIM

Depuis avril 2000, en commençant avec *Commerce de détail*, les tableaux de certaines publications sont produits automatiquement à partir de CANSIM au moyen d'un système dit d'« édition dynamique ». À l'heure actuelle, 26 publications sont produites régulièrement grâce à cette méthode, qui a permis d'accélérer leur diffusion et de réduire leurs coûts de conception. Au cours des 18 derniers mois, la Division de la diffusion a mis au point un système d'édition encore plus puissant appelé « édition électronique intelligente ». L'édition dynamique n'automatisait que la production et la composition des tableaux statistiques de CANSIM; les autres composantes des publications comme le texte, les graphiques et les pages titres étaient créées à l'aide d'autres logiciels, puis insérées manuellement. L'édition intelligente offre des grilles automatisées permettant la création, l'assemblage et la composition de la publication en entier — incluant tous les tableaux de CANSIM, les graphiques tirés de tableaux de données, le texte coupé-collé d'autres logiciels de traitement de textes et les données de base telles les notes techniques et méthodologiques — à partir d'une base de données conçue à cette fin. Ce nouveau système offre aux auteurs des grilles de saisie automatisées qu'ils peuvent utiliser pour composer une publication complète dans les deux langues officielles, une fois la conception graphique et la mise en page du contenu établies. L'édition intelligente permet de diminuer les activités autrefois nécessaires

pour produire les versions papier et électronique de chaque numéro. Cinq secteurs spécialisés utilisent l'édition intelligente et deux publications — *Bilan des investissements internationaux du Canada* et *Le transport maritime au Canada* — ont ainsi été diffusées jusqu'à maintenant. Plusieurs divisions se sont dites intéressées à produire leurs publications avec cet outil d'édition nouveau et efficient.

## L'achalandage sur notre site Web et la satisfaction des utilisateurs : en progrès

Notre site Web — principal outil pour diffuser notre information et communiquer avec les Canadiens — continue de grandir et de gagner en popularité.

Chaque jour, notre site Web reçoit plus de 30 000 visites durant lesquelles on consulte plus d'un million d'éléments d'information. Au cours du présent exercice financier, nous estimons que plus de 10 millions de visiteurs auront consulté notre site, comparativement à 8,4 millions en 2002-2003 et à 6,1 millions en 2001-2002. En un an, la durée moyenne d'une visite est passée de 14 à 17 minutes.

D'après un sondage effectué en novembre 2002 auprès de nos visiteurs, 79 % d'entre eux sont satisfaits de notre site Web, comparé à 71 % trois années plus tôt. De plus, le pourcentage de visiteurs quotidiens est passé de 18 % à 30 % durant la même période.

## Le Cyberlivre du Canada

À la suite d'études de marché, nous avons lancé le *Cyberlivre du Canada*. Cette version en ligne de l'*Annuaire du Canada* présente un complément d'articles, de graphiques et de photos à nos tableaux du module *Le Canada en statistiques*. S'inspirant de la plus récente édition de l'*Annuaire du Canada*, l'interactif *Cyberlivre du Canada* est mis à jour de manière dynamique dès que les données sont disponibles. Cette nouvelle publication a grandement permis d'améliorer l'information que le Bureau offre gratuitement sur son site Web. Depuis son lancement en mai 2003, le *Cyberlivre du Canada* a attiré plus de 330 000 visiteurs, qui en ont consulté les pages à quelque 1 060 000 reprises.

## Les recettes de vente des produits et services

Les recettes de vente de nos produits et services demeurent considérables. Cette année, nos ventes devraient grimper à 12,2 millions de dollars. Il s'agit d'un résultat semblable à celui de l'an dernier et d'un exploit remarquable étant donné que notre information, sous forme de produits d'intérêt public, est plus facilement accessible sur notre site Internet. Nous



offrons davantage de données d'intérêt public, toutes provenances confondues, notamment celles tirées du recensement. Dans ce dernier cas, nous avons diffusé gratuitement trois fois plus de données tirées du Recensement de 2001 que celles tirées du Recensement de 1996. Je suis ravi de ces deux réalisations.

Comme nous l'avions prévu, nos ventes de produits imprimés diminuent alors que les ventes de publications électroniques et de données tirées de CANSIM augmentent constamment sur notre site Internet. En outre, nous continuons d'enregistrer des ventes importantes de services personnalisés, surtout ceux offerts par nos Services consultatifs, dont les recettes totales franchiront le cap des 6,2 millions de dollars cette année.

Le recensement, bien sûr, explique en bonne partie le fort volume de nos ventes. D'ici la fin de mars 2004, nous prévoyons que les ventes atteindront 5,6 millions de dollars, ce qui correspondra à 60 % des ventes prévues dans le plan d'activités quinquennal du recensement.

Je continue d'insister sur l'importance de recouvrer les coûts générés par nos activités de diffusion. Sans ces recettes, nous serions contraints d'offrir un niveau de service nettement inférieur aux Canadiens ou de sabrer, d'une façon ou d'une autre, dans notre programme.

#### « Recensement à l'école » — un nouveau projet international

Statistique Canada participe au nouveau projet en ligne intitulé « Recensement à l'école », qui aide à mieux faire comprendre la statistique aux élèves. Dans le cadre de ce projet international en salle de classe, des élèves de 8 à 18 ans recueillent, en ligne, des renseignements d'ordre général sur eux-mêmes. Ces données sont versées dans des bases de données nationale et internationale et utilisées par les enseignants et les élèves dans le contexte de travaux scolaires.

« Recensement à l'école », qui a vu le jour en 2000 au Royaume-Uni, est un projet auquel participent des écoles d'Australie, de Nouvelle-Zélande, d'Afrique du Sud et, tout récemment, du Canada.

Certaines questions de l'enquête canadienne sont communes à tous les pays participants, alors que d'autres ont été formulées au Canada par un comité consultatif interprovincial d'enseignants. Les élèves répondent à des questions d'ordre général sur des sujets comme leur taille, la durée du trajet entre la maison et l'école, les aliments qu'ils préfèrent au déjeuner et leur matière favorite à l'école. Les réponses demeurent confidentielles.

Une fois que les élèves ont rempli le questionnaire d'enquête en ligne, l'enseignant peut obtenir les résultats de la classe, qui sont présentés sous forme d'un chiffrier, et les utiliser dans sa tâche d'enseignement. L'information peut également être téléchargée de la base de données internationale et servir à établir des comparaisons.

Les élèves gagnent à participer à la collecte et à l'analyse de leurs propres données. Ainsi, ils découvrent ce qu'est un recensement et cette activité les encourage à se renseigner davantage sur la façon de produire et d'interpréter des statistiques sur leur vie.

#### Améliorer nos métadonnées

Les métadonnées — l'information sur nos données statistiques — sont essentielles pour interpréter l'information que nous diffusons. Cette année, nous avons complété la première mesure indépendante de la qualité des métadonnées de notre Base de métadonnées intégrées (BMDI), un exercice que nous entendons faire régulièrement. Si l'exercice montre à quel point nous avons amélioré la qualité des métadonnées publiées sur notre site Web, il sert également à rappeler tout ce qu'il nous reste à faire.

Tout au long de l'année, on a fait une importante mise à jour de la BMDI. En partenariat avec la Division des normes, le Secteur de la statistique du commerce et des entreprises a entièrement révisé et amélioré les métadonnées de toutes ses enquêtes, qui représentent la moitié des quelque 400 enquêtes actives du Bureau. Pendant une période de huit mois, plus de 100 auteurs et gestionnaires d'enquête des quatre coins du Secteur de la statistique du commerce et des entreprises ont travaillé en étroite collaboration avec une petite équipe de coordination à réviser et à réécrire 190 enregistrements de la BMDI. Ces enregistrements sont maintenant complets, lisibles, informatifs et cohérents pour toutes les enquêtes.

#### La panne de courant

En août 2003, le Bureau a subi une série de perturbations inusitées. De la panne du réseau électrique ontarien à la semaine de conservation rigoureuse de l'énergie, en passant par l'écllosion d'un virus informatique qui a menacé la stabilité de notre réseau, ce fut une période éprouvante. Malgré la fermeture de ses bureaux en Ontario pendant six jours ouvrables, nous avons continué de respecter nos principaux engagements et à être à la hauteur de notre réputation pour la qualité et le service, grâce aux efforts concertés de notre personnel dans l'ensemble du pays. Le dévouement et l'excellence du travail de nombreuses personnes, parfois réalisé dans des conditions très difficiles, nous ont permis de continuer

## Région centrale

par Doug Newson, directeur

### Une année de défis

En 2003-2004, nous avons vécu des périodes florissantes ainsi que des périodes creuses, lesquelles ont franchi les limites régionales. Nous avons été confrontés à une série de défis externes que nous avons réussi à relever, y compris le virus du Nil, la panne d'électricité du mois d'août et la poussée épidémique du SRAS, ainsi que la quarantaine qui en a résulté. Par ailleurs, les élections provinciales et municipales nous ont donné un nouveau premier ministre pour l'Ontario et un nouveau maire pour Toronto. Tous les employés du bureau se sont donnés la main et la région centrale a dirigé les activités de façon exemplaire durant cette période difficile.

Malgré la restructuration régionale, l'Ontario demeure le point de mire de la région centrale. Nous continuons de porter un intérêt particulier aux nouvelles stratégies, qui nous permettront d'assurer la gestion efficace des opérations des enquêtes et des services consultatifs dans notre région. Cette année, nous avons travaillé plus étroitement que jamais avec d'autres régions afin de partager nos connaissances spécialisées, d'améliorer l'efficacité et de renforcer les partenariats.

Je suis très fier de l'esprit d'équipe qui était évident tout au long de cette année éprouvante. L'attitude positive et les idées innovatrices des membres de l'équipe — à tous les niveaux — continuent de m'impressionner. Le changement est souvent très inquiétant, mais notre équipe a fait preuve d'adaptation et d'un réel enthousiasme en vue d'améliorer nos résultats et notre environnement de travail, ce qui a été très motivant.

### Une année remplie d'activités

Dans le domaine des opérations d'enquêtes, nous avons remporté un succès constant avec les enquêtes principales — l'Enquête sur la population active et l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes — et avec d'autres enquêtes auprès des ménages et des entreprises. En outre, nous avons mené de nouvelles enquêtes et nous avons réglé certaines difficultés techniques en ce qui a trait à la mise à jour des logiciels et du matériel. Nous avons réalisé notre première enquête transfrontalière, l'Enquête conjointe Canada-États-Unis sur la santé. Les employés des services de gestion ont relevé le défi de mettre ces projets en œuvre et ils ont offert d'excellents services d'administration et de soutien à la région.

En ce qui a trait aux services consultatifs, nous avons continué de remplir, et même de dépasser les objectifs en matière de recettes. En outre, la région centrale a assumé l'entière responsabilité du système de ventes pour toutes les régions. Nous avons aussi pris l'initiative d'appuyer le système d'éducation en faisant la promotion des données de Statistique Canada auprès des médias et en offrant des séminaires de formation aux utilisateurs de données.

La diffusion des données du Recensement de 2001 nous a donné l'occasion de renforcer et de renouveler notre collaboration avec les médias grand public ainsi qu'avec une grande variété d'entreprises médiatiques allophones en Ontario. La diffusion des données a permis à Statistique Canada de se placer avantageusement en tant que source d'information pour tous les Canadiens et sur tous les Canadiens. La diffusion de données ethnoculturelles à l'échelle nationale était un événement particulièrement remarquable qui a eu lieu à Toronto. Il s'agissait d'une collaboration vraiment réussie entre la région centrale, la Division des communications et la Direction de la statistique démographique et du recensement.



Doug Newson

### Valoriser nos clients et nos partisans

Au début de septembre, à Toronto, la région centrale a coordonné et a été l'hôte du premier séminaire sur les tendances sociales au Canada, lequel s'inspirait des données du Recensement de 2001. Cette présentation a été tellement populaire qu'une deuxième séance a été offerte à la fin de septembre. Dr. Douglas Norris, directeur général de la Direction de la statistique démographique et du recensement a présenté les deux séances et a reçu des commentaires extrêmement positifs pour sa présentation analytique. À la suite de ces séminaires, nous avons reçu plusieurs demandes pour élaborer et présenter d'autres séances à l'intention de clients spécifiques. Au cours de la nouvelle

année, nous continuerons d'offrir ces séances dans le cadre de notre projet d'ateliers à recouvrement des coûts.

Nous avons élaboré et présenté des séminaires sur les tendances de suivi à un certain nombre de régions métropolitaines en Ontario afin d'exprimer notre reconnaissance pour leur soutien durant la période de collecte de données du Recensement de 2001. Ce projet de séminaire, maintenant une tradition en Ontario, a été bien accueilli et il ouvre la voie aux activités permanentes de collecte de données et au Recensement de 2006.

Malgré les défis qui se sont présentés en 2003-2004, les employés de nos bureaux ont travaillé efficacement tout au long de la poussée épidémique du SRAS. En outre, durant la panne d'électricité, ils se sont conformés aux exigences en matière d'économie d'énergie et ils ont continué de faire face aux événements imprévus, de façon intègre et courageuse. Le dévouement dont le personnel de la région centrale a fait preuve démontre qu'ensemble, nous avons établi une base solide pour l'année à venir.



d'assurer la sécurité des bâtiments, de protéger nos réseaux, de poursuivre nos activités essentielles de collecte des données et de publier nos principaux indicateurs économiques dans *Le Quotidien*, et ce, tous les jours ouvrables durant cette période.

Nous avons fait plus que relever le défi de la panne de courant et de la période de conservation de l'énergie. Le 30 octobre 2003, après l'ajout rapide d'un supplément à l'Enquête sur la population active de septembre, nous avons réussi à publier une analyse des répercussions de la perte de plus de 26,4 millions d'heures de travail que cette panne a provoqué en Ontario et à Gatineau, au Québec. Cet article à large couverture médiatique a fait valoir notre capacité de fournir de l'information actuelle et pertinente.

## **Opérations et infrastructure**

### **Nouvelles conventions collectives**

Le 31 octobre 2003, Statistique Canada et l'Alliance de la fonction publique du Canada sont parvenus à un accord préliminaire concernant la première convention collective pour les intervieweurs et intervieweurs principaux des Opérations des enquêtes statistiques (OES) qui travaillent principalement à leur domicile, c'est-à-dire les intervieweurs sur place. Cette convention, qui, au moment d'écrire ces lignes, est soumise à un scrutin de ratification de la part des intervieweurs, constitue un accord d'une durée de quatre ans qui prendra fin le 30 novembre 2004.

En novembre 2003, une entente a également été conclue avec les intervieweurs et intervieweurs principaux des OES. Cette entente a aussi été envoyée pour ratification. La convention collective, qui serait la quatrième pour les intervieweurs de bureau, couvrirait une période de trois ans et viendrait à échéance en novembre 2004.

Les ententes dont il est question sont le fruit de longues négociations et d'un certain nombre d'interruptions de travail. C'est pourquoi nous tenons à souligner le professionnalisme dont les deux parties ont fait preuve tout au long de cette période difficile. Nous sommes particulièrement heureux d'en être arrivés à un règlement juste et acceptable pour les deux parties, qui permettra au Bureau de réaliser son programme de travail à l'intérieur de paramètres financiers viables, et ce, tant pour nos clients que pour l'ensemble de notre organisme.

### **Collecte électronique de données**

Statistique Canada a mis au point une option de collecte électronique de données (CED) pour 22 enquêtes mensuelles, trimestrielles et annuelles et l'a proposée à 8 000 des répondants participant à ces enquêtes. Le

nombre total de répondants pour ces enquêtes s'élève à 25 000, et la CED sera progressivement mise à leur disposition. De plus, des questionnaires électroniques ont été conçus et présentés à 70 000 répondants participant à deux enquêtes spéciales — l'Enquête sur les opérations reliées aux technologies de l'information et l'Enquête sur les technologies de l'information et des communications dans les écoles. Durant la première année de production, environ 30 % des répondants qui pouvaient se prévaloir d'une option de CED pour leur enquête ont choisi d'utiliser cette méthode. Il s'agit là d'un taux initial de participation encourageant et nous nous attendons à ce qu'il augmente au cours de la prochaine année au fur et à mesure que nous étendrons notre offre et peaufinerons notre stratégie de communication en vue de promouvoir cette méthode de collecte de données.

Même si Statistique Canada fait office de figure de proue dans le monde de l'industrie pour ses solutions en matière de sécurité, il n'en aménagera pas moins, dans les mois à venir, un environnement de sécurité encore plus convivial et accessible. En outre, nous évaluons actuellement les répercussions de la CED sur les opérations de collecte afin de déterminer si cette méthode peut aider le Bureau à réduire les frais de recouvrement tout en améliorant la qualité des données.

### **Soutien envers le Test du recensement de 2004 et le Recensement de 2006**

Il aura fallu presque un an de négociations avec le Conseil du Trésor et la Voie de communication protégée pour mettre au point un nouveau service de traitement sécurisé des réponses du recensement. En octobre, nous avons franchi une étape importante à l'occasion de la première démonstration de ce nouveau service (portant le nom de SCEAU en montrant qu'il s'agit d'un canal protégé de transmission des données des répondants). Le SCEAU répond aux exigences rigoureuses de Statistique Canada en matière de confidentialité, et ce, sans que les répondants soient obligés de s'inscrire, de télécharger ou d'acheter quelque logiciel que ce soit s'ils choisissent de répondre en ligne au prochain recensement.

Nous comptons utiliser le service SCEAU et le potentiel de la Voie de communication protégée en mai prochain au moment de faire le Test du recensement de 2004, c'est-à-dire la « répétition générale » du Recensement de 2006. Statistique Canada appuie sans réserve le recours à l'infrastructure de la Voie de communication protégée. De plus, nous tenons à mentionner que le SCEAU constitue un service générique auquel peut avoir recours tout ministère ayant des besoins semblables. Le SCEAU a été conçu à partir des conseils judicieux de notre personnel de l'Informatique et grâce à l'expérience acquise par la Division de la recherche et du

développement des opérations en utilisant notre propre système de CED.

### Opération de prospection des îlots pour le Test du recensement de 2004

Cette première opération sur le terrain en vue du Test du recensement de 2004 a eu lieu de septembre à novembre 2003. Elle visait surtout à valider et à mettre à jour le registre d'adresses de Statistique Canada, ainsi qu'à cerner les nouveaux secteurs de croissance pour en faire un suivi lorsque le jour du recensement approchera. On a effectué la prospection des îlots auprès de quelque 153 000 logements dans trois régions d'essai — Winnipeg, Montréal et Halifax. Ce test important a été couronné de succès, et ce, malgré quelques inconvénients mineurs, dont la panne de courant en Ontario et un ouragan à Halifax. Les résultats de l'opération de prospection des îlots permettront de créer le fichier final d'envoi par la poste pour le Test du recensement. Nous évaluerons les renseignements tirés de la répétition générale de cette prospection et en ferons le suivi à temps pour les opérations du Recensement de 2006.

### Mise en œuvre de l'établissement du coût unitaire des ressources

Tout comme beaucoup d'autres secteurs de service de Statistique Canada, la Direction des opérations régionales (DOR) a commencé à comptabiliser le coût réel de chaque enquête à partir de taux unitaires approuvés annuellement par le Comité de la planification intégrée. La DOR présentera ses prévisions budgétaires de collecte aux clients en début d'exercice. Elle recevra également le budget de collecte adopté pour les enquêtes, entreprendra le travail selon le budget convenu et fournira les registres détaillés de la consommation réelle de ressources durant l'année. Ces renseignements détaillés sur les coûts serviront de base d'information commune à la DOR et à ses clients pour estimer les nouveaux taux unitaires annuels. Le changement au mécanisme de chiffrage des coûts fournit à la DOR un moyen plus adéquat et transparent d'établir des budgets, une méthode plus normalisée pour préparer les prévisions budgétaires pour les clients, ainsi que des registres des coûts plus complets et plus précis qui serviront à l'ajustement des programmes d'une année à l'autre. En 2003, qui a été une année de transition, la DOR a adopté une nouvelle méthode de calcul du coût de revient et compte transférer entièrement ses opérations dans le nouveau système en 2004.

### Établissement des normes du logiciel BLAISE

À la suite de l'implantation du logiciel BLAISE en tant que plateforme principale des applications d'interviews

## Région de l'Ouest et Territoires du Nord-Ouest

par Jerry Page, directeur

Sans aucun doute, l'événement le plus notable au cours de l'an dernier a été la fusion des bureaux régionaux du Pacifique et des Prairies pour créer le nouveau bureau de la région de l'Ouest et des Territoires du Nord-Ouest. Grâce à nos trois directeurs adjoints — **Peter Sha** (opérations), **Allan Wiebe** (services consultatifs) et **Norry Nixon** (communications) —, nous avons formé une équipe de gestion pour nous aider à effectuer la transition vers l'avenir, et surtout, pour réaliser le Recensement de 2006.

### Notre nouvelle équipe de gestion

La gestionnaire régionale, **Carol Dunstone**, est responsable du bureau du Manitoba et dispense ses conseils à notre nouvelle gestionnaire du Service d'assistance IPAO (interview sur place assistée par ordinateur) de Winnipeg, **Milana Sanovskaya**. Nos trois sites de collecte de données pour les enquêtes ITAO (interview téléphonique assistée par ordinateur) sont gérés par les gestionnaires de programme **Helen Caplap** (Winnipeg), **Wade Kuselar** (Edmonton) et **Roxanne Hopkins** (Vancouver). **Bonnie Holte** est gestionnaire des ressources humaines et **Doug Banford**, agent des finances. **Vince Hartung** de Vancouver est le gestionnaire des Services de la gestion et de l'informatique. Nos programmes de services consultatifs sont gérés par **Jade Moon** (Winnipeg), **Larry Deters** (Regina) et **Ted Brown** (Vancouver), ce dernier étant également responsable de l'ensemble de la production dans la région. **Sherry Wallace** gère le programme de communications et **Jerry Potts** dirige notre programme de communications avec les Autochtones. **Marion Smith** (Vancouver) et **Danielle Rondeau** (Regina) sont les gestionnaires fonctionnels du Programme des activités de liaison en éducation.

### Défis de la fusion des bureaux régionaux

On a augmenté les responsabilités des membres du personnel des ressources humaines afin qu'ils assurent des services à deux anciens bureaux régionaux, ce qui comprend 128 fonctionnaires et 750 employés recrutés en vertu de la *Loi sur la statistique* dans 4 provinces et 3 territoires. Les employés des ressources humaines ont négocié plusieurs conventions collectives et ont fourni à des employés à temps partiel un encadrement régulier dans un milieu où le travail varie constamment. Sans les connaissances et l'expérience de Bonnie Holte, je ne suis pas certain que nous aurions remporté autant de succès.

### Collecte des données d'enquêtes

Le nombre, la catégorie et le contenu des enquêtes a

téléphoniques assistées par ordinateur (ITAO), nous travaillons au développement et à la programmation des codes de blocs d'usage commun. Nous avons commencé à programmer, à tester et à documenter des blocs de questions communes et sommes à construire des modules standards à partir de ces codes de blocs. La disponibilité de tels modules permettra d'améliorer l'actualité des données et de diminuer les coûts des applications des ITAO, tout en continuant d'utiliser les composantes existantes.



augmenté. Les activités liées au programme des enquêtes agricoles, à l'Enquête sur la population active et à l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes dans le Nord ainsi que le fait de réaliser un plus grand nombre d'enquêtes par composition aléatoire représentent des défis particuliers. Nos résultats d'enquêtes demeurent toujours élevés, mais pour le personnel responsable de la collecte de données, il faut plus de temps, plus d'argent et davantage de compétences si nous voulons atteindre les mêmes résultats.

La création d'un comité national des relations avec les répondants aux enquêtes, dirigé par Norry Nixon, a contribué à revigorer notre excellent programme régional. Nous avons introduit deux programmes de formation pour notre personnel affecté à la collecte de données dans les régions : la gestion du rendement à l'intention des PM-02 ainsi que les techniques d'encadrement de base et les directives spécifiques pour les intervieweurs principaux ITAO et IPAO.

#### Services consultatifs

Cette année, j'ai confiance que les recettes du nouveau Programme des analystes-conseils de la région de l'Ouest excéderont 2 millions de dollars. Nous avons entrepris une longue série de cours de formation personnalisés destinés aux organismes individuels. Ces cours portent sur la conception d'une enquête, l'analyse de données et les méthodes d'enquêtes, et ce, sous la direction de la gestionnaire de la recherche **Jacqueline Quinless**. De plus, nous avons été l'hôte de deux conférences : celle sur l'adaptation des services de santé qui a eu lieu à Regina et la Conférence de 2003 sur les stratégies autochtones, tenue à Edmonton.

#### Communications

Notre programme de communications avec les Autochtones a été élargi. En plus de faire la promotion de Statistique Canada, de notre série de cours sur les statistiques sur les Autochtones, des données du recensement sur les Autochtones, des résultats de l'Enquête auprès des peuples autochtones (EAPA) et d'autres données d'intérêt pour la collectivité autochtone, Jerry Potts et son équipe ont procédé à des consultations

sur l'Initiative des données relatives aux Autochtones et de l'Enquête auprès des enfants autochtones.

Grâce à la diffusion de données du Recensement de 2001, de l'EAPA et de nos programmes permanents de collecte de données, notre programme ordinaire de communications a servi à promouvoir la grande quantité de données de Statistique Canada et à renforcer nos liens avec les médias locaux et régionaux, les gouvernements régionaux et les organismes communautaires. Ces efforts ont permis d'améliorer nos programmes de collecte de données et de ventes et à élaborer nos projets de communications pour le Recensement de 2006, lesquels sont en voie de réalisation. Notre Programme des activités de liaison en éducation a fait des pas de géant cette année. En effet, le nombre de personnes inscrites à E-STAT a augmenté dans toute la région, la visibilité et l'utilisation des produits se sont élargies et le programme de Recensement à l'école a été présenté avec succès aux commissions scolaires et aux ministres de l'Éducation.



Jerry Page

#### Prix

Lors de la cérémonie annuelle de reconnaissance aux employés, Carol De Baets a reçu une Prime au mérite pour son excellente contribution au Programme du mieux-être au travail et Sherry Wallace a été nommée employée de l'année pour sa participation au cours de gestion du rendement à l'intention des PM-02. Bien sûr, nous sommes fiers de notre personnel, mais dans un contexte plus large, nous sommes conscients que ces

primes sont un stimulant lorsqu'il s'agit de reconnaître les efforts des employés des bureaux régionaux dans l'ensemble de Statistique Canada.

#### Résumé de l'année qui vient de s'écouler

J'ai toujours cru que les défis sont des occasions camouflées qui offrent aux employés la possibilité de donner un rendement bien au-delà des attentes de leur poste. Cette année a été remplie d'occasions de toutes sortes, et nous attendons avec impatience l'exercice 2004-2005 ainsi que les nouvelles perspectives d'excellence et de croissance qui se présenteront.

#### Services consultatifs : regroupement des services de facturation et de renseignements

En 2003, les Services consultatifs ont relevé deux importants défis de réseautage. Tout d'abord, ils ont regroupé toutes les activités de la facturation des clients en un seul service, qui est situé à Toronto. Ensuite, ils ont mis sur pied un centre pleinement intégré de contact avec la clientèle, lequel traite toutes les demandes de renseignements généraux — reçues par téléphone, courriel ou télécopieur — au bureau de la région de la capitale nationale. Ces deux initiatives ont permis de réaliser des économies et d'améliorer le service en

prolongeant les heures de ce dernier. Elles ont aussi permis de garantir un niveau plus uniforme de bilinguisme, d'offrir des possibilités de formation plus avantageuses et d'assurer un meilleur contrôle de la qualité des données.

#### Estimations de l'erreur de couverture du Recensement de 2001

Les estimations de la couverture du Recensement de la population, qui sont produites tous les cinq ans, constituent un élément charnière de notre Programme des estimations de la population. Le fait de produire ces

estimations exige une extrême minutie, car il faut mesurer avec précision les erreurs de couverture — relativement rares — et ce, sous le regard attentif des provinces. En effet, le résultat des estimations permet d'établir des paiements de millions de dollars du fédéral aux provinces. Nous avons grandement amélioré les méthodes utilisées. En outre, de vastes efforts de communication ont été déployés auprès des coordonnateurs statistiques provinciaux et territoriaux, y compris l'organisation de deux réunions officielles sur les estimations de couverture, pour s'assurer que la méthodologie et les résultats sont largement acceptés et compris. Un tel exemple montre comment on peut susciter la confiance en faisant preuve de transparence et de professionnalisme.

### **Améliorer notre réputation en matière de méthodologie**

Une mise à jour importante de la version 1997 des *Lignes directrices concernant la qualité* a été effectuée en vue de rendre compte des progrès réalisés au cours des cinq dernières années en méthodologie d'enquête. Il est possible de les obtenir sur Internet de même que sur le site miroir du Réseau de communications internes.

### **Économies grâce à la réutilisation et à la normalisation**

Soucieux de réduire les frais de développement et d'entretien des applications pour nos clients, la Division du développement de systèmes (DDS) a adopté un plan énergique d'élaboration de composantes logicielles standards et réutilisables pour ses principales plateformes de développement. Cela a permis d'utiliser une moins grande variété de logiciels à l'intérieur de la DDS et d'adopter une méthode de développement qui favorise l'utilisation très élargie d'outils normalisés. Par exemple, on a démontré que la nouvelle version du Système généralisé de vérification et d'imputation (SGVI) réduit les frais d'entretien des systèmes. L'utilisation efficace de cadres de développement et la réutilisation de composantes logicielles pour réduire le temps et les coûts de développement ont considérablement diminué les coûts du Recensement de 2006 et ceux des projets de remaniement des systèmes administratifs.

### **Partenariat avec Élections Canada sur l'infrastructure géographique**

Statistique Canada continue de travailler en étroite collaboration avec Élections Canada afin de maintenir une base de données géographiques nationale commune. Cette base de données, qui renferme un réseau routier détaillé, jouera un rôle crucial dans la tenue du Recensement de 2006 et de la prochaine élection fédérale. D'importantes améliorations ont été apportées à

la base de données cette année. Nous avons pris le temps nécessaire pour couvrir toutes les routes en s'assurant d'avoir les bons noms et les bonnes tranches d'adresses de voirie. Grâce à ces diverses améliorations, la proportion de logements du registre d'adresses, qu'il est possible de rattacher à un côté d'îlot individuel, est passée de 46 % à près de 78 % du total national (soit plus de 9,6 millions de logements). Cette amélioration significative du géocodage des adresses jouera un rôle prépondérant dans le succès des activités de collecte de données du Recensement de 2006.

### **Coopération fructueuse avec la Chine**

Notre programme de coopération technique avec le bureau national de la statistique (BNS) de Chine tire à sa fin. Au cours des sept dernières années, les deux bureaux ont travaillé en étroite collaboration dans un certain nombre de domaines, ce qui a eu pour effet de renforcer les capacités du BNS aux chapitres de la gestion, de l'infrastructure et de la statistique. Le projet d'ensemble, axé sur les enquêtes auprès des ménages, a servi à renforcer la capacité du BNS de la Chine à faire des enquêtes. Certaines des pratiques de gestion que nous avons mises en place au sein du BNS ont été citées comme modèle et les organismes du gouvernement chinois gagneraient à les utiliser davantage. L'un des projets consistait à améliorer la capacité du BNS de gérer et de diffuser ses fonds de données agrégées grâce au développement d'une base de données statistiques. Une équipe de la Division de la diffusion a transféré l'information liée aux connaissances techniques, opérationnelles et de gestion au BNS afin de permettre la conception, le développement et le fonctionnement d'une telle base de données. Nous avons terminé le projet en respectant l'échéancier et le budget prévus. L'Agence canadienne de développement international évalue présentement le programme qu'elle a financé. En raison de leur participation à diverses activités de programme, tant au Canada qu'en Chine, un nombre important de nos employés se sont enrichis d'une expérience unique, qui a contribué à perfectionner leur savoir, à développer leur sens de la débrouillardise et leur ingéniosité en plus de leur faire découvrir le riche patrimoine culturel de la Chine.

### **Amélioration de la gestion**

#### **Projet de réingénierie des systèmes administratifs**

Les engagements du Projet de réingénierie des systèmes administratifs ont été respectés au cours de la première et plus importante année de ce projet triennal :

- Nous avons réussi à déménager le système Global — notre propre système de gestion des ressources humaines — de son système d'exploitation désuet et



non assisté à un nouvel environnement Windows convivial. Le système Global repose maintenant sur une technologie de base de données plutôt que sur une vieille armature inefficace. L'intégration de nos systèmes administratifs va bon train puisque divers systèmes commencent à partager notre information commune en matière de ressources humaines;

- Le nouveau système de gestion du temps (SGT) a aussi été déployé en avril dans l'ensemble du Bureau. Le SGT permet aux employés de déclarer facilement leur temps en ligne. La déclaration et l'approbation « intelligentes » en ligne des congés et des heures supplémentaires, qui résultent de révisions intégrées en ligne rendant compte des dispositions des conventions collectives, réduisent les risques d'erreurs et la nécessité d'effectuer des vérifications administratives;
- Depuis mai, les communautés administrative et financière du Bureau jouissent d'un nouveau système de gestion de l'information salariale. Ce nouveau système pleinement intégré de gestion des finances et des ressources humaines représente, pour les agents administratifs et financiers, un outil convivial pour consigner et prévoir l'utilisation des ressources humaines ainsi que pour transmettre sans discontinuité les coûts des ressources d'une organisation à l'autre. Ce système nouvellement intégré, une première au sein du gouvernement fédéral, élimine aussi l'entrée en double de renseignements et le rapprochement des données entre les ressources humaines et les finances;
- Le système Global a également été mis à jour pour exécuter les opérations de base pour la paye. Il transmet maintenant en ligne des renseignements sur la rémunération au bureau de la paye de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, réduisant ainsi les risques d'erreurs d'entrées en double et le rapprochement continu des données. De nombreux autres ministères ont tenté l'expérience, mais seulement deux ont réussi à le faire;
- Les programmes exhaustifs de recrutement et d'affectations spéciales de Statistique Canada ont grandement profité de la refonte de nos systèmes administratifs. Il peut se révéler très compliqué de surveiller et d'administrer les va-et-vient de milliers d'employés entre les programmes et les divisions. Le nouveau système de gestion des affectations a été mis en place en juin, ce qui a grandement amélioré notre façon de gérer, d'administrer et de contrôler les diverses et multiples affectations au sein du Bureau. Nous devons principalement cette amélioration à l'emploi d'une seule et unique base de données intégrée sur les finances et les ressources humaines,

dont l'information est utilisée et partagée avec les autres systèmes administratifs.

Enfin, pour simplifier l'accès des employés et des cadres à nos nouveaux systèmes, nous avons également ouvert un nouveau portail libre-service en avril, lequel permet aux utilisateurs de se familiariser avec les diverses fonctions administratives et l'information dont ils pourraient avoir besoin chaque jour.

## **Ressources humaines**

### **Politique sur l'emploi pour une période déterminée**

L'an dernier, l'une de nos grandes réalisations aura été l'application de la nouvelle Politique sur l'emploi pour une période déterminée, mise en œuvre par la fonction publique fédérale. Comme plus de 10 % de tous les employés de Statistique Canada étaient nommés pour une période déterminée, il était important de mettre en vigueur cette nouvelle politique fédérale au sein du Bureau. Le statut de tous les employés nommés pour une période déterminée, qui l'étaient depuis trois ans ou plus avant le 1<sup>er</sup> avril 2003, a été converti en celui d'employés nommés pour une période indéterminée. Cette mesure visait 153 employés nommés pour une durée déterminée et qui comptaient de longues années de service. Statistique Canada a été l'un des premiers ministères à mettre cette politique en application. Le Bureau savait que bon nombre d'employés avaient ce statut depuis presque trois ans sans tout à fait jouir des années de service requises pour obtenir le statut d'employés nommés pour une période indéterminée en vertu de la nouvelle politique. Statistique Canada a voulu leur en donner la possibilité et a donc tenu un certain nombre de concours et de processus de sélection, que 66 personnes ont réussi. Grâce à ces mesures, les employés nommés pour une période déterminée ne représentent plus que 5,5 % environ de notre personnel.

### **Formation et perfectionnement**

Le Sondage auprès des fonctionnaires fédéraux de 2002 a donné lieu à une autre étude, touchant cette fois la formation et le perfectionnement. On y demandait si l'existence d'une structure de formation officielle au sein d'une division inciterait les employés à répondre plus positivement aux questions du sondage sur la formation. Parmi les 60 divisions qui ont participé à l'étude, 20 d'entre elles étaient dotées d'une structure et de pratiques de formation. L'étude révèle qu'il y avait bel et bien un lien positif entre la présence d'une structure de formation officielle et le degré de satisfaction des employés à l'égard de la formation et du perfectionnement. Nous avons donc désigné des promoteurs de l'apprentissage dans chacune des divisions, leur confiant la mission d'analyser les besoins divisionnaires, d'y dégager les

faiblesses, de suggérer des moyens d'y transmettre le savoir et d'y promouvoir l'élaboration de plans d'apprentissage individuels. Quand la charge de travail est lourde comme c'est maintenant le cas, les plans d'apprentissage individuels prennent toute leur importance parce qu'ils aident à coordonner les tâches d'apprentissage correspondantes.

### Équité en matière d'emploi

Le Programme d'équité en matière d'emploi fait partie intégrante de notre stratégie de mise en valeur des ressources humaines, dont il soutient les quatre piliers : le recrutement, l'enrichissement de la carrière, la formation et un milieu de travail positif.

Nous faisons nôtres, bien sûr, les principes de l'équité en matière d'emploi. Nous croyons qu'un milieu de travail intégré permettra d'attirer et de conserver du personnel très compétent et représentatif. Comme je l'ai déjà dit, l'équité en matière d'emploi équivaut à traiter tous les employés sur un pied d'égalité. Cela signifie que nous chercherons par-dessus tout à repérer et à éliminer tout ce qui pourrait faire obstacle au recrutement et à la promotion et qui n'obéirait pas au principe du mérite. D'une certaine façon, rien n'est cependant plus facile que de professer le respect de ces principes. Ce qu'il faut surtout se demander, c'est comment en faire la démonstration au quotidien.

Le 23 avril 1999, le gouvernement fédéral a créé un groupe de travail sur la participation des minorités visibles au sein de la fonction publique fédérale. Ce groupe a produit un rapport intitulé *Faire place au changement*. Mettre en œuvre les recommandations du groupe de travail est devenu l'une de nos priorités. Pour atteindre cet objectif prioritaire, nous avons préparé un plan d'action précis dont plusieurs initiatives ont déjà été mises en branle :

- mettre en place, à l'intention de tous les employés, des séances d'information sur l'initiative « Faire place au changement »;
- créer un répertoire d'employés faisant partie de minorités visibles désignées afin d'assurer la représentation de ces minorités au sein des jurys de sélection;
- examiner un échantillon de résultats de concours génériques;
- offrir des séances de sensibilisation;
- offrir du counselling de carrière aux membres des groupes visés par l'équité en matière d'emploi;

- élaborer une politique complète sur la satisfaction des besoins de nos employés.

Nous faisons également un suivi régulier de nos taux de recrutement et de promotion et cherchons sans cesse des moyens de réaliser les objectifs énoncés dans le rapport « Faire place au changement ».

Dans l'ensemble, les groupes désignés au chapitre de l'équité en emploi sont déjà plutôt bien représentés à Statistique Canada. Ces dernières années, le Bureau a fait beaucoup de progrès dans la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi. Ce dossier fait intimement partie de notre stratégie et représente un volet important de nos priorités stratégiques. C'est ainsi que nous avons créé un groupe de travail pour étudier les résultats du plus récent Sondage auprès des employés fédéraux, en particulier selon la perspective de l'équité en matière d'emploi. Les résultats de cette analyse serviront à préparer notre plan pluriannuel d'équité en matière d'emploi ainsi que les plans d'action individuels des groupes visés.

Le contexte positif et solidaire dans lequel nous travaillons facilite la mise en œuvre de ces initiatives, tout comme, d'ailleurs, notre dynamique de communication. Dans le cadre de cette stratégie, nous avons accroché dans les salles de classe du Bureau des affiches dont le thème est « Réfléchissez avant de parler ». Ces affiches font la promotion d'un environnement ouvert et proposent des moyens de communication avec le Bureau de l'équité en matière d'emploi. La préparation et la distribution de matériel de formation et de sensibilisation à la diversité font aussi partie de la stratégie de communication. Nous prévoyons intégrer des modules sur la diversité à une trentaine de cours offerts par le Bureau. Jusqu'à maintenant, nous avons ajouté de tels modules au Programme de perfectionnement en gestion pour les superviseurs et préparé une séance de sensibilisation à l'intention des gestionnaires touchés par les programmes de recrutement.

Une infrastructure solide regroupant des représentants des quatre coins du Bureau a été mise sur pied afin de promouvoir les initiatives d'équité en matière d'emploi. Elle devrait donner lieu, à tous les échelons de notre organisme, à la création de mécanismes pour cerner et résoudre les problèmes possibles liés à l'équité en matière d'emploi. Cette infrastructure s'appuie sur nos comités de base composés de membres de chacun des groupes visés par l'équité en matière d'emploi. Chacun de ces groupes travaille en étroite relation avec un promoteur de l'apprentissage siégeant également au Comité de l'équité en matière d'emploi. Notre Comité des consultations patronales-syndicales, où siègent des représentants syndicaux et des membres du Comité de l'équité en matière d'emploi, est aussi un élément



important de cette structure. Enfin, pour soutenir cette structure, tous ces comités travaillent en étroite collaboration avec le Bureau de l'équité en matière d'emploi de la Division du perfectionnement des ressources humaines.

Même si les membres des groupes désignés sont généralement bien représentés au sein du Bureau, nous devons poursuivre nos efforts et appuyer encore davantage les initiatives d'équité en matière d'emploi. Comme la situation de l'emploi s'est beaucoup stabilisée à Statistique Canada et que, par conséquent, les programmes de recrutement ont été considérablement comprimés, notre principal défi sera de conserver une main-d'œuvre représentative. Afin d'atteindre cet objectif, nous devons continuer de conjuguer nos efforts pour déterminer quels sont les obstacles au recrutement et les éliminer, maintenir le personnel en poste et promouvoir nos effectifs.

J'aimerais ouvrir une parenthèse pour souligner que tous les autres sous-ministres, ainsi que moi-même, avons été appelés à faire une présentation au greffier du Conseil privé et à un groupe d'autres sous-ministres bien informés sur nos politiques en ressources humaines. Je leur ai parlé de nos outils de planification (s'inspirant du modèle de simulation sur le personnel ou PERSIM), de notre programme de recrutement et de perfectionnement, de notre programme de formation, de l'Institut de formation, des réunions sautant un niveau hiérarchique, des concours génériques, du perfectionnement en gestion, de nos initiatives de mieux-être et de la conjugaison de l'ensemble de ces initiatives en une solide méthode de planification de la relève. Dire que la réaction a été positive serait un euphémisme. En fait, notre système de ressources humaines est considéré comme un exemple de bonne pratique unique en son genre.

## Prix

### Prix Canada pour l'excellence — Environnement de travail sain

L'Institut national de la qualité (INQ) a décerné à Statistique Canada son prestigieux Prix Canada pour l'excellence pour l'année 2003, dans la catégorie « Environnement de travail sain ».

L'INQ est une organisation hautement respectée qui se consacre à la promotion et à la reconnaissance de l'excellence, notamment le mieux-être au travail, et ce, partout au Canada. Le Prix Canada pour l'excellence — Environnement de travail sain attribué par l'INQ est bien établi dans le secteur privé, et Statistique Canada est le premier organisme du secteur public à recevoir cette reconnaissance spéciale. Parmi les lauréats des années

précédentes figurent des sociétés telles que Dofasco, American Express et MDS Nordion.

De plus, ce prix vise à souligner l'engagement soutenu dont fait preuve le récipiendaire pour ce qui est de la mise en place et du maintien d'un milieu de travail sain. L'INQ avait dépêché une équipe de cinq personnes qui, pendant trois jours, a organisé des groupes de consultation réunissant plus de 200 personnes. L'équipe a été particulièrement impressionnée par l'ampleur et la gamme des initiatives que Statistique Canada a lancées dans le domaine des stratégies touchant les ressources humaines et le perfectionnement de celles-ci, la santé et la sécurité au travail ainsi que le mieux-être au travail.

Notre succès dans ce domaine témoigne du travail acharné, des bonnes idées et du sens de l'initiative de nombreuses personnes à tous les niveaux de l'organisation. De toute évidence, nous pouvons accomplir encore beaucoup, et nous passerons à l'action pour faire de Statistique Canada un milieu où il est toujours plus agréable de travailler. Le fait que tant de gens se consacrent déjà à la réalisation de cet objectif est, en soi, le signe d'un milieu de travail fondamentalement sain.

### Prix prestigieux pour le Programme de soutien à l'éducation

Le Programme de soutien à l'éducation de Statistique Canada s'est mérité la Palme d'or, le premier prix attribué par l'Institut d'administration publique du Canada (IAPC). Le Programme de soutien à l'éducation a été retenu parmi la centaine de propositions provenant de tous les ordres de gouvernement. Ce programme a fait ses preuves et méritait véritablement le prix de l'IAPC pour la gestion innovatrice, tirant le maximum des modestes ressources acquises.

Depuis 1999, le Programme de soutien à l'éducation permet de participer activement à l'amélioration des capacités de lecture et d'écriture des élèves canadiens en leur fournissant un portail personnalisé donnant accès à l'information, aux outils d'apprentissage et de soutien en ligne gratuits et pertinents. Une équipe dévouée d'employés du Bureau et d'enseignants promoteurs offrant des conseils et de la formation aux enseignants partout au pays et tisse des partenariats innovateurs avec les organisations qui soutiennent le milieu de l'enseignement.

Nous ne pensions pas que le programme connaîtrait un tel succès. Les enseignants et les élèves consultent le module « Ressources éducatives » de notre site Web plus de 4 000 fois par jour. En outre, plus de 10 000 enseignants ont découvert des centaines de plans de leçon et d'autres produits pratiques faisant la promotion

de nos données utilisées à des fins d'apprentissage. Plus de 9 800 écoles sont inscrites et utilisent E-STAT, notre outil de recherche dynamique, et plus de 50 nouveaux manuels scolaires citent des données de Statistique Canada.

#### **Prix d'excellence de la fonction publique**

L'équipe du site Web sur la géographie du recensement a reçu le Prix d'excellence de la fonction publique pour *Un profil de la population canadienne : où vivons-nous?*, qui communiquait des chiffres sur la population et les logements, le 12 mars 2002. L'achalandage sans précédent du site Web et la couverture exhaustive de l'ensemble des médias publiant des données contenues dans ce rapport en ligne témoignent du succès remporté par cette équipe de travail.

#### **Médaille d'argent pour notre outil de collecte électronique de données**

Statistique Canada a reçu la médaille d'argent dans la catégorie « Amélioration des services à la population et aux entreprises — Prix fédéraux » à l'occasion de la récente cérémonie de remise des Prix de Distinction de la GTEC (technologie dans l'administration fédérale). Le prix lui a été décerné pour son projet innovateur qui consiste à fournir aux répondants des enquêtes-entreprises et agricoles un moyen convivial de répondre par voie protégée sur Internet.

#### **Prix pour notre gestion des dossiers électroniques**

Le Bureau a reçu un prix lors du Symposium du gouvernement du Canada « Atteindre l'excellence en gestion de l'information ». Il s'agit du prix « Prêcher par l'exemple », qui met en vedette une solution innovatrice de gestion de l'information : l'option de messagerie du Bureau, notre solution à la gestion des documents électroniques.

#### **Un portrait du Canada**

*Un portrait du Canada* poursuit sa longue tradition d'honneurs et de mérites pour le Bureau. L'édition 2002 a permis à l'équipe de remporter le prix d'excellence de l'APEX dans la catégorie des publications gouvernementales « uniques en leur genre », ainsi que le très convoité Prix Feuille d'argent 2003 de l'Association internationale des professionnels de la communication (AIPC) pour l'excellence de la rédaction. Il comptait également parmi les finalistes du très prestigieux concours international du prix Plume d'or de l'AIPC.

#### **Prix d'excellence : @StatCan**

Cette année, notre bulletin d'information @StatCan s'est également attiré l'éloge de l'AIPC, qui lui a décerné des prix d'excellence dans les catégories « bulletin d'information » et « rédaction d'articles de fond et d'éditoriaux » pour « Une rose sous un tout autre nom », un article portant sur les odeurs en milieu de travail.

#### **Prix d'excellence : Statistique Canada, c'est nous!**

L'AIPC a décerné un prix d'excellence dans la catégorie des présentations audiovisuelles pour la nouvelle vidéo en format Flash *Statistique Canada, c'est nous!*

#### **Meilleure communication libre**

Le printemps dernier, Greg McLean, du Centre de technologie SAS de la Division du développement de systèmes, a reçu un honneur spécial. Lors de la conférence internationale des groupes d'utilisateurs SAS, on lui a rendu hommage pour son texte « Watch your language—Using SCL Lists to Store Vocabulary » et récompensé pour la « meilleure communication libre » dans le volet du développement des applications. Compte tenu de l'importance et de l'ampleur de la conférence, il s'agit là d'une réalisation d'envergure qui témoigne de la haute qualité du travail accompli.



## Défis

### Notre situation financière et ses répercussions

Ces dernières années, nous avons connu une période de croissance très rapide, mais qui a cessé l'an passé.

La croissance répondait à des besoins en information très réels, que nos utilisateurs ont énumérés :

- Le développement remarquable de notre programme de statistiques économiques à la suite de la mise en œuvre du Projet d'amélioration des statistiques économiques provinciales (PASEP);
- l'essor considérable de programmes analytiques utiles connus sous le nom de l'initiative Lacunes statistiques II, laquelle a permis d'élargir nos données de sortie sur plusieurs sujets;
- l'élargissement important de notre programme de statistiques sur la santé grâce aux diverses initiatives fédérales-provinciales;
- l'enrichissement de nos produits statistiques en éducation, en sciences et en technologie;
- l'augmentation considérable de notre capacité analytique et le développement encore plus fondamental de notre capacité d'appuyer les recherches universitaires et l'analyse au moyen de notre réseau de centres de données de recherche;
- la hausse notable de notre travail à recouvrement des coûts financé par nos clients.

Nos réalisations ont été remarquables et nous pouvons en être fiers. Ce faisant, nous avons subi les conséquences d'une croissance rapide. En effet, nous avons été confrontés à une pénurie du personnel expérimenté, ce qui a entraîné des possibilités d'avancement très rapides pour plusieurs employés. Nous entrons maintenant dans une période de compressions budgétaires, et ce, pour un certain nombre de raisons :

- La croissance de l'économie canadienne a ralenti et, l'an passé, le gouvernement a imposé des réductions budgétaires générales dans les ministères et organismes. En ce qui nous concerne, notre part de cette restriction se situait à 4 millions de dollars.
- Nous avons signé de nouvelles conventions collectives avec les bureaux et les intervieweurs sur place dans les régions. De ce fait, nous devons donc absorber une part significative — soit plus de 4,5 millions de dollars — des coûts qui en résultent.

- On s'attend en général à ce que le nouveau gouvernement procède à l'examen des programmes, ce qui pourrait entraîner d'autres restrictions budgétaires. Que la situation se produise ou non, nous devons nous y préparer.
- Nos principaux clients pourraient subir des restrictions budgétaires directes même si ce n'est pas notre cas, ce qui pourrait amener une diminution de nos recettes de recouvrement des coûts.
- En effet, d'autres ministères et organismes, qui subissent aussi un repli, n'offrent pas à notre personnel les mêmes possibilités d'emploi qu'auparavant. En outre, le secteur de la technologie de l'information, qui est tellement important à Ottawa, ne s'est pas remis de sa récession majeure survenue au cours des dernières années et il n'est certainement pas en mesure d'embaucher du personnel. Par conséquent, le taux de roulement est moindre, en particulier pour les membres du personnel des systèmes.

Pour Statistique Canada, ces facteurs conjugués vont sans aucun doute entraîner une situation financière difficile l'an prochain. Toutefois, plusieurs raisons m'incitent vraiment à croire que ces difficultés financières seront d'une durée relativement courte. Je suis fermement persuadé que le gouvernement continuera de prendre des décisions fondées sur les résultats et que des preuves statistiques solides seront mises en évidence, en particulier pour formuler et évaluer de nouveaux programmes ou pour ajuster ceux qui existent déjà. En outre, puisque le Bureau a la réputation d'être bien géré, personne ne s'attend à ce que nous puissions épargner sans émettre des restrictions de programmes considérables.

Enfin, l'examen principal que le Conseil du Trésor a effectué auprès de Statistique Canada a révélé que les possibilités de réaffectation étaient minces pour ce qui est de nos programmes courants, car la plupart de nos produits sont étroitement liés aux dispositions législatives ou aux contrats. Par conséquent, toutes les réductions inévitables seront relativement modestes étant donné la grande importance de la qualité de l'information et la certitude que des demandes de nouvelles données émergeront d'ici deux ans. Voici notre stratégie pour surmonter les difficultés :

- Nous essayons de travailler plus intelligemment en exploitant au maximum toutes les occasions d'être efficaces. En fait, c'est l'essence même de l'Initiative de rationalisation stratégique sur laquelle je vais donner plus de précisions dans la prochaine section.

- Nous avons déjà décidé de réduire au minimum l'embauche de personnel de premier échelon.
- Nous avons commencé une évaluation des programmes statistiques qui pourraient être éliminés, au besoin. Toutefois, nous sommes conscients qu'il est impératif de ne pas diminuer notre potentiel intellectuel fondamental ou notre infrastructure de base pour la collecte et le traitement des données. Procéder autrement contribuerait à entraver notre capacité, dans l'avenir, de reprendre nos activités axées sur la croissance, en fonction des demandes nouvelles ou supplémentaires provenant de nos utilisateurs principaux. Ainsi, nous continuerons de maximiser notre efficacité dans ces domaines.
- Nous maintiendrons notre politique de non-licenciement. Je crois fermement aux avantages à long terme d'une telle politique pour Statistique Canada, pour nos employés et, à n'en pas douter, pour le pays. De plus, en raison de l'expérience acquise au début des années 1990, nous savons qu'avec la bonne volonté de tous, nous pouvons gérer efficacement la mutation nécessaire du personnel dont le travail devrait être éliminé progressivement.
- Cependant, la dernière période de restrictions budgétaires nous a permis de constater que la politique de non-licenciement peut être efficace seulement si nous faisons preuve de souplesse. En effet, les employés doivent être prêts à passer d'un secteur où il est nécessaire de couper dans les programmes à un autre secteur du Bureau où ces employés peuvent remplacer ceux qui prennent leur retraite ou qui décident de partir pour d'autres raisons.
- Je suis tout aussi engagé à maintenir notre politique visant à ne pas effectuer de paiement forfaitaire. Si nous n'avons pas de mises à pied, il n'est donc pas nécessaire d'allouer de paiement forfaitaire.
- Peu importe ce que nous devons faire, nous continuerons d'assurer un milieu de travail humain et stimulant pour nos employés, où l'apprentissage et le perfectionnement sont mis en évidence. De telles conditions de travail seront particulièrement déterminantes, car au fur et à mesure que les employés plus âgés prendront leur retraite, nous devons les remplacer par du personnel plus jeune ayant le plus de connaissances et d'expérience possible. L'avancement professionnel pourrait très bien ralentir à court terme, mais les pressions démographiques pour remplacer les employés retraités et la reprise de la croissance attendue garantissent pratiquement que les possibilités d'avancement augmenteront relativement tôt.

### Initiative de rationalisation stratégique

L'an dernier, nous avons lancé l'Initiative de rationalisation stratégique (IRS), dont le premier objectif consistait à remédier à la situation financière difficile éprouvée par plusieurs divisions. Les premiers objectifs ont été modifiés en raison des développements subséquents.

Plusieurs nouveaux projets de l'IRS ont été mis en œuvre durant la période de planification de l'an passé pour nous permettre d'examiner les flux de travail et les opérations dans différents domaines de l'organisation. Dans chaque cas, l'objectif consistait à déterminer s'il était possible de restructurer ou d'alléger la charge de travail afin d'améliorer l'efficacité sans compromettre la qualité. Des progrès ont déjà été accomplis dans plusieurs domaines, et ce, grâce au labeur et à la collaboration de chaque personne concernée.

Je considère que la mise en œuvre réussie des projets déjà en cours d'exécution, ainsi que de ceux qui sont en train d'être évalués, représente l'un des défis les plus importants pour l'année à venir. Sans des progrès majeurs dans les mesures prises pour atteindre un maximum d'efficacité, nous devons sans aucun doute réduire la diffusion de nos produits statistiques, et ce, au grand détriment de nos utilisateurs.

Voici des exemples de projets de l'IRS qui sont en cours de réalisation. Certains sont à un stade avancé de mise en œuvre et d'autres, à un stade précoce, c'est-à-dire l'étude de faisabilité et l'estimation des épargnes possibles.

#### *Examen des enquêtes-entreprises*

En l'occurrence, l'objectif consiste à déterminer quelles sont les possibilités de rationalisation des enquêtes-entreprises en général, et ce, en examinant les flux de travail et les processus de deux enquêtes précises — une enquête annuelle et une autre, infra-annuelle. En plus d'améliorer l'efficacité, ces initiatives permettront de réduire considérablement les exigences en matière de rapport.

Dans le cadre de l'Enquête annuelle des manufactures (EAM), nous avons mis en place des mesures visant à améliorer l'efficacité, et nous planifions d'en élaborer plusieurs autres dans un avenir prochain. Pour l'année de référence 2003, nous avons remplacé les questionnaires abrégés de l'EAM par des données fiscales pour environ le tiers des échantillons des entreprises simples, ce qui a permis de réduire considérablement le fardeau du répondant.

À compter de 2004, le questionnaire de l'EAM sera simplifié. Pour ce faire, le contenu financier sera



converti en un format connu sous le nom de « plan comptable » (PC). Le PC présente un ensemble de concepts que les entreprises utilisent dans la préparation de leurs livres comptables, y compris les concepts dont elles ont besoin pour faire la déclaration de leurs revenus. Le fait d'effectuer une mise en correspondance précise du contenu de notre questionnaire avec le PC nous permet d'utiliser les données fiscales des entreprises.

De plus, nous réduisons d'environ 9 000 à 1 500 le nombre de produits de base pour lesquels l'EAM recueille de l'information. Ces changements permettront aux répondants de répondre aux questions plus facilement, réduisant ainsi leur fardeau de réponse. Ils permettront aussi d'établir le travail de base pour la déclaration électronique des données à l'avenir. Les résultats des tests initiaux avec les répondants ont été très positifs en ce qui a trait à ces initiatives.

En outre, l'EAM continuera d'accroître son utilisation des données fiscales; simplifiera et éliminera le double emploi des divers processus d'enquêtes; diminuera la quantité de vérification du questionnaire et se préoccupera seulement des variables clés, ce qui aura un effet considérable sur les estimations; et se concentrera sur les plus grandes entreprises. Lorsqu'elles seront complètement mises en œuvre, en 2004, ces initiatives permettront d'épargner de l'ordre de 540 000 \$ par année.

Au cours des deux prochaines années, nous introduirons plusieurs changements dans le cadre de l'Enquête financière trimestrielle (EFT) en vue d'améliorer la qualité des estimations provisoires et de rationaliser les processus d'enquêtes.

À partir de l'année de référence 2004, nous mettrons en œuvre une nouvelle stratégie d'échantillonnage de l'EFT, qui entraînera une réduction de la taille de l'échantillon d'environ 550 entreprises. Nous introduirons aussi un nouvel ensemble simplifié d'agrégations des industries fondé sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) de 2002.

L'EFT a également offert à certains répondants la possibilité de déclarer leurs données par voie électronique. Une fois ce projet-pilote achevé, nous planifions offrir cette possibilité à la majorité des entreprises non financières faisant partie de l'échantillon, et ce, vers la fin de 2004-2005.

Un système simplifié et automatisé de vérification et de correction d'erreurs est actuellement en cours d'élaboration. Ce système permettra de réduire l'intervention manuelle et d'augmenter le nombre de dossiers épurés disponibles au moment de la production. Il sera instauré au cours des deux prochaines années.

En dernier lieu, nous procédons actuellement à l'examen de la structure des activités courantes de la Division de l'organisation et des finances de l'industrie, l'objectif étant de réduire et de simplifier le processus de celles-ci.

#### *Maximiser les données fiscales des entreprises*

Cette année, nous avons fait des progrès majeurs dans notre initiative visant à utiliser les données fiscales des entreprises à plus grande échelle afin de réduire les coûts et le fardeau de réponse. Ce projet transforme réellement la façon dont nous menons à bien le programme de statistiques industrielles à Statistique Canada. Il fournit l'infrastructure de données tirées des dossiers fiscaux permettant de coordonner une utilisation élargie des données fiscales, qui remplacerait la collecte de données au moyen de questionnaires d'enquêtes.

Les progrès réalisés dans le cadre des enquêtes annuelles sur les industries comprennent d'autres travaux, qui consistent à améliorer notre ensemble normalisé de questions financières et à les faire correspondre à la manière dont les entreprises tiennent leurs comptes aux fins de déclaration de taxe utilisant notre plan comptable. Nous avons aussi terminé l'examen et signé notre protocole d'entente avec l'Agence des douanes et du revenu du Canada, ce qui nous permettra de recevoir les données fiscales dans les délais prévus. De plus, nous avons effectué cette année notre premier cycle de mise en œuvre du projet de remplacement des questionnaires par des données fiscales. Au cours de cette première année, non seulement avons-nous remanié une bonne partie des processus, mais nous avons aussi remplacé par des données fiscales 40 % des petites unités simples de l'échantillon de l'Enquête unifiée auprès des entreprises. Nous comptons atteindre notre taux cible de remplacement de 50 % d'ici l'an prochain — c'est-à-dire un an à l'avance par rapport à notre calendrier d'exécution — et nous atteindrons sans doute un taux de 60 % ou plus au cours de l'année suivante.

Nous avons aussi réalisé des progrès considérables pour ce qui est des enquêtes mensuelles sur les industries. En effet, nous avons utilisé les données provenant de la taxe sur les produits et services (TPS) pour remplacer les données d'enquêtes. Nous avons terminé le travail sur l'infrastructure nécessaire pour fournir à tous les utilisateurs des données du Bureau, une base de données mensuelle de grande qualité pour la TPS. L'exploitation des données a commencé avec l'élaboration et l'examen d'un prototype d'enquête — l'Enquête mensuelle sur les restaurants, traiteurs et tavernes. Nous avons également réalisé d'excellents progrès sur l'étude de faisabilité qui consiste à exploiter les données provenant de la TPS pour l'Enquête mensuelle sur les industries manufacturières. La mise en œuvre complète est prévue pour le milieu de l'an prochain.

### *Examen des enquêtes-ménages assistées par ordinateur*

Plusieurs groupes de travail de l'IRS continuent d'évaluer la possibilité de rationaliser les activités et les stratégies de collecte de données des enquêtes-ménages en améliorant et en élargissant l'utilisation de l'interview téléphonique assistée par ordinateur (ITAO). Notre objectif consiste à évaluer comment nous pourrions exploiter davantage nos données opérationnelles afin d'améliorer l'utilisation future des technologies de l'ITAO et de l'interview sur place assistée par ordinateur (IPAO). Par exemple, une analyse plus approfondie de la quantité des suivis téléphoniques et de la chronologie de ceux-ci pourrait faciliter la planification et la mise en œuvre de la collecte de données, ce qui permettrait d'en améliorer l'efficacité.

Nous avons exploité trois volets de ce projet de l'IRS; il en est résulté plusieurs améliorations importantes sur le plan de l'efficacité. Le premier volet concerne l'Enquête sur la population active (EPA). Chaque mois, les responsables de cette enquête communiquent avec 53 000 ménages et recueillent de l'information sur le marché du travail auprès de tous les adultes vivant dans ces ménages qui font partie de l'échantillon pour six mois. À l'heure actuelle, la plupart des interviews du premier mois sont menées sur place par les intervieweurs, tandis que les interviews ultérieures sont effectuées par téléphone.

Nous voulons réduire le nombre de visites personnelles, les coûts étant plus élevés que les interviews téléphoniques en raison du temps de déplacement et des dépenses qui en découlent. Selon l'EPA, on a estimé que la moitié des échantillons de nouveaux cas pourraient faire l'objet d'une interview téléphonique, au lieu d'une visite sur place. Par conséquent, ces mesures permettraient au Bureau d'épargner en permanence environ 400 000 \$ par année. Toutefois, avant de concrétiser ce projet visant l'efficacité, il est nécessaire d'en étudier les répercussions sur la qualité de l'enquête, telles que les taux de réponses plus faibles.

À compter de 2004-2005, on économisera 100 000 \$ de plus par année en diminuant le nombre de ménages-échantillonnés dont les visites coûtent énormément cher. De ce nombre font partie les ménages que l'on ne peut joindre que par avion, ou les logements qui sont habituellement inoccupés tels les chalets saisonniers.

Le deuxième volet de ce projet de l'IRS est directement lié à l'amélioration de l'efficacité quand il s'agit d'élaborer de nouvelles enquêtes et de mettre à l'essai de nouveaux outils d'enquête en utilisant différentes méthodes.

- Afin d'améliorer les premières étapes du processus d'enquête à l'aide d'outils de collecte de données, nous introduirons un système de planification d'enquête fonctionnant au moyen de spécifications normalisées. Tous les membres des divisions concernées travailleront en collaboration pour uniformiser les questions et les blocs de questions qu'on utilise pour l'interview assistée par ordinateur (IAO).
- La Division des enquêtes spéciales (DES) améliorera encore son niveau d'efficacité en exploitant l'utilisation de systèmes généralisés.

À compter de 2004-2005, cette série d'initiatives contribuera à nous faire épargner 300 000 \$ par année, et ce, de façon permanente.

Le troisième aspect de cette enquête-ménage a été mis en œuvre par une équipe de la DES, de la Direction de la méthodologie et de la Direction des opérations régionales qui ont analysé l'efficacité des méthodes utilisées pour les enquêtes téléphoniques par composition aléatoire. Les changements recommandés sont les suivants :

- supprimer les numéros connus de téléphones d'entreprises des premiers échantillons;
- composer d'abord les numéros inconnus pour éradiquer les numéros non productifs des premiers échantillons;
- éliminer la recherche qui consomme inutilement du temps dans le cours des activités sur le terrain;
- établir un nombre maximum d'appels pour résoudre le problème des numéros de téléphone où les gens sont difficiles à joindre.

Le fait d'améliorer l'efficacité devrait permettre de réduire les coûts de ces enquêtes de 230 000 \$, et ce, dès 2004-2005.

Un des éléments clés des activités de l'IRS est de considérer les occasions de créer de nouveaux concepts et d'améliorer les opérations. Une nouvelle possibilité que nous examinerons de plus près est la création d'une base de sondage principale pour les enquêtes-ménages. Ce projet consiste à recueillir des données démographiques de base ainsi que d'autres données — dont les numéros de téléphone — pour un grand échantillon de ménages. Toutes les autres enquêtes-ménages utiliseront des sous-échantillons de cette grande enquête. Une étude de faisabilité est en cours d'élaboration. L'échantillon principal, parfois appelé le Système de relevé assisté par ordinateur (SRAO), a été



proposé comme méthode pour résoudre plusieurs difficultés :

- surutilisation de l'actuelle base de sondage de l'EPA;
- meilleure coordination des enquêtes croisées;
- meilleure méthode pour cibler les membres de sous-populations relativement petites tels les Autochtones et les personnes âgées;
- diffusion en temps opportun de données régionales provenant de l'échantillon principal.

Une équipe formée de membres des divisions spécialisées ainsi que des divisions des opérations d'enquêtes et de la méthodologie ont étudié attentivement la proposition. Les conséquences financières, y compris l'épargne et les nouveaux investissements requis, sont analysées en détail en fonction des hypothèses sur les coûts des différentes activités d'enquête.

#### *Examen financier de la Division des opérations des ressources humaines*

Dans le cadre d'un examen financier de la Division des opérations des ressources humaines, nous étudions les demandes de services, les facteurs coûts qui affectent les opérations des ressources humaines et les ressources allouées à la Division. L'objectif consiste à rechercher l'efficacité sans toutefois réduire de beaucoup les services.

#### *Restructuration des Opérations régionales*

Dans le cadre de l'IRS, la Direction des opérations régionales s'est engagée à fusionner les fonctions de gestion et d'administration dans les régions. En regroupant les cinq bureaux régionaux en trois, la Direction fait épargner 1,3 millions de dollars à Statistique Canada. Cette fusion nous permettra de réaliser des économies d'échelle et de réduire les frais généraux de gestion et d'administration. Nous réussirons à améliorer les activités de collecte de données en éliminant le double emploi, en facilitant l'intégration du travail, en élargissant la spécialisation des fonctions, en réduisant les coûts de formation associés aux enquêtes et en centralisant les activités logistiques de collecte de données.

En outre, le remaniement des bureaux régionaux permettra une meilleure gestion du personnel, et ce, tant dans les activités permanentes de collecte des données que dans les structures temporaires de la répétition générale du recensement (2004) et du Recensement de 2006.

La fusion des bureaux a commencé au printemps 2003. Dès l'été, une bonne partie du nouveau modèle était déjà en place. La transition s'est effectuée en douceur, et les membres du personnel fusionné ont travaillé en étroite collaboration afin de prévoir et de résoudre les problèmes susceptibles de se présenter. Le personnel a adopté le nouveau modèle régional, qui a été mis en œuvre sans influencer aucunement sur les opérations de collecte. Notre attention se porte maintenant sur l'interface entre la Division des opérations des enquêtes et les régions afin de mieux intégrer leurs fonctions.

#### *Examen des taux des postes de travail*

En ce qui a trait aux postes de travail, les membres du projet de l'IRS ont revu les taux actuels afin de trouver des moyens de les réduire ainsi que de proposer des changements à leur structure. On a demandé au groupe de veiller à ce que toute proposition puisse continuer d'assurer la simplicité, l'équité et la transparence des taux.

Un examen a confirmé la pertinence de l'approche globale qui est utilisée, c'est-à-dire d'imputer des frais de services liés à nos postes de travail dotés d'un micro-ordinateur. L'examen de la composante du système de gestion de logiciel du Bureau a révélé une possibilité de réduire les coûts si l'on diminuait la fréquence de la mise à jour du système d'exploitation des bureaux informatisés et de la suite bureautique. En adoptant un cycle de remplacement de quatre ans au lieu de trois ans, et en achetant la mise à niveau de la suite bureautique — plutôt que de nous inscrire au programme d'assurance de logiciel Microsoft — nous réduirions les coûts de 1,1 millions de dollars par année. Sur une période légèrement plus longue, on a signalé que l'établissement d'une stratégie de remplacement des logiciels pourrait aussi offrir des avantages pour ce qui est des coûts d'acquisition de matériel informatique. Ces dépenses ont déjà été appliquées à tous les utilisateurs au moyen de la réduction des coûts pour les écrans d'ordinateur.

En outre, nous avons examiné une méthode qui remplacerait le taux uniforme de poste de travail, c'est-à-dire de ventiler les éléments de coût pour vérifier s'il en résulterait une utilisation plus efficace des services et une plus grande transparence quant à la différence entre les coûts et les services utilisés. À la suite de cet examen, on a proposé d'éliminer le taux uniforme appliqué à tous les utilisateurs et d'offrir plutôt un nombre limité d'ensembles de services ainsi que d'effectuer d'autres services selon le principe de la rémunération. Les membres du Comité des politiques ont accepté cette approche, mais ils ont signalé que sa mise en œuvre nécessitera de bien comprendre les répercussions financières de ce changement sur les programmes de l'ensemble du Bureau, afin de déterminer s'il est

essentiel de procéder à une affectation unique des ressources. La Division des services de technologie informatique (DSTI) surveille l'évolution de ces répercussions financières pour le reste de l'exercice, tout en conservant l'objectif d'établir la nouvelle structure de taux pour 2004-2005.

#### *Milieu administratif*

Une évaluation du processus administratif général — comme les formulaires, la sécurité et les demandes en ressources humaines — est en cours de réalisation. En outre, nous procédons à un examen du Système automatisé d'information sur la gestion du matériel (SAIGM).

Un certain nombre de ces examens sont encore en cours d'exécution et, bien que les premiers résultats soient prometteurs, les projets en sont à différents stades d'achèvement. Ainsi, on ne peut obtenir une vue d'ensemble claire des possibilités d'épargne. Un des principaux objectifs est de compléter cet examen afin de réaliser des économies.

#### *D'autres projets de l'IRS*

Au cours de notre réunion de planification stratégique qui a eu lieu à l'automne, nous avons considérablement allongé la liste initiale des projets de l'IRS. En effet, il n'est pas exagéré de déclarer que nous essayons de réinventer la plupart de nos méthodes de travail afin d'en améliorer l'efficacité. Dans le texte qui suit, vous trouverez une liste partielle de ces initiatives supplémentaires.

- *Registre des entreprises* : La structure générale du Registre des entreprises et de son système informatique ont été développés et mis en œuvre au cours des années 1980. Au cours des deux dernières décennies, d'énormes changements sont survenus dans le monde entier. Il y en a eu au sein du Bureau et ailleurs dans la société. Par conséquent, nous effectuons un examen du Registre qui est axé sur l'avenir afin que celui-ci puisse continuer d'être la pierre angulaire de nos enquêtes économiques. L'examen s'inspirera du modèle australien, notamment, qui consiste à centraliser les bases de données liées aux enquêtes économiques.

- *Ressources du système d'information* : Statistique Canada dépense plus de 120 millions de dollars chaque année pour les ressources de technologie de l'information (employés, matériel informatique et logiciels). Bien sûr, nous devons reconnaître qu'une part importante de ce montant global de 120 millions de dollars alloués aux ressources informatiques a déjà été mis de côté dans le cadre des projets d'épargne de l'IRS. Toutefois, il existe certainement d'autres façons

d'améliorer l'efficacité. Le Comité de l'informatique procède à une étude des serveurs, des logiciels et des services de soutien des réseaux locaux pour avoir une meilleure idée des coûts. Pour nous permettre d'économiser davantage, le Comité étudie également les possibilités de normaliser, de consolider et d'encourager la réutilisation. Les membres du Comité recommanderont des stratégies à court et à long terme ainsi que des moyens pour épargner.

L'étude portera principalement sur l'infrastructure qui offre des services informatiques pour nos programmes et nos opérations internes, ce qui comprend en particulier l'acquisition, le soutien et l'opération des serveurs, dont l'ordinateur central, les services de soutien des réseaux locaux et les outils-logiciels courants. Nous évaluons aussi le développement et les ressources qui s'y rattachent pour obtenir une vue d'ensemble des activités qui, toutefois, sont hors de portée en ce qui a trait à cette étude de consolidation. On définit les serveurs comme tout dispositif de calcul utilisant un système d'exploitation à utilisateurs multiples — OS/390, UNIX ou Windows 2000. Nous sommes connectés à plus de 1 000 serveurs dans l'ensemble du Bureau. Ce matériel informatique a plusieurs utilités, entre autres les serveurs d'applications, le stockage, les serveurs d'impression, les serveurs Web, les serveurs de base de données et les ordinateurs universels (utilisateurs multiples).

Cette étude est bel et bien en cours de réalisation et, à l'aide d'une enquête interne, elle a permis de compiler un dossier exhaustif des activités courantes en matière de technologie de l'information. Nous analysons actuellement les résultats pour déterminer dans quels domaines la consolidation est possible, et ce, sans compromettre la qualité des services dont nos programmes internes et nos clients externes tirent avantage. Si nous passons à l'étape subséquente de cette étude et que nous appliquons les options de consolidation, nous tenons à rassurer les experts en technologie de l'information et le personnel de soutien qu'ils demeureront parmi nos ressources stratégiques et que leurs aspirations professionnelles ne seront pas affectées.

Dans le cadre du projet de l'IRS, nous examinerons aussi les ressources en technologie de l'information qui jouent un rôle dans l'élaboration des programmes du Bureau. Toutefois, nous devons faire une chose à la fois! La mise en œuvre des projets lancés à la suite de l'IRS nécessitera l'exploitation des ressources. Par conséquent, avant d'entreprendre des démarches plus complexes, nous devons avoir une vue d'ensemble des besoins.

- *L'avenir de l'ordinateur central* : Bien que nous procédions à l'examen de l'utilisation de l'ordinateur central en fonction de l'étude sur le serveur mentionnée



ci-dessus, nous devons également aborder la question essentielle qui consiste à déterminer à quel moment nous devrions éliminer graduellement l'ordinateur central actuel en effectuant la migration de nos archives de données permanentes et en transférant le reste de nos applications vers une plate-forme différente.

Il ne s'agit pas d'une décision de nature technologique. Nous sommes persuadés que nous pourrions maintenir nos services d'ordinateur central dans un proche avenir, mais qu'à long terme, cela ne permettrait pas de réaliser des économies. Par conséquent, nous examinons un plan de migration qui serait sans doute mis en œuvre au cours des cinq premières années et qui aboutirait au remaniement des applications relevant actuellement de l'ordinateur central. En outre, nous étudierons les possibilités de fournir une autre méthode d'archivage pour nos bases de données historiques et permanentes. Cette migration sera gérée en fonction de deux objectifs : faire en sorte que les taux de recouvrement des coûts soient abordables afin que les gestionnaires de programmes puissent gérer les risques financiers de cette transition; et établir un plan de remaniement qui faciliterait l'utilisation optimale de nos ressources d'exploitation et qui serait réalisable sur le plan des investissements financiers nécessaires.

Dans le climat financier actuel, ces objectifs constituent un défi.

- *Examen des programmes de formation financés par le Bureau* : Nous passons en revue nos programmes de formation vedettes financés par le Bureau, compte tenu de la situation par rapport à l'embauche — actuellement ralentie — d'employés aux postes de premier échelon. Toutefois, il est clair que nous ne ferons rien qui puisse écarter les possibilités de formation du personnel déjà en place.
- *Exploiter la recherche opérationnelle pour moderniser les activités de collecte* : Les possibilités de recherche sur les activités de la Division de la recherche et du développement des opérations (DRDO) seront exploitées à fond afin d'avoir un autre aperçu de moyens ingénieux de réaliser nos activités de collecte de données. Les résultats obtenus par la DRDO sur la fonction de recherche des activités ont contribué à la mise en œuvre d'un certain nombre de solutions efficaces pour mener à bien les enquêtes-entreprises au cours des deux dernières années. Ces mesures entraînent essentiellement un « travail plus intelligent », qui consiste à se préoccuper des activités de vérification et de suivi des questions, ou encore des répondants qui influent le plus sur la qualité d'une estimation des mesures visant à éliminer les activités les moins productives. Elles ont été rendues possibles grâce à l'analyse de l'information compilée dans la plate-forme de collecte de données BLAISE.

Maintenant que cette dernière est graduellement mise en application dans les enquêtes-ménages, le défi consiste à obtenir des résultats semblables pour ces enquêtes en exploitant la mine de renseignements contenus dans BLAISE et en incluant d'autres données opérationnelles. Il est possible que la nature des mesures devant être appliquées aux enquêtes-ménages soit différente de la nature des mesures utilisées pour les enquêtes-entreprises. Toutefois, le fait d'exploiter judicieusement les résultats de la recherche opérationnelle devrait néanmoins nous amener à travailler plus intelligemment à ces enquêtes. Parmi les aspects qui seront étudiés figurent la détermination du temps optimal pour téléphoner aux ménages, la planification des appels pour maximiser la possibilité de communiquer avec les répondants et le regroupement ou la spécialisation de certaines fonctions, par exemple le dépistage.

- *Déclaration électronique des données* : Au cours de la dernière année, Statistique Canada a réalisé des progrès considérables dans le domaine de la collecte électronique des données (CED). En effet, nous avons mis en place une infrastructure pour garantir la sécurité des renseignements recueillis en ligne. De plus, nous offrons maintenant une option électronique pour 20 enquêtes-entreprises infra-annuelles. Les taux de participation qui ont été relevés au début du processus sont encourageants — environ 30 % des entreprises ont reçu une offre de CED — et l'intégration des données déclarées par voie électronique à celles recueillies auprès d'autres sources s'est faite en douceur. Toutefois, jusqu'à présent, la CED n'est strictement qu'un moyen supplémentaire de collecte de données, c'est-à-dire un moyen parmi tant d'autres.

Nous sommes maintenant prêts à voir si nous pouvons faire des économies en rationalisant le processus de collecte des données d'enquêtes au moyen de la CED. Pour y arriver, nous ferons la promotion de la CED comme principale source de collecte de données pour une enquête-entreprise particulière. Dans ces applications-pilotes, contrairement à nos pratiques actuelles, les méthodes de collecte traditionnelles deviendront peut-être accessoires et ne seront utilisées qu'au besoin. Tout au long de cet essai, nous considérerons les divers procédés utilisés dans les activités d'enquêtes pour voir où et dans quelle mesure nous pouvons être plus efficaces.

- *Établir les profils et consolider le Programme des gestionnaires des répondants clés* : Depuis le début de sa mise en œuvre, le Programme des gestionnaires des répondants clés (GRC) a contribué de manière significative au programme de la statistique des entreprises et de l'économie. Le programme des GRC a permis d'obtenir des réponses auprès d'entreprises de premier plan, qui étaient réfractaires à participer à nos

enquêtes. Ce programme sera encore plus importante puisque nous avons éliminé le fardeau de réponse des petites entreprises, grâce à l'utilisation des données fiscales et que les grandes entreprises nous lancent le défi de trouver de meilleures solutions pour réduire le fardeau qui leur est imposé. L'établissement des profils — une autre activité visant surtout les grandes entreprises complexes — permet de déterminer quelle structure facilitera le plus leur déclaration de données et comment ces entreprises doivent être traitées séparément aux fins de cette déclaration.

Dans le cadre du projet d'établissement des profils et de consolidation du Programme des GRC, nous examinerons la possibilité de conjuguer nos efforts pour appliquer le traitement du Programme des GRC à un plus grand nombre d'entreprises et ceci, afin que nous puissions maintenir, voire améliorer, nos produits statistiques.

- *Données régionales* : Le programme de données régionales et administratives recouvre déjà une grande partie de ses coûts grâce à ses recettes. Nous avons mis sur ce programme pour redoubler les activités à recouvrement des coûts et ainsi, permettre de devenir encore plus autosuffisants.
- *Modèle de simulation de politique sociale* : Nous étudions la possibilité de former un groupement d'utilisateurs externes qui, collectivement, permettrait d'assumer les coûts liés à ce modèle.

### Répondre aux besoins du Recensement de 2006

Au cours de l'année à venir, les priorités seront l'achèvement du Test du recensement de 2004 en mai et les processus d'adaptation pour le Recensement de 2006. Pour réaliser ces activités, nous utiliserons et évaluerons nos nouveaux systèmes de géographie et de registre des adresses durant ce test et, par la suite, la Division de la géographie devra apporter des améliorations à ses systèmes et produits.

Les éléments de notre infrastructure informatique seront également évalués durant le Test du recensement de 2004. Bien que la préparation de la saisie de données, de la vérification et des systèmes de codage ait été confiée à une société de l'extérieur, le personnel de la Division des services de technologie informatique (DSTI) a joué un rôle important comme agent de liaison entre l'entrepreneur et le groupe de Voie de communication protégée à Travaux publics et Services gouvernementaux du Canada (TPSGC). En outre, la DSTI sera l'hôte des serveurs pour la transmission des réponses du recensement sur Internet, l'assistance téléphonique du recensement et les applications de suivi rejetées au contrôle. Ces serveurs seront installés sur un réseau isolé

dans le Centre principal des ordinateurs et devront être disponibles 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 dans le cadre du Test du recensement. De plus, la DSTI s'assurera de satisfaire aux exigences en matière de sécurité de la technologie de l'information de Statistique Canada dans tous les volets de la mise en œuvre du test.

Parmi les autres activités clés liées au recensement que nous devons mener l'année prochaine figurent l'obtention d'un financement garanti pour la période allant au-delà du Test du recensement ainsi que la préparation finale du contenu, avec la contribution de nos principaux partenaires, de nos intervenants et, éventuellement, des membres du Cabinet.

### Remaniement de l'Enquête sur la population active

L'Enquête sur la population active (EPA) joue un rôle fondamental dans le système statistique national, et ce, de plusieurs façons. Premièrement, elle fournit des estimations mensuelles sur l'emploi et le chômage, lesquelles comptent parmi les mesures les plus actuelles et importantes pour ce qui est de la performance globale de l'économie canadienne. Deuxièmement, la *Loi sur l'assurance-emploi* a désigné l'EPA comme la source d'information sur les taux de chômage mensuels dans les 58 régions qui s'occupent de la gestion du Régime d'assurance-emploi. Troisièmement, l'infrastructure de l'EPA — c'est-à-dire l'échantillon, les intervieweurs et les systèmes de traitement — appuie un nombre élevé et sans cesse croissant d'autres enquêtes-ménages qui sont menées à moindre coût et d'une manière plus actuelle qu'il n'en serait autrement.

Afin de s'assurer que le maintien de la qualité et la pertinence de l'EPA continuent de satisfaire les besoins de ses nombreux utilisateurs, nous avons entrepris de remanier régulièrement l'échantillon pour chaque recensement décennal. La répartition actuelle de l'échantillon de l'EPA est fondée sur des données tirées du Recensement de 1991, et elle reflète la taille et la répartition de la population et des limites géographiques telles qu'elles étaient en 1991. L'année 2004-2005 sera cruciale pour ce qui est de la mise à jour de notre échantillon et des améliorations à apporter aux méthodologies. Nous nous attendons à ce que le remaniement de l'échantillon soit achevé en mars 2005.

Pourquoi une amélioration courante de l'efficacité constitue-t-elle un défi pour ce remaniement? Bref, l'argent alloué au remaniement de l'échantillon de l'EPA a, par le passé, été fourni à Statistique Canada en tant que nouveau financement pour lui permettre de terminer les travaux nécessaires. Toutefois, comme le mot d'ordre actuellement employé dans les organismes centraux est « réallocation », nous financerons le remaniement en 2004-2005 grâce à l'investissement provenant de la



réserve centrale, que nous rembourserons en réduisant la taille de l'échantillon sur une période de trois ans. Le fait de mener le travail à terme avec des budgets restreints et des délais serrés constituera un grand défi pour le personnel affecté à cette initiative clé.

### **Programme de la statistique sur les Autochtones**

Les diverses activités de l'administration fédérale ont récemment fait ressortir la nécessité de produire des données actuelles, comparables, uniformes et permanentes sur la population autochtone. Le gouvernement fédéral a demandé à Statistique Canada de concevoir un plan pour élaborer un programme statistique exhaustif sur les Autochtones, qui répondrait aux besoins en information de groupes autochtones, des administrations publiques et des autres intervenants. La mise en œuvre de tels projets de données sur les Autochtones permettra de produire, d'une manière efficace et utile, des données similaires à celles qui existent sur la population non autochtone. Dans le cadre de ces projets, nous offrirons également aux Premières nations, aux Inuits et aux Métis de la formation et du perfectionnement professionnel dans le domaine de la statistique.

L'Initiative des données relatives aux Autochtones permettra d'évaluer s'il est possible de fournir des statistiques sociales et économiques intégrées et des mesures de résultats dans des domaines comme l'éducation, le travail et le revenu, la santé, la participation et le soutien communautaire, ainsi que le logement. Nous utiliserons les résultats pour préparer des options qui serviront à la mise en œuvre et au financement d'un programme exhaustif de statistiques sur les Autochtones, que nous soumettrons au Comité du Cabinet au printemps 2005. Le financement total, qui s'élève à 10 millions de dollars pour les années financières 2003-2004 et 2004-2005, a été octroyé pour l'exécution des travaux.

Au cours des 12 prochains mois, de nombreux défis nous attendent dans le déroulement de ce projet. Tout d'abord, nous devons faire appel à la collaboration des peuples autochtones pour concevoir ce programme. Ensuite, nous devons déployer des efforts considérables pour mettre au point des outils, des méthodes et des activités appropriés qui tiendront compte de questions comme le fardeau de réponse, l'accès aux réserves indiennes et les coûts.

### **Indicateurs de l'Accord sur la santé**

Les premiers ministres ont conclu un deuxième accord sur la santé en février 2003, dont les composantes clés comprennent l'engagement de la part des administrations fédérale, provinciales et territoriales de publier une série

d'indicateurs à l'intention de leurs publics respectifs. Un certain nombre d'ajouts ont été apportés à la gamme d'indicateurs compris dans le premier accord (et publiés en septembre 2002). Les nouveaux indicateurs touchent les domaines qui sont au centre du deuxième accord : l'accès aux soins de santé primaires, la qualité de ces soins, ainsi que l'accessibilité à une assurance pour couvrir les coûts exorbitants des médicaments.

Encore une fois, Statistique Canada participe activement à l'élaboration de ces indicateurs en fournissant des données pour environ la moitié du nouvel ensemble d'indicateurs. Il s'agit à la fois d'un défi et d'une occasion fantastique, puisque nous contribuons à l'établissement des indicateurs statistiques qui joueront probablement un rôle important dans la surveillance continue. En effet, grâce à la vaste gamme de données sur la santé, nous offrons aux Canadiens les moyens de juger du rendement du système de santé au Canada. Le deuxième cycle d'indicateurs devrait paraître en novembre 2004.

### **Nouvelle enquête sur la nutrition**

L'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes (ESCC) vise à fournir des indicateurs, aux deux ans, pour chacune des 125 régions sociosanitaires, à partir d'un échantillon très large. Durant les années qui se sont écoulées à la suite de cette enquête, l'ESCC a mis l'accent sur certains domaines choisis. Le Cycle 1.2, qui était le premier, a permis de mieux comprendre la santé mentale et le bien-être, et les données en découlant ont été diffusées plus tôt en 2003.

Durant le cycle de collecte des données de 2004, l'accent sera mis sur la nutrition. Nous donnerons aux répondants un questionnaire de rappel sur la diète de 24 heures. Il s'agit du segment le plus important de cette nouvelle enquête. Comme les aliments que nous consommons varient souvent d'une journée à l'autre, nous communiquerons à nouveau une semaine plus tard avec environ le quart de ces répondants afin qu'ils remplissent un deuxième questionnaire sur la diète de 24 heures.

En outre, étant donné l'intérêt général en ce qui a trait à la prévalence de plus en plus grande de l'obésité, nos intervieweurs apporteront avec eux des balances et des rubans à mesurer afin d'obtenir des mesures directes de la taille et du poids des répondants. Cela nous permettra de procéder à une vérification valable des données sur l'obésité que les répondants déclarent eux-mêmes dans le cadre d'autres enquêtes.

L'un des défis de cette enquête a trait à la complexité que présente l'obtention des détails suffisants sur les aliments que consomment les Canadiens en vue d'évaluer les composantes comme l'apport alimentaire

## Employée de l'année : Sherry Wallace

par Pascale Therriault

Il aura fallu attendre les 85 ans de Statistique Canada pour que l'organisme coiffe une employée d'une région du titre d'employée de l'année, la plus haute reconnaissance qu'accorde le Bureau. **Sherry Wallace**, de la région de l'Ouest et des Territoires du Nord, devrait être fière non seulement de la qualité de son travail unique et créatif mais aussi d'avoir écrit une première dans l'histoire de SC.

Au bureau d'Edmonton, dans la nouvelle région de l'Ouest et des Territoires du Nord, Sherry Wallace occupe le poste de gestionnaire des Communications, du groupe des communications avec les Autochtones et des relations avec les répondants de la région de l'Ouest. Elle est également la conceptrice du Cours de formation et perfectionnement des PM. C'est d'ailleurs en grande partie pour le travail qu'elle accomplit dans ce domaine que Sherry se mérite le titre d'employée de l'année.

### Répondre à un besoin

Élaborer un cours qui répond aux besoins des superviseurs de projets de collecte d'enquêtes et qui donne, tant à ceux qui sont expérimentés qu'à ceux qui le sont moins, les meilleurs outils disponibles pour les aider à accomplir leurs tâches, voilà le défi auquel Sherry Wallace devait s'attaquer.

Ainsi, pendant environ six mois, Sherry Wallace a consacré d'innombrables heures à la préparation de ce cours à effectuer la recherche; mener des tests; apporter des changements; réécrire des modules et orchestrer la revue par les pairs à différentes étapes critiques de la réalisation du projet. Puis, une fois que le contenu du Cours de formation et perfectionnement des PM et les méthodes de formation pour le donner furent approuvés, Sherry est devenue formatrice et a présenté le cours de deux semaines dans les différents bureaux régionaux du pays, tout en remplissant ses tâches habituelles de gestionnaire des Communications. Et, comme chacun le sait, 2003 a été une année où 13 diffusions des données du recensement ont eu lieu. Ce n'est pas peu dire!

Lors de la cérémonie de remise des prix, en décembre dernier, **M. Fellegi** a tenu à souligner qu'« il s'agit du premier programme de formation complet destiné aux superviseurs de projets dans l'histoire de la Direction des opérations régionales. »

Pour sa part, **Jerry Page**, directeur de la région de l'Ouest et des Territoires du Nord, n'est pas peu fier de Sherry : « Pensez-y... Il ne s'agit pas d'un cours d'une demi journée; on parle d'un apprentissage interactif d'une durée de 10 jours! Imaginez-vous tout le travail que cela représente pour une personne, fait-il remarquer. Il vous faut trouver une façon de capter l'attention et de faire participer activement de 12 à 15 personnes sur une période de temps plutôt longue. »

### Un cours innovateur

Le Cours de formation et de perfectionnement des PM comporte deux éléments principaux. Le premier est ce que l'on pourrait appeler un débat « virtuel » d'experts entre des participants au cours et des clients experts en la matière. Ainsi, par l'entremise d'une conférence téléphonique d'une durée de deux heures, les participants ont l'occasion de poser

des questions précises aux directeurs des bureaux centraux au sujet de leurs enquêtes. Ce dialogue permet aux deux parties concernées de tirer profit de l'expérience. Le second élément est le partage des « meilleures pratiques » entre toutes les régions. En fait, une des exigences du cours consiste à ce que chacune des régions du pays soit représentée à chaque fois que la formation a lieu.

### De très bons commentaires

Depuis qu'il existe, le Cours de formation et perfectionnement des PM a reçu de très bons commentaires de la part des participants, qu'on peut

résumer en ces termes : « Le contenu du cours est excellent. Tout a été très bien mis ensemble. La façon dont le cours est donné est exceptionnelle car ce qui le rend si intéressant et complet est la façon dont Sherry Wallace le présente. Elle apporte aux participants son expérience et sait leur transmettre les connaissances qu'elle a acquises au fil des années alors qu'elle travaillait, sur le terrain, à la collecte des données d'enquêtes. »

De plus, aux dires des personnes qui entourent Sherry au travail, il s'agit d'une employée qui s'entend bien avec tout le monde et qui a une belle personnalité. « Elle est un gestionnaire solide, fiable, qui respecte les échéances et les budgets prévus, confie M. Page. De toute évidence, c'est une grande communicatrice tant à l'écrit qu'à l'oral. Sherry est intelligente, peut non seulement gérer mais former et participer au perfectionnement du personnel. En outre, elle est toujours prête à faire un effort de plus pour offrir

un travail de qualité. »

Bref, M. Fellegi n'avait pas peur d'affirmer qu'« il est évident que son travail ardu a déjà entraîné des résultats fructueux et que cette formation sera surtout formidablement bénéfique pour nos clients, nos utilisateurs de données et, finalement, pour Statistique Canada. Une contribution de cette nature et de ce niveau, a poursuivit M. Fellegi, mérite une haute reconnaissance. Sherry, votre contribution à l'organisme est extraordinaire. »

Mille fois bravo!



Sherry Wallace, Employée de l'année.



en gras et en vitamines. Parmi les autres défis figurent la logistique liée à la gestion de l'enquête ainsi que l'ajout de mesures directes du poids et de la taille aux tâches habituelles de nos intervieweurs. Parallèlement, tout semble démontrer qu'il s'agit là de l'une de nos enquêtes les plus attendues.

### **Nouvelle enquête-examen de santé de la population canadienne**

Outre la nouvelle enquête-examen de santé de la population canadienne, qui faisait partie du budget de base de Statistique Canada pour la dernière année, nous avons reçu de nouveaux crédits pour mener une enquête d'envergure sur la santé. Cette enquête sera non seulement constituée de questions, mais elle servira aussi à recueillir une gamme variée de mesures physiques. Il s'agit notamment de la taille et du poids, comme dans l'enquête sur la nutrition, mais aussi de données sur la tension artérielle, l'activité physique (grâce peut-être à un accéléromètre porté pendant plusieurs jours par le répondant), ainsi que la forme physique, qui pourrait être mesurée grâce à un « test de la montée des marches » (combien de fois une personne peut-elle monter une marche et en descendre dans un intervalle donné). On prévoit également mesurer le cholestérol et des marqueurs du diabète en prélevant un échantillon de sang.

La dernière liste de mesures n'a pas encore été déterminée. Afin d'arrêter ses choix, Statistique Canada reçoit l'aide d'un comité consultatif d'experts de premier ordre et collabore très étroitement avec Santé Canada. Nous avons par ailleurs profité énormément des expériences de nos collègues du U.S. National Centre for Health Statistics, qui effectuent ce genre d'enquête depuis plusieurs décennies. La logistique d'un tel échantillonnage physique pose des défis majeurs, tout comme les questions d'éthique et les problèmes liés à la collaboration des répondants.

En 2004, nous irons encore plus loin pour ce qui est de la planification, de l'établissement des coûts et de la précision de la logistique. Une enquête pilote est prévue pour 2005, et l'enquête complète sera menée en 2006.

### **Statistique juridique**

Le Centre canadien de la statistique juridique a une priorité clé : travailler en collaboration avec les provinces et autres partenaires en vue de mettre au point des bases de données qui faciliteront le suivi des personnes dans le système de justice. Le but que nous poursuivons en ce sens, comme c'est le cas dans la plupart des programmes statistiques du domaine social, est de découvrir quelles interventions en matière de politique fonctionnent comme prévu et celles qui ne

fonctionnent pas. Bien que nous ayons fait des progrès considérables en fournissant des données qui permettent de surveiller le fonctionnement du système de justice, l'objectif ultime est de jeter un jour nouveau sur les répercussions du système sur la population.

### **Exploiter l'utilisation des dossiers médicaux des provinces**

J'ai longtemps pensé que le couplage des données d'enquêtes sur la santé et l'information contenue dans les dossiers médicaux des provinces en vue de les utiliser constituait à la fois une opportunité et un défi de taille. Les données d'enquêtes comprennent des renseignements sur les déterminants clés de la santé, par exemple le mode de vie, alors que les dossiers médicaux des provinces constituent la source d'information la plus riche sur les résultats obtenus à la suite d'un diagnostic établi par les médecins. Les dossiers médicaux contiennent également de l'information sur les principales interventions ayant rapport à la santé, comme les chirurgies et autres traitements majeurs. En couplant ces deux types de données, nous pourrions avoir un aperçu de l'incidence des différents modes de vie sur la nécessité de recevoir des traitements médicaux essentiels. Un tel couplage permettra aussi l'efficacité de tels traitements pour les personnes qui risquent d'éprouver des problèmes de santé divers. En effet, nous pourrions découvrir, à partir des données d'enquêtes, de quelle façon les patients ayant reçu différents types d'interventions évaluent leur état de santé au cours des périodes ultérieures. Bien que nous ayons amorcé l'exploitation de ces couplages de données, nous n'avons pas encore commencé à examiner les possibilités qu'offre cette approche. Je m'attends à de grandes percées en 2004.

### **Lacunes dans les données des entreprises et du commerce**

Les nouveaux besoins en données sont en fonction des développements de l'économie et des priorités en matière de politiques. À Statistique Canada, nous faisons face à ces deux situations. Plus particulièrement, les principaux utilisateurs de données nous encouragent vivement à :

- élargir et améliorer notre mesure des prix des industries de services, du commerce des services et des ventes de services infra-annuelles;
- mettre plus souvent à jour l'Indice des prix à la consommation (IPC);
- améliorer nos statistiques financières des entreprises pour permettre de formuler la politique monétaire — un domaine dans lequel nous avons déjà fait beaucoup de travaux préliminaires et qui attend maintenant du

financement de la Banque du Canada;

- travailler en collaboration avec Ressources naturelles Canada (RNCan) pour élaborer un moyen permettant de mesurer les flux de pollution causés par ce qu'on appelle les gros émetteurs industriels.

Il est évident que notre situation financière actuelle ne nous permet pas d'aborder ces questions sans l'aide de certaines ressources supplémentaires. Nous travaillons en collaboration avec les ministères et organismes intéressés pour voir si l'on peut garantir un financement additionnel. Les principaux domaines dont il sera question ci-dessous nécessitent une plus grande couverture statistique.

### **Croissance de l'économie de services**

Il s'agit de la plus importante lacune statistique avec laquelle nous sommes aux prises. Comparativement aux biens, les services sont de plus en plus essentiels à l'économie canadienne. En 2001, les services représentaient 74 % de l'emploi et 69 % du produit intérieur brut (PIB), soit une hausse par rapport à 70 % et 64 % en 1986, et à 54 % et 55 % en 1961, respectivement. Toutefois, malgré l'importance commerciale relative des services au Canada, les statistiques sur les services sont un peu plus faibles et moins uniformes dans toutes les industries que les statistiques sur les biens. Cette situation découle en partie d'un manque de ressources, mais surtout des difficultés conceptuelles intrinsèques en jeu dans l'obtention de ces données.

Par exemple, il existe des lacunes importantes dans les données disponibles sur les prix des services. Ce manque d'information nuit considérablement à notre compréhension de la dynamique de l'économie. En effet, nous pouvons mesurer les prestations de services aux prix courants (du marché), mais le manque de données sur les prix nous empêche de mesurer ces transactions en dollars constants, limitant ainsi la fiabilité de nos mesures corrigées de l'inflation du PIB. Le fait qu'il existe des lacunes statistiques sur les prix (et l'activité en dollars constants) signifie également que les études canadiennes sur la productivité, l'innovation et la compétitivité doivent être utilisées avec prudence. Bon nombre d'analystes se doutent bien que certaines industries de services dans le secteur de la productivité enregistrent des gains importants depuis la percée des nouvelles technologies, la mise au point de méthodes de gestion plus adéquates ainsi que d'autres facteurs. Toutefois, il nous est impossible à l'heure actuelle de mesurer ces gains de façon appropriée.

La principale difficulté à laquelle nous faisons face dans nos données de service est la compréhension des con-

cepts. Par exemple, lorsque le prix d'un bien change, le prix d'une chemise par exemple, il est relativement facile de déterminer dans quelle mesure ce changement est attribuable à l'inflation et dans quelle mesure il est attribuable à la qualité de la chemise en question. Toutefois, quand un architecte charge un prix plus élevé pour ses services, il est extrêmement difficile d'isoler la partie de cette augmentation qui est imputable à l'inflation et celle qui est liée à un service de meilleure qualité.

### **Commerce des services**

Nous avons décelé une deuxième lacune statistique majeure dans le domaine du commerce des services. Depuis 1993, le résultat des exportations du Canada est très remarquable. En fait, la valeur totale des exportations de marchandises a plus que doublé au cours de cette période et, depuis ce temps, elle représente chaque année une part de plus en plus importante du PIB au Canada. Notre programme statistique, pour ce qui est du commerce des services, n'est cependant pas aussi développé qu'il devrait l'être.

La nature des produits de service et les progrès rapides dans le domaine de la technologie des communications font qu'il est souvent difficile de relever et de mesurer les transactions internationales dans les services. En outre, contrairement aux biens, aucun service de douanes n'implique le commerce des services. Il peut donc s'avérer nécessaire de faire appel à une stratégie plus indirecte pour mesurer le commerce de toute la gamme des services. Enfin, différents types d'industries peuvent exporter et importer les services; il est donc important de savoir quelle industrie fait le commerce de quelles marchandises afin de formuler des politiques et de les mettre en application.

Les données sur les transactions internationales des services commerciaux sont surtout tirées des enquêtes annuelles sur la balance des paiements, lesquelles sont menées à l'aide de questionnaires destinés aux entreprises dont on sait qu'elles participent au type de commerce à l'étude. Toutefois, à la base, le plan d'enquête n'a pas changé depuis le début des années 1980. Afin d'obtenir une couverture plus complète, d'améliorer la qualité et de fournir plus de détails — tel qu'il a été demandé par le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI), Industrie Canada et RNCan —, nous devons procéder à une restructuration majeure de nos moyens et stratégie de collecte de base.

### **Information infra-annuelle sur les industries de services**

Bien que les sources de données des enquêtes-entreprises et les données fiscales permettent de fournir des



statistiques annuelles exhaustives sur la production de l'industrie des services, on observe des lacunes importantes pour ce qui est de la disponibilité des données infra-annuelles sur les industries de services. Sans aucun doute, il est très important de disposer de données infra-annuelles qui permettraient de déterminer les changements de sens du cycle économique et de mesurer les tendances économiques. De plus, l'un des attributs des enquêtes infra-annuelles est la rapidité d'exécution, qui est essentielle pour prendre des décisions stratégiques en matière d'économie. Par exemple, le ralentissement dans le secteur des technologies de l'information n'a été rapidement dépisté que du côté des biens. En effet, l'emploi dans ce domaine, bien qu'il représente une part importante du ralentissement, a été touché dans le secteur des services, pour lequel on ne dispose d'aucune donnée infra-annuelle. De même, on a pu observer les répercussions du 11 septembre, du syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS) et de l'encéphalopathie bovine spongiforme (EBS) sur de nombreuses industries de services (y compris les services de transport, l'hébergement et les services de restauration) bien après que les événements en question ont eu lieu.

Des discussions se poursuivent, particulièrement avec Industrie Canada et MAECI, afin d'obtenir du financement à long terme pour combler ces lacunes.

#### **Traiter les questions sur la mesure conceptuelle et la mesure des données**

Depuis 1974, le panier de consommation, dans le cadre de l'IPC, a été révisé à la hausse plus ou moins aux quatre ans. Cette révision à la hausse permet de mesurer le panier de biens que les Canadiens achètent réellement. L'information nécessaire provient de l'Enquête sur les dépenses des ménages (EDM). Bien que l'EDM soit maintenant menée chaque année, le niveau de détails de cette enquête n'est pas approprié pour établir les facteurs de pondération de l'IPC. Ainsi, nous élargissons le contenu de l'EDM tous les cinq ans pour l'année qu'il est utilisé par l'IPC pour les facteurs de pondération du panier. Il y a toutefois des préoccupations en ce qui concerne la fréquence de cette révision qui est peut-être insuffisante pour éviter les erreurs.

D'autres questions sur la mesure conceptuelle et la mesure des données constituent un défi pour les analystes de l'IPC. Afin d'illustrer cette situation, les limites législatives sur les hausses des paiements d'assurance sont maintenant appliquées dans plusieurs provinces. Ces limites s'accompagnent souvent de restrictions sur le niveau de couverture fourni. Sur le plan conceptuel, est-ce que ces restrictions représentent une forme de changement de la qualité qui devra se refléter dans le prix? Les tarifs des télécommunications et les prix des

billets d'avion constituent d'autres exemples de difficultés croissantes auxquelles nous faisons face dans la mesure des données. La Division des prix continuera de travailler en étroite collaboration avec le Bureau d'assurance du Canada (BAC) afin de mieux comprendre les changements qui surviennent dans ce secteur et d'évaluer la possibilité d'utiliser les données administratives du BAC. Ces données, qui ont été tirées d'une enquête qui est pratiquement un recensement, sont utilisées au lieu des prix relevés auprès d'un échantillon d'entreprises.

En ce qui concerne les télécommunications, la Division des prix devra faire des recherches et mettre au point des méthodes et des sources améliorées en vue de mesurer la variation pure des prix des services téléphoniques locaux par câble, des services interurbains par câble et des services de téléphone cellulaire. L'évolution constante dans ces domaines en fait un défi important.

Pour ce qui est des prix des billets d'avion, la Division des prix devra évaluer et mettre en application les prix publiés sur Internet afin de remplacer entièrement ou partiellement les sources des prix existantes. Ces dernières années, les changements qui sont survenus dans le secteur du transport aérien, comme les tarifs réduits offerts sur Internet par les agences de voyage et la croissance rapide des plus petits transporteurs, signifient qu'il n'est plus approprié d'obtenir des renseignements sur les prix seulement auprès des principales compagnies aériennes.

#### **Multiplier l'utilisation des dossiers fiscaux**

Nous avons réalisé de grands progrès en ce qui concerne l'utilisation des dossiers fiscaux dans nos enquêtes-entreprises annuelles. Toutefois, il est de plus en plus difficile et coûteux de recueillir des données auprès des petites entreprises. Nous devrions continuer de promouvoir le plus possible l'utilisation des dossiers fiscaux T1 et T2 pour nos enquêtes infra-annuelles. De plus, nous ne faisons que commencer à utiliser les dossiers fiscaux dans nos enquêtes-entreprises annuelles, et mon plus grand souhait est que nous poursuivions dans notre lancée.

#### **Élargir la diffusion des produits des comptes nationaux**

Nous devons revoir la façon dont nous communiquons et diffusons les produits de notre Système de comptabilité nationale (SCN). Dans une grande mesure, Internet a remplacé les publications imprimées, mais nous devons en faire davantage pour tirer pleinement parti de ce support. Les utilisateurs de nos données se plaignent du fait qu'il est trop difficile d'accéder aux produits du SCN à partir du site Web de Statistique Canada. Ils se dirigent

alors vers d'autres sites mieux construits, plus particulièrement celui de nos collègues américains du Bureau of Economic Analysis. Nos documents doivent aussi être mis à jour. Toutefois, ce qui compte le plus, c'est de présenter nos statistiques d'une façon plus conviviale. Comme l'a suggéré le Conseil national de la statistique, nous devons collaborer davantage avec les groupes d'utilisateurs du SCN par le truchement d'ateliers et de séminaires partout au pays.

#### **Plus d'information sur notre environnement**

On a largement reconnu la nécessité de mettre au point un ensemble d'indicateurs du développement économique durable, fondé sur un système élargi de comptes satellites de l'environnement. La Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie, d'abord établie par le premier ministre Paul Martin alors qu'il occupait le poste de ministre des Finances, a fortement recommandé la création de cet ensemble d'indicateurs. Nous espérons que le gouvernement se penchera sur ces recommandations au cours de la prochaine année, étant donné les répercussions majeures que ces indicateurs pourraient avoir sur notre Programme de la statistique de l'environnement. Toutefois, le fait de tenir les recommandations du groupe de travail constitue un défi majeur pour Statistique Canada.

#### **Une meilleure information sur l'infrastructure municipale**

Infrastructure Canada, un ministère créé en 2002, a sollicité notre collaboration pour l'aider à élaborer un cadre statistique et de nouveaux moyens d'enquêtes en vue de mesurer et d'analyser l'infrastructure gouvernementale municipale et de mieux cibler les grosses dépenses du gouvernement fédéral dans ce domaine. Nous négocions actuellement un protocole d'entente en espérant que cette collaboration entraînera de nouveaux projets — soit une enquête d'envergure et du travail analytique à recouvrement des coûts — pour la Division des institutions publiques et la Division de l'analyse microéconomique.

#### **Une meilleure information sur les parcs de logements**

Finance Canada a formulé la proposition de tenir une nouvelle enquête afin de mesurer la valeur des stocks ménagers résidentiels au Canada par province, et ce, aux fins d'utilisation relativement au mode de financement pour le programme de péréquation provincial. La proposition repose sur l'établissement d'un échantillonnage aléatoire stratifié des logements (y compris les appartements et les maisons individuelles, jumelées et en rangée); la collecte de renseignements de base sur chaque logement au moyen d'un questionnaire

d'enquête; l'exécution de travaux effectués par des experts professionnels en immobilier afin qu'ils évaluent la valeur marchande de chaque unité d'habitation faisant partie de l'échantillon; l'évaluation appropriée des résultats; la préparation des estimations sur la valeur totale des stocks ménagers dans chaque province. La proposition est actuellement en cours d'élaboration, et son approbation pourrait mener à la mise en œuvre d'un nouveau programme statistique permanent d'envergure à Statistique Canada.

#### **Données sur les revenus et les dépenses des Premières nations**

Nous travaillons actuellement sur un projet-pilote de petite échelle afin d'examiner les moyens de recueillir des données sur les revenus et les dépenses auprès des gouvernements des Premières nations. Le but ultime de cette initiative est de faire en sorte que les comptes nationaux du secteur des administrations publiques du Canada incluent les collectivités des Premières nations. Les résultats de ce projet-pilote devraient être diffusés d'ici le 31 mars 2005.

#### **La valeur marchande des biens**

Au Canada, lorsqu'un ménage, une entreprise ou un gouvernement fait l'acquisition d'un bien — par exemple un bon, une action de participation d'une société ou un actif réel tel qu'un immeuble —, il paye un certain prix pour obtenir le bien en question et le consigne dans ses dossiers financiers à la valeur estimée au moment de l'acquisition. Par la suite, la valeur de ce bien peut changer sur le marché. Cette situation peut se présenter, par exemple, à la suite de fluctuations du marché boursier ou de variations du taux d'intérêt ou de change. Cependant, un acheteur qui ne vend pas de bien peut ne pas être au courant du changement de la valeur, ou en savoir peu à ce sujet.

En général, les comptables ne considèrent pas qu'il est possible de recalculer la valeur des actifs dans leurs livres comptables chaque fois qu'un prix varie sur le marché. Ils continuent plutôt d'évaluer les actifs à leur prix initial (c'est-à-dire le prix passé ou la valeur comptable). Cette façon de procéder convient aux comptables, mais elle peut signifier que les dossiers financiers deviennent de moins en moins précis alors qu'un énoncé de la valeur réelle des actifs est tenu. Pourtant, il est tout aussi important de savoir quels sont nos actifs réels puisque ce sont ces chiffres qui déterminent le comportement des entreprises et des ménages par rapport aux dépenses.

En conséquence, les utilisateurs des comptes du bilan national ont demandé à Statistique Canada d'élaborer une méthode permettant de redéfinir l'actif et le passif du



## Prime d'excellence durant la carrière : Edvard Outrata

par Pascale Therriault

La Prime d'excellence durant la carrière rend hommage à d'anciens employés qui ont quitté Statistique Canada pour aller relever de nouveaux défis — soit à la retraite soit sur le marché du travail — et dont la contribution unique a mérité des honneurs au Bureau. Ce prix peut également être décerné à des personnes qui se sont dévouées de façon exceptionnelle pour des causes humanitaires, que ce soit à Statistique Canada ou au sein de la collectivité.

En 2003, le Bureau a choisi d'honorer **M. Edvard Outrata**, qui a travaillé à Statistique Canada de 1969 à 1993. Le statisticien en chef, **M. Fellegi**, s'est dit très heureux que M. Outrata et sa femme Jana puissent assister à la cérémonie de remise des primes du 9 décembre dernier, puisque le couple habite maintenant en République tchèque. « Leur présence parmi nous démontre cet attachement peu commun que portent tant Edvard que Jana à Statistique Canada », a mentionné M. Fellegi.

### Une carrière vouée à l'informatique

C'est peu de temps après avoir émigré au Canada, fuyant avec sa femme une Tchécoslovaquie alors sous l'emprise de l'Union soviétique et de ses alliés, que M. Outrata est venu rejoindre les rangs de Statistique Canada, occupant alors un poste de statisticien en recherche.

À ce titre, il a participé à la mise au point d'importants systèmes statistiques, dont le prédécesseur de notre actuel système de diffusion du recensement. Il s'agissait là d'une démarche d'avant-garde à l'aube de l'ère informatique. Puis, il a été promu au rang de directeur adjoint, puis de directeur de la Division du développement de systèmes, pour ensuite prendre la direction de la Division des services informatiques. « Durant cette période et plus tard, relate M. Fellegi, il a défendu avec vigueur l'adoption de méthodes et de programmes généralisés pour résoudre des problèmes informatiques — une approche que l'on tient maintenant pour acquis mais qui était visionnaire à l'époque. »

M. Outrata a rapidement gravi les échelons. En effet, en 1983, il est devenu directeur général de la Direction de l'informatique, poste qu'il a occupé pendant 10 ans. Au cours de cette période, M. Outrata a joué un rôle majeur en ce qui a trait à l'intégration des services informatiques au sein des opérations de Statistique Canada.

Ceux qui étaient à l'emploi de Statistique Canada au milieu des années 1980 se souviendront qu'il y avait environ 1 000 ordinateurs dans tout le Bureau. Puis, au début des années 1990, on en comptait plus de 4 000; presque chaque employé avait son ordinateur. Grâce aux efforts de M. Outrata, Statistique Canada venait de connaître une « révolution informatique »!

« En fait, expliquait M. Fellegi à la cérémonie de remise des primes, introduire cette nouvelle ère technologique au

sein du Bureau n'a pas été une mince affaire. Le leadership d'Edvard a grandement contribué à changer la façon dont les affaires étaient menées à Statistique Canada. Il a été un élément essentiel en ce qui a trait à l'encadrement d'une équipe d'employés professionnels responsables d'entretenir cette nouvelle technologie. »

M. Outrata était donc un homme futuriste, capable d'apporter des changements et de les faire accepter. Un bon exemple de cela est l'introduction du système de recouvrement des coûts pour les services informatiques. « Il s'agissait de tout un changement, a précisé M. Fellegi. » Le système de recouvrement des coûts, un mode d'autosuffisance financière, a permis à Statistique Canada de prendre conscience de ses coûts et de trouver des solutions à coûts moindres, puis de faciliter la continuation de la modernisation des services informatiques et du matériel informatique.

En somme, comme M. Fellegi l'a souligné, « les efforts infatigables d'Edvard à titre d'administrateur fonctionnel de l'informatique au cours d'une période critique de l'évolution de l'informatique à Statistique Canada nous ont fourni une base solide pour les développements qui allaient suivre. »

### Un homme sociable

M. Fellegi — comme ceux qui ont eu la chance de côtoyer Edvard Outrata — se souvient également de lui « pour son style bien personnel et parce qu'il été un grand mentor [...] Lorsque je parle du style personnel d'Edvard, a expliqué M. Fellegi, je pense à sa générosité, à sa soif de connaissances et à son penchant pour les relations humaines. »

Une fois de retour dans son pays natal, M. Outrata a été nommé président du Bureau de statistique de la République tchèque. Au moment de sa retraite de ce Bureau, en 2000, il a été élu au Sénat de la République tchèque comme candidat indépendant et ce, pour un mandat de six ans.

« Puisque Edvard suit les événements de l'actualité et qu'il connaît très bien l'histoire de l'Europe, il est bien de savoir qu'il poursuit maintenant une carrière de haut niveau en politique », a conclu M. Fellegi.

À la cérémonie du 9 décembre, M. Fellegi était visiblement heureux d'avoir l'honneur de remettre le prix de mérite le plus prestigieux à M. Edvard Outrata.



Edvard Outrata, lauréat 2003 de la prime d'excellence durant la carrière.

pays à leur valeur marchande courante. Nous travaillons actuellement à relever cet important défi. En 2003-2004, nous avons converti les actifs pour lesquels les prix du marché étaient facilement disponibles. En 2004-2005, nous traiterons de ceux pour lesquels les prix du marché sont plus difficiles à établir. Cette dernière catégorie comprend surtout les actifs en matière d'équité de la plus grande partie des actifs compris dans l'investissement étranger direct du Canada et les sociétés à 100 % et dont les stocks ne font pas l'objet d'échange sur le marché.

### **Estimations provinciales de la productivité**

Au cours des dernières années, nous avons déployé des efforts considérables pour produire des tableaux d'entrées-sorties. Nous avons récemment établi un ensemble d'estimations cohérentes des heures travaillées selon le secteur d'activité et la province. Ces estimations coïncident avec les agrégations industrielles qu'on utilise pour les tableaux d'entrées-sorties, et qui serviront en 2004 pour l'analyse des tendances de la productivité selon la province. Nous prévoyons qu'elles susciteront beaucoup d'intérêt d'un bout à l'autre du pays.

### **Examen de la base conceptuelle du Système de comptabilité nationale**

Il est primordial que les membres de la communauté internationale s'entendent sur des concepts et des définitions communs pour mesurer les activités économiques. Sinon, il ne peut y avoir une comparabilité fiable des données à l'échelle internationale. Pour cette raison, les concepts et les définitions demeurent constants entre les révisions périodiques, lesquelles sont organisées bien à l'avance par la Commission de statistique des Nations Unies. Statistique Canada joue un rôle actif dans la préparation de la prochaine révision des concepts des comptes nationaux prévue en 2008. Pour le Bureau, il est important de participer à ces projets, et ce, pour plusieurs raisons. Premièrement, nous devons nous familiariser avec les concepts et les définitions qui font l'objet de discussions si nous sommes responsables de leur mise en œuvre éventuelle. Deuxièmement, en tant que bureau statistique de premier plan à l'échelle mondiale, on s'attend à ce que nous assumions un rôle proactif. Troisièmement, cette activité offre l'occasion unique d'approfondir notre compréhension conceptuelle du personnel du Bureau.

### **Continuer d'améliorer nos métadonnées**

Comme vous le savez, la Base de métadonnées intégrée (BMDI) est le principal outil de Statistique Canada pour diffuser de l'information sur nos données statistiques aux utilisateurs internes et externes. Le contenu de la BMDI en est maintenant à l'étape finale, qui consiste à intégrer dans la base de données la documentation sur les

variables, publiée par le truchement de CANSIM. Celle-ci sera diffusée en 2004. La BMDI se servira d'une appellation conventionnelle standard pour structurer et nommer les variables et elle comprendra des définitions de variables ainsi que des liens menant à leurs classifications connexes. Nous y inclurons aussi une chronologie de chaque enquête, incluant un dossier des changements, au fil du temps, du contenu, de la couverture et des méthodes. Lorsque nous avons demandé aux utilisateurs de déterminer quels types de métadonnées leur sont le plus utiles, ils ont plus particulièrement déclaré que les améliorations apportées aux bases de données étaient très pertinentes. Nous avons mis au point un mécanisme de métadonnées de grande qualité qui nécessitera un engagement soutenu et des efforts dans tous les domaines de programmes, et ce, pour continuer d'offrir à nos utilisateurs des métadonnées de qualité supérieure.

### **Système de classification des produits de l'Amérique du Nord**

L'an prochain, nous commencerons la dernière étape du plan d'élaboration, dont la durée prévue est de six ans, du Système de classification des produits de l'Amérique du Nord (SPAN), un système harmonisé de classification de biens et services pour le Canada, les États-Unis et le Mexique. La composante des services de ce système de classification devrait être prête pour la mise en œuvre d'ici 2007. À ce jour, le travail accompli a abouti à la ratification d'une entente entre les trois pays, laquelle porte sur les produits détaillés de neuf secteurs d'activité du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN). Au cours de la dernière année, les produits pour le reste des industries de services seront définis en collaboration avec nos partenaires nord-américains et une structure d'agrégation fondée sur la demande sera achevée.

Les résultats du plan d'élaboration du SPAN ont déjà été utilisés pour les programmes d'enquête de Statistique Canada. En effet, on s'en servait comme méthode pour recueillir des renseignements sur les revenus, selon un système détaillé de classification des services. Ils ont aussi été utilisés comme données d'entrée pour les révisions de 2002 et 2007 du Système de classification centrale de produits des Nations Unies. En particulier, nous avons fait des propositions spéciales pour les produits de télécommunications et d'information (y compris les technologies de l'information et de communications) et pour les produits des industries de l'environnement.

### **Continuer d'utiliser les données fiscales des entreprises**

À ce jour, le remplacement généralisé des données d'enquête par des données fiscales de petites entreprises



simples a permis de réduire les coûts, de diminuer le fardeau de réponse et d'alléger le défi toujours plus grand que représente la collecte des données d'enquête. Le principal objectif que cette initiative permettra d'atteindre sera de continuer à progresser et d'utiliser, dans la mesure du possible, les données administratives au lieu des données d'enquête.

### Informatique

Au fur et à mesure que nous développons de nouvelles technologies et que nous remplaçons les plus anciennes, notre structure informatique devra faire face à d'importants défis à l'avenir. Nous devons gérer de façon cohérente la mise à niveau et le remplacement du matériel informatique et des logiciels, et ce, sans interrompre les opérations ou affecter la stabilité financière de nos programmes. En outre, nous devons nous assurer que notre personnel acquiert et maintient les compétences nécessaires pour tirer profit des technologies en évolution. Pour faciliter l'accès à nos services offerts sur notre site Web, nous devons tout de même rencontrer les exigences à l'échelle de l'administration fédérale. Dernièrement, la Direction de l'informatique a tenu une séance de planification stratégique pour les cadres supérieurs et les gestionnaires clients dans l'ensemble du Bureau. Leurs objectifs visaient à déterminer quels sont les défis communs et les possibilités en 2004 et dans les années à venir.

De plus, le Comité de la planification intégrée (CPI) a eu plusieurs entretiens concernant l'orientation de Statistique Canada pour ce qui est de l'informatique. Dans le cadre de l'examen horizontal de l'infrastructure, les membres du CPI ont demandé au Comité d'informatique d'étudier *l'utilisation stratégique des ressources des technologies de l'information*. Cette étude aborde les thèmes suivants :

#### *Serveurs, logiciels et services de réseaux locaux*

Le premier aspect de l'étude sur les ressources des technologies de l'information portera principalement sur l'infrastructure qui offre des ressources informatiques pour nos programmes et opérations internes. L'étude traitera de l'acquisition, du soutien et de l'opération des serveurs (y compris l'ordinateur central), des services de réseaux locaux et des outils logiciels standards.

L'objectif primordial consistera à maintenir un niveau de services de qualité dans tous les domaines de programme et, par le fait même, ceux offerts à tous nos clients externes. L'étude s'attardera aux activités en commun dans l'ensemble du Bureau et examinera dans quel domaine se trouve la valeur principale par rapport à l'accessibilité, à la fiabilité et au service — c'est-à-dire les services manifestement nécessaires mais qui sont de

nature générique. Nous essayons d'atteindre un équilibre optimal entre les services centraux et les opérations dispersées. Nous en sommes venus à la structure actuelle en prenant des décisions responsables, motivées par les impératifs des programmes et l'évaluation des nouvelles technologies. Nous devons maintenant prendre un recul et nous demander s'il existe des solutions qui pourraient offrir un meilleur rendement. Comme notre situation financière nous laisse peu de marge, nous nous devons d'analyser à fond ces possibilités. Nous établirons des critères qui permettront une évaluation équitable et constante de chaque solution par rapport aux coûts et aux avantages.

#### *Capacité de développement et de maintenance*

La rationalisation des activités liées au développement des systèmes représente un défi beaucoup plus grand que les fonctions de base de traitement de données des serveurs et de l'infrastructure. Cette situation résulte du fait qu'il y a une grande variété de développements dans l'ensemble du Bureau, dont plusieurs nécessitent une connaissance importante des programmes auxquels ils se rapportent. Par conséquent, des approches générales pourraient comporter des risques plus élevés pour la continuité des programmes, tandis que des solutions axées sur les programmes sembleraient plus pertinentes. Toutefois, les méthodes de développement, les standards et les approches semblent trop divers et nombreux et le coût total trop élevé. Nous devons donc examiner cette question de plus près dans le but d'améliorer l'efficacité. En outre, un tel examen, de par sa nature même, peut seulement être mis en œuvre à l'échelle de l'organisation.

Le défi consiste à trouver une structure organisationnelle qui profite des groupes de soutien technologique et des systèmes généralisés actuels, mais qui établit un juste équilibre entre ces éléments et la capacité de développer des applications plus dispersées. En même temps, nous devons aussi trouver des moyens qui favorisent l'équilibre entre l'approvisionnement global et la demande faite à notre personnel au chapitre des services informatiques. Ces démarches seront surtout nécessaires au fur et à mesure que les exigences concernant les ressources en développement se répercuteront sur différents programmes d'une année à l'autre.

#### **Actualiser notre capacité de collecte des données**

Les priorités du nouveau gouvernement pourraient avoir des répercussions sur l'étendue de nos activités de collecte. Les nouvelles exigences en matière de données ou les contraintes financières pourraient occasionner un accroissement ou un ralentissement de l'ensemble de nos activités. Par conséquent, le défi actuel consiste à préparer des scénarios stratégiques pertinents qui faciliteront notre processus de planification et assureront

la flexibilité nécessaire pour réagir à toute situation susceptible de se présenter.

### **Composantes intégrées de l'interview assistée par ordinateur**

Certaines de nos plus grandes enquêtes sont menées à partir d'un bureau régional au moyen de l'Interview sur place assistée par ordinateur (IPAO) et de l'Interview téléphonique assistée par ordinateur (ITAO). Dans le cadre de ces deux méthodes de collecte, on a utilisé différentes applications de collecte qui ne sont pas interchangeables, mais cette situation va changer en 2004 avec l'introduction d'une application intégrée de l'IPAO et de l'ITAO dans un environnement BLAISE. Cette conversion nous permettra de mener des enquêtes IPAO et ITAO mixtes et de fonctionner avec la même plate-forme technique standardisée, ce qui facilitera le transfert des tâches entre les interviews téléphoniques et les interviews sur place. En outre, cette intégration permettra aux applications de l'IPAO et de l'ITAO d'utiliser le planificateur de BLAISE pour optimiser l'ordonnance des interviews. Nous obtiendrons ainsi de l'information plus pertinente sur le rendement, laquelle servira dans le cadre de la recherche opérationnelle visant à actualiser nos pratiques de collecte.

Le principal défi en 2004-2005 consistera à introduire graduellement cette application dans le cadre de l'Enquête sur la population active, pour laquelle nous utilisons actuellement les applications séparées de l'IPAO et de l'ITAO.

### **Première convention collective avec le personnel sur le terrain**

Le fait de parvenir à un accord concernant la première convention collective avec les intervieweurs sur place et les intervieweurs principaux des Opérations des enquêtes statistiques constitue un exploit de taille pour le Bureau. Toutefois, la mise en œuvre des modalités et des conditions de la convention représentera un défi pour la Direction des opérations régionales. De plus, nous devons examiner les systèmes administratifs existants et établir de nouvelles mesures et des méthodes qui permettront de répondre aux exigences particulières de ce contrat.

### **Stratégie des relations avec les répondants**

Le perfectionnement de notre stratégie visant à souligner l'importance des relations avec les répondants constituera un défi de taille en 2004. Sous l'égide du Comité de planification intégrée, un nouveau groupe de travail sur les relations avec les répondants s'intéresse vivement au fait d'obtenir le soutien du public pour les activités de collecte du Bureau, en particulier quand il

s'agit des enquêtes-ménages. Nous devons miser sur l'excellente couverture médiatique dont les résultats du Recensement de 2001 ont fait l'objet, et continuer de démontrer au public la pertinence de l'information que nous produisons. La presse canadienne a offert de travailler de concert avec nous pour élargir la couverture médiatique de nos communiqués importants. Une grande visibilité et une couverture médiatique positive renforcent la crédibilité du Bureau — deux conditions essentielles pour encourager la participation des répondants.

Nos intervieweurs assument une responsabilité de première ligne pour ce qui est de conserver des taux de réponses élevés. Afin de les aider à communiquer avec les répondants, nous devons relever le défi que constituent les nouvelles technologies telles le filtrage d'appels. Nous devons aussi fournir des outils de soutien aux enquêtes qui permettent de communiquer clairement aux Canadiens — dans un langage que les répondants peuvent comprendre — les avantages de participer aux enquêtes individuelles. En outre, nous devons élaborer des stratégies de communications efficaces pour promouvoir nos nouvelles options de déclaration électronique. Ces stratégies permettront de maximiser la participation des répondants des entreprises et des exploitations agricoles.

### **Édition électronique intelligente**

Maintenant que la méthode de l'Édition électronique intelligente a fait ses preuves, plusieurs employés des divisions spécialisées ont déclaré qu'ils étaient intéressés à convertir leurs publications et à adopter cette méthode automatisée et uniforme. L'Édition électronique intelligente contribue également à réduire le délai de production et possède plusieurs mécanismes intégrés de contrôle de la qualité. Toutefois, la conversion d'une publication régulière en format d'Édition électronique intelligente engendre des frais initiaux de développement. Cette conversion pourra entraîner l'ajout de données dans CANSIM ainsi que d'autres activités de mise au point. Il sera important de préparer des analyses coûts-avantages appropriées pour documenter l'Édition électronique intelligente, qui en soi, est la meilleure façon de produire des publications.

### **Collecte électronique des données pour les enquêtes auprès des entreprises et des exploitations agricoles**

Au cours de l'année 2003, on a mis en œuvre plusieurs applications de collecte électronique de données (CED) et le taux de participation qui en a résulté est prometteur. Selon les commentaires des répondants, nous devons continuer d'élargir notre portefeuille d'offres et d'améliorer nos applications afin qu'elles soient plus conviviales. Nous devons aussi développer une



technologie qui nous permettra de transmettre de l'information aux répondants de manière sécuritaire, de manière à ce qu'ils puissent remplir un questionnaire dans le cadre de séances multiples, en évaluant l'information qu'ils ont eux-mêmes inscrite lors des séances précédentes. Cette nouvelle façon de faire ouvrira la voie à la production de questionnaires plus longs sur le site Web et améliorera la convivialité de nos applications. En outre, cette technologie pourra nous permettre d'offrir aux répondants l'information qu'ils ont déjà fournie lors des cycles d'enquête précédents, ce qui leur permettra de répondre facilement au cycle courant.

### Ressources humaines

Durant l'exercice à venir, les défis que le Bureau aura à relever dans le domaine des ressources humaines seront largement affectés par la situation financière difficile que nous avons déjà mentionnée. Simultanément, un nombre sans précédent de personnes sont admissibles à la retraite et cette situation représente des enjeux pour notre capital de connaissances. Toutefois, nous estimons que nous y sommes bien préparés et que nous pourrions y remédier. En plus de ces défis, nous sommes sur le point de faire des changements en raison de l'adoption d'une mesure législative de grande importance, la *Loi sur la modernisation de la fonction publique (LMFP)*. Cette loi amènera des réformes majeures pour moderniser la gestion des ressources humaines de la fonction publique. Grâce à nos pratiques actuelles de gestion en ressources humaines, nous sommes dans une position favorable qui nous permettra de nous adapter aux prochains changements.

En raison de cette période de restrictions budgétaires, nous avons pris des mesures temporaires pour mieux gérer notre situation financière à court terme, le temps de faire la réorganisation nécessaire pour absorber les coûts. Nous réalisons actuellement un suivi étroit des mesures de recrutement à l'externe et à l'interne. Puisque nous prévoyons que la situation financière actuelle est temporaire, le défi consiste à assurer un niveau de recrutement et de promotion soutenu qui répond aux besoins à long terme du Bureau. Nous voulons aussi accorder la priorité absolue à notre politique de non-licenciement qui est en vigueur depuis plus de 20 ans. Pour conserver cette politique, nous devons gérer prudemment l'embauche et les promotions, et les employés doivent faire preuve de flexibilité lorsqu'il est nécessaire de les réaffecter à un autre poste. À Statistique Canada, la stratégie globale de gestion des ressources humaines, qui a graduellement été mise en œuvre depuis le début des années 1990, constitue une excellente structure pour relever les défis actuels.

#### Encourager l'apprentissage

Nous offrirons encore des possibilités de formation et de perfectionnement continus, à tous les niveaux afin de

former une main-d'œuvre professionnelle, flexible et mobile, ayant les capacités de bien réagir aux pressions comme celles que nous vivons à l'heure actuelle. Grâce à PERSIM, notre modèle de simulation sur le personnel, nous pouvons suivre régulièrement l'évolution de notre main-d'œuvre et faire les ajustements et la réorientation nécessaires au moyen du recrutement et des concours génériques. L'évaluation continue et la validation de notre approche nous permettent de demeurer sur la bonne voie et de disposer d'une réserve de main-d'œuvre expérimentée pour remplacer les employés qui prendront leur retraite.

En 2004, l'apprentissage constituera un défi majeur pour la gestion des ressources humaines. Bien que notre approche soit déjà proactive en matière d'apprentissage et de perfectionnement, notre analyse des résultats du Sondage auprès des fonctionnaires fédéraux (SFF) de 2002 pour ce qui est des questions liées à la formation et au perfectionnement professionnel révèle que les divisions ayant adopté une approche plus structurée pour gérer les activités d'apprentissage obtiennent un plus haut niveau de satisfaction auprès des employés. Par conséquent, nous avons établi récemment une nouvelle politique d'apprentissage et de perfectionnement qui offrira effectivement à chaque employé la chance de profiter d'un plan d'apprentissage personnel. Nous avons créé, dans les divisions, un réseau de promoteurs de l'apprentissage pour mener à bien ces activités.

#### Éliminer le harcèlement en milieu de travail

À la suite des résultats du Sondage auprès des fonctionnaires fédéraux de 2002, Statistique Canada a choisi le harcèlement comme sujet pour les initiatives de suivi, et ce, même si les résultats obtenus dans ce domaine, comme dans bien d'autres d'ailleurs, étaient plus favorables par rapport à la moyenne de la fonction publique. Toutefois, nous sommes déterminés à continuer d'être vigilants. Pour sensibiliser davantage les employés et les aider à comprendre les questions sur le harcèlement en milieu de travail, nous avons commandé une étude à ce sujet. Un rapport sur les résultats provenant de 23 groupes de discussion formés d'employés de Statistique Canada — une étude qui a été menée à l'échelle nationale — a clairement révélé que nous n'avons pas la même conception de ce qu'est le harcèlement et des mesures déjà en place pour y remédier.

Les membres du Comité des politiques ont examiné le rapport et ils ont approuvé un plan d'action pour aborder les problèmes suivants :

- *Questionnaire de sondage* : À propos du Sondage auprès des fonctionnaires fédéraux, nous avons suggéré à l'équipe qui s'occupera du prochain sondage d'apporter certaines améliorations aux

questions. On pourrait mieux comprendre les questions en changeant leur formulation et en fournissant des définitions et des exemples plus détaillés.

- *Information sur la prévention du harcèlement* : Nous prendrons des mesures pour sensibiliser davantage les employés au harcèlement et pour les informer au sujet du soutien disponible. Ces mesures comprendront la diffusion d'information plus détaillée dans le Réseau de communications internes, par exemple des articles dans @Statcan, entre autres.
- *Objectifs en matière de soutien* : Nous mettrons en place des stratégies dans les secteurs où le harcèlement est un sujet d'inquiétude et nous proposerons de la formation aux employés et aux gestionnaires.
- *Étudier les perceptions et prendre des mesures par rapport à la crainte de représailles lors de la déclaration de cas de harcèlement* : Pour dissiper les craintes concernant la confidentialité, comme dans les cas de petits groupes de travail — par exemple dans un bureau régional — ou lorsque les personnes préféreraient parler à quelqu'un ne faisant pas partie de la gestion du Bureau, nous examinerons, comme solution de rechange, l'utilisation possible de services provenant d'autres ministères, au lieu de notre service interne d'agent de prévention du harcèlement.

Par conséquent, le défi à relever consiste à établir un plan d'action et à tenter de mettre un terme aux cas réels de harcèlement.

#### *Mettre en œuvre le projet de modernisation des ressources humaines*

L'ensemble de la fonction publique s'est engagé dans un processus de changements sans précédent. Longtemps attendue, la *LMFP* a été adoptée par les membres du Parlement en novembre 2003. Il s'agit de la première réforme législative de la gestion des ressources humaines en 35 ans. Elle changera considérablement la gestion de la Fonction publique du Canada. La *LMFP* comporte trois principaux domaines de gestion des ressources humaines. Premièrement, elle contribue à moderniser le système de dotation et d'améliorer la capacité des services de la fonction publique, ce qui permettra d'attirer et d'embaucher des personnes qualifiées dans des domaines et des endroits où elles sont en demande. Les changements ne seront pas immédiats, mais ils seront effectués progressivement au cours des prochains 18 à 24 mois. Deuxièmement, la *LMFP* vise à favoriser des relations patronales-syndicales plus harmonieuses afin d'améliorer la qualité du milieu de travail. Troisièmement, cette nouvelle loi favorisera l'adoption

d'une méthode unifiée d'apprentissage et de perfectionnement, et ce, en créant une nouvelle école de la Fonction publique du Canada.

La *LMFP* offre une occasion formidable de réformer et d'améliorer la gestion des ressources humaines dans la fonction publique. À cette fin, un groupe de travail a récemment été mis sur pied à Statistique Canada et a reçu la tâche de déterminer quelles sont les conditions pouvant favoriser l'amélioration de la gestion des ressources humaines — une activité que supporte cette nouvelle loi. Au fur et à mesure que la période de mise en œuvre approche, nous établirons des mécanismes de communications extensifs pour avertir les employés et les gestionnaires à propos des changements qui les affecteront. Je tiens à vous assurer qu'il ne s'agit pas de remplacer le nouveau système, mais d'entretenir la tradition selon laquelle Statistique Canada a la réputation d'être juste et bienveillant et de maintenir des standards élevés.



# @STATCAN

SPECIAL ISSUE 2004



Statistics  
Canada

Statistique  
Canada

Canada

## *@StatCan Special Issue 2004*

Chief Statistician Ivan Fellegi reports on the Agency

- 3 Accomplishments in 2003
- 29 Challenges ahead

The regional offices check in

- 12 Eastern Region
- 21 National Capital Region
- 25 Central Region
- 28 Western Region

We honour our award winners

- 38 Employee of the Year: Sherry Wallace
- 42 Career Excellence: Edvard Outrata

**Editor-in-chief**

Elizabeth Irving

**English editing**

Robin Redmond

Nick Thorp

**French editing**

Marie-Chantale Bergeron

Judith Côté

Christine Duchesne

Louise Lafond

Ginette Lavoie

Annie Lebeau

Marie-Paule Robert

Nathalie Villemure

**Translation**

Communications Division

Official Languages and

Translation Division

**Design and cover**

Loui Massicotte

*Leads*





## Accomplishments in 2003

### Conceptual developments and statistical vehicles

#### 2001 Census releases

The four census releases in 2003 continued to build on the successful multifaceted program established in March 2002. Over the full release cycle, media coverage has been unprecedented, with information on the census appearing in more than 11,000 print and broadcast clippings. These included front page articles in the major national papers (*The Globe and Mail* and the *National Post*) and in large dailies such as the *Toronto Star*, the *Hamilton Spectator*, the *Vancouver Sun* and *Le Devoir*. Media interest in census data continued for many weeks following each release. A number of daily newspapers presented a census series on the changes in their communities over time. As a result, the census became a hot topic at many family dinner tables. This increased awareness will greatly benefit collection efforts in 2006.

Throughout 2003, Statistics Canada continued to work closely with Canadian Press to develop national and regional materials for media across the country. Regional offices helped by developing and disseminating materials to regional, local and ethnic media. This information, most often local in nature, was picked up by the community papers, the main focus of news in small town and rural Canada.

The 2003 releases broke new ground with in-depth analysis to support the highlights presented in *The Daily*. These articles analysed the main story lines for each release. According to Bruce Little of *The Globe and Mail*, "this superb communications effort delivered the data—in enormous detail—to Canadians through a combination of thematic write-ups, backed by huge volumes of data that the media and the public could find themselves at the agency's website." These articles proved to be very popular with users; Internet use at the time of the releases surpassed all our expectations.

On January 21, 2003, census data were released on citizenship, immigration, birthplace, ethnic origin, visible minorities and Aboriginal peoples. Highlights include the following:



Dr. Ross Fellegi

- The population reporting Aboriginal identity reached nearly a million in 2001.
- The Aboriginal population is much younger than the non-Aboriginal population: one-third of Aboriginal people are under 15 years, compared with about one-fifth of the rest of the population.
- More than one in five Aboriginal people moved their home in the year before the 2001 Census. Their rate of mobility is more than 50% higher than that of the non-Aboriginal population.
- In 2001, the proportion of foreign-born was 18% of the total population, the highest in 70 years.
- The People's Republic of China was the leading country of birth among immigrants of the 1990s. As a result, Canada's largest visible minority group comprises more than a million Chinese immigrants.
- Toronto, Vancouver and Montréal attracted almost three-quarters of all immigrants during the 1990s.
- The visible minority population reached 4 million in 2001, a threefold increase from 1981.

Data on labour force activity, class of worker, occupation, industry, place of work, mode of transportation, unpaid work and language of work were released February 11, 2003. Highlights include the following:

- Canada's work force is getting older and more highly qualified. Immigrants are increasingly becoming a source of skills and knowledge.
- Despite an aging population, the number of unpaid hours spent caring for seniors increased only slightly.
- Not only have people migrated to suburban communities, but jobs have also made the journey. In fact, the number of people working in suburban communities increased 63% from 1981.

- Nearly one in seven workers in Canada uses more than one language at work.

Data on school attendance, education, field of study, highest level of schooling and earnings were released March 11, 2003. Highlights include the following:

- The number of high earners soared, but almost 1.5 million people still work full time for low pay. Women's earnings increased substantially, but young men experienced losses in earnings.
- Canadians are becoming much better educated: the proportion of those aged 25 and older with university degrees, certificates or diplomas increased from 15% in 1991 to 20% in 2001.
- University education pays off, as it is often a factor in higher earnings.
- Students' choices of fields of study reflect the technological and business demands of the 1990s.
- There are looming shortages in some critical occupations where the number of people close to retirement far exceeds the number of young entrants. These include physicians, nurses, teachers, university professors and some critical trades.

Data were released May 13, 2003 on income and social and economic characteristics of individuals, families and households; housing costs; and religion. Highlights include the following:

- At \$55,000, the median before-tax income of Canadian families remained essentially unchanged from 1990 to 2000 after adjustments for inflation were made. However, we detected a significant increase in income inequalities before taxes: while incomes of families in the bottom half of the income distribution showed little or no improvement through the 1990s, the 10% of families with the highest incomes experienced a substantial 15% gain.
- In describing trends in low-income rates, we noted that during the last decade there was no noticeable decline in the number of children living in low-income families. However, the low-income rate for seniors (aged 65 and over) continued a long-term downward trend that has seen it cut nearly in half over the past two decades.
- Lone-parent families with children aged 17 years and younger have made some noteworthy economic gains. Their median income increased by 9% to \$26,000, reflecting a combination of greater employment activity and increased government transfers.

- The predominant religions in Canada are still Roman Catholicism and Protestantism. Growth in Islam, Hinduism, Sikhism and Buddhism has resulted from recent immigration trends. Also on the increase are people reporting no religion—16% of the population in 2001, compared with 12% in 1991.

#### **Farm population on the fringe of immigrant flows**

In December 2003, we released the last of the 2001 Census of Agriculture data, those resulting from linking agriculture data with Census of Population content. Highlights include the following:

- In Canada's farm population, immigrants are a declining proportion of a declining population—the opposite of the trend in the general population. Over the last two decades, the proportion of immigrants in the farm population decreased from 8.2% to 6.8%, compared with 16.0% to 18.4% in the general population.
- While immigration is transforming the face of Canada's urban centres, immigrant farmers are still predominantly of European ancestry. British Columbia stands out among the provinces for drawing one-fifth of its immigrant farmers from Asia, particularly India.
- Immigrants are very important to farming: they come to Canada with expertise and considerable capital. Nationally, 16% of all farmers have farm receipts of \$250,000 and over, compared with 22% of immigrant farmers.
- Total income increased for both farm and non-farm families from 1995 to 2000. However, income in most farm families comes from sources other than farming. In fact, farms with gross receipts of over \$250,000—defined by Agriculture and Agri-Food Canada as 'business-focussed farms'—were examined specifically for income makeup. Even for this group, net farm income accounted for only 40% of total family income. Wages and salaries accounted for 44% of the total income of these farms.
- The agricultural population is more likely than the general population to declare a religious affiliation, although an increasing number of people in both populations reported no religion. The proportion of the agricultural population reporting no religion increased from 5% in 1981 to 12% in 2001.

#### **Longitudinal Survey of Immigrants to Canada**

On September 4, 2003, Statistics Canada released the first results from the LSIC. About 12,000 of roughly



164,200 immigrants aged 15 years and older who arrived in Canada between October 2000 and September 2001 participated. They were first interviewed about six months after their arrival. They will be re-interviewed at two and four years after their arrival.

Information collected in this first wave of interviews will serve as a benchmark for tracking the subsequent settlement experiences of these newcomers. By late 2005, when all three waves have been completed, the survey will provide a better understanding of how the settlement process unfolds for new arrivals.

The following are some of the important findings from the first release:

- New immigrants are developing a strong attachment to Canada. The vast majority (91%) expressed their intention to settle here permanently and become Canadian citizens. Close to half (47%) of newcomers planned to bring family or relatives to Canada by sponsoring their immigration.
- Family and friends played an important role in newcomers' initial settlement. The majority (87%) already had some form of social support system in Canada available to them when they immigrated. For those who encountered problems (such as acquiring housing, accessing health care services, obtaining further training, and finding employment), family and friends were the most frequently cited sources of help.
- Joining family and friends was the top reason for newcomers to settle in any given area; 59% of all immigrants cited this as the most important reason for their destination choice.
- Toronto, Vancouver and Montréal, the three largest census metropolitan areas (CMAs), attracted three-quarters of all newcomers. After joining family and friends, the next most important reason for choosing to live in these CMAs varied: in Toronto, 16% of all immigrants reported job prospects; in Vancouver, 13% cited climate; in Montréal, 13% said it was the language spoken in the area.
- Most newcomers (85%) planned to work upon arrival and almost half (44%) found work within six months. Of those immigrants who found work, 8 in 10 worked full time.
- Of newcomers to Canada, 6 in 10 who found jobs entered a different occupational field after their arrival. More in-depth analysis is required to pinpoint whether immigrants' skills and occupations are mismatched.

- As the most critical hurdles in finding employment, newcomers identified a lack of Canadian work experience (26%) and problems with foreign credential recognition (26%). Another 22% cited lack of official language skills.
- Further education in Canada was seen as the key to future success. Almost 7 in 10 immigrants planned to obtain further training. And, indeed, some six months after arrival, 45% had already pursued training of some kind.

### **Ethnic Diversity Survey**

The Ethnic Diversity Survey, developed to provide information on the ethnic and cultural backgrounds of people in Canada, was conducted in 2002. It analysed the level of attachment that people have to their own ethnocultural backgrounds and how this affects their participation in the broader Canadian society.

First-generation (foreign-born) Canadians make up almost one-quarter (23%) of the total population aged 15 years and older. The proportion of people born outside the country has not been this high since 1931. Nearly half of the first generation was of non-European ancestry in 2002.

The second generation—Canadian-born with at least one parent born outside Canada—accounted for 17% of the total population aged 15 years and older.

The third generation or more, accounting for 60% of the population, are the offspring of Canadian-born parents and possibly Canadian-born grandparents. Nearly two-thirds of this generation reported only British, French and/or Canadian origins.

### *Sense of belonging to ethnic or cultural group*

Overall, half the population aged 15 years and older said they had a strong sense of belonging to their ethnic or cultural group. Not surprisingly, relative newcomers to Canada were more likely to have greater attachment to their ethnic or cultural group than were second- and third-generation Canadians or immigrants who had been in Canada for many years.

### *Ethnic identity*

When asked about their ethnic identity, more than half said that Canadian was either their only ethnic identity (45%) or part of their ethnic identity (9%) in 2002.

Provincial or regional identities (such as Acadian, Newfoundlander and *Québécois*) were also reported in the survey. For example, 37% of Quebec's population

aged 15 years and older reported *Québécois* either as their only ethnic identity or among other identities. Acadian was reported by 6% in the Atlantic provinces and Newfoundlander by 38% in Newfoundland and Labrador.

#### *Discrimination or unfair treatment*

The vast majority of all Canadians aged 15 years and older (93% or 20.4 million) said they had never or rarely experienced discrimination or unfair treatment because of their ethnocultural characteristics.

However, perceptions of such discrimination varied by visible minority status: 80% of visible minorities reported never or rarely experiencing it in the five years prior to the survey; 20% of visible minorities and 5% of the non-visible minority population reported experiencing such discrimination sometimes or often. Length of time in Canada appeared to have little impact on the rate of reporting discrimination or unfair treatment.

Of the groups included in the visible minority population, Blacks were most likely (32%) to report feeling that they had been discriminated against or treated unfairly by others because of their ethnocultural characteristics.

The most common place to have experienced discrimination was at the workplace or when applying for a job or promotion.

#### **Aboriginal Peoples Survey**

The 2001 APS was developed in partnership with several national Aboriginal organizations, as well as representatives from federal, provincial and territorial departments.

The initial results of the APS, released in September 2003, described the well-being of the non-reserve Aboriginal population, which includes over 70% of the total Aboriginal identity population in Canada.

#### *Health*

Non-reserve Aboriginal young people report levels of health similar to those of the total Canadian youth population. However, for each successive age group, health status declines more quickly among Aboriginal people than it does in the total population. As a result, the gap in health status between the Aboriginal and total Canadian populations widens significantly in older age groups. For every five-year age group from 25 and 64 years, the proportion of Aboriginal people reporting fair or poor health is about double that of the total population.

With respect to health care access, the Aboriginal population in the Far North had less contact than Aboriginal people living in other regions with family doctors and general practitioners. Only 43% of the Aboriginal population in the Canadian Arctic had received medical attention in the previous 12 months, compared with 75% of those in urban areas and 69% in rural areas. In contrast, the 2000/01 Canadian Community Health Survey showed that 82% of the total Canadian population had seen a medical doctor in the previous 12 months.

#### *Schooling*

According to the 2001 Census, the educational attainment of non-reserve Aboriginal people has improved. The proportion of non-reserve Aboriginal youth aged 20 to 24 years who had not completed secondary school declined from 52% in 1996 to 48% in 2001. However, this was still far in excess of the comparable rate (26%) for the non-Aboriginal population in 2001. The gap between the two groups narrowed slightly from 1996 to 2001.

Among the non-reserve Aboriginal population aged 25 to 34 years, 37% had completed postsecondary education, compared with 32% five years earlier. However, the percentage of non-Aboriginal people of the same age group who completed postsecondary education increased from 52% to 58% over the same period, maintaining the gap between the two groups at about the same level.

The APS indicates that boredom, the most common reason for leaving secondary school early, was reported by 24% of male youth aged 15 to 19 years. About 19% said they had left school to work. Among Aboriginal women in this age group, one-quarter cited pregnancy or the need to care for children, and 15% cited boredom. These were also the top reasons for quitting school among non-Aboriginal youth.

There were also gender differences in the non-reserve Aboriginal population in their reasons for not completing postsecondary education. Among Aboriginal men aged 25 to 44 years, 24% quit school for financial reasons and 15% to get a job. For Aboriginal women in this age group, family responsibilities (34%) and financial reasons (21%) were most frequently cited.

#### *Housing*

Water quality is a concern in the Far North, with over one-third of Inuit saying that there are times of the year when their water is contaminated. The problem was most serious in the Nunavik region in northern Quebec, where nearly three-quarters (73%) of Inuit felt that their water was contaminated at some point in the year.



## General Social Survey 2002

### Age at retirement

The 2002 GSS studied Canadians' retirement plans and experiences. In fact, GSS data show a wide variation in the age at which Canadians plan to retire. Just over one-fifth (22%) of non-retired people aged 45 to 59 years planned on retiring before age 60; comparable proportions expected to retire from 60 to 64 years of age (22%) or at 65 (23%). Only 3% said they would retire after age 65.

A further 12% of Canadians aged 45 to 59 years did not know when they planned to retire, while an additional 18% said that they did not ever intend to retire. However, in 2002, less than 7% of Canadians aged 65 and older and less than 4% aged 70 or older participated in the paid labour force.

Time of retirement is strongly associated with the person's financial circumstances. For example, individuals with personal incomes of less than \$20,000 were almost three times as likely to say they did not intend to retire as those individuals with personal incomes of \$40,000 or more. Similarly, intentions to forego retirement were more prevalent among individuals who did not own their home than among those who did.

The absence of private pension coverage was also a factor in individuals' not knowing when they would retire. Uncertainty about retirement was especially prevalent among immigrants who had arrived in Canada since the beginning of the 1980s.

### Financial preparations for retirement

Almost one-third of non-retired Canadians in their late forties and fifties said they were not making adequate financial preparations for their retirement. This finding is consistent with information from the 1999 Survey on Financial Security: given their current asset situation, about one-third of Canadians may not have saved enough to replace two-thirds of their earnings or to generate an income in retirement that is likely to be above Statistics Canada's low income cut-off.

More women (33%) than men (29%) said their financial preparations were inadequate. People who were widowed, separated or divorced were far more likely than those who were married or living common law to feel that their financial preparations were inadequate. Again, individuals who had immigrated to Canada since 1980 were much more likely than others to report concern about their financial preparations.

### Retirement experiences

Two-thirds of recent retirees had experienced either no change or an improvement in their financial standard of living since leaving the labour force. The remaining third reported being financially worse off.

### Survey on mental health and well-being

Statistics Canada released results from the first-ever national survey on mental health and well-being in September 2003, filling a data gap that has been identified by all levels of government, health care professionals and individuals. The data were collected from May to December 2002 through the Canadian Community Health Survey. Highlights of the findings include the following:

- Approximately 1 out of every 10 Canadians aged 15 years and older reported symptoms of one of the five mental health disorders studied (major depression, mania, panic, social anxiety disorders and agoraphobia) or alcohol or drug dependence at some time during the 12 months prior to the interview. It is worth noting that, at 4%, depression is as prevalent as some high-profile diseases, such as heart disease or diabetes.
- Although mental disorders are present throughout all stages of life, teenagers and young adults are at the highest risk for these disorders. Approximately, 18% of 15- to 24-year-olds reported symptoms of alcohol or drug dependence or one of the five mental disorders.
- About one-third of the people who reported experiencing feelings and symptoms of a mental disorder or substance dependence problems had either met with or talked to a health professional during the 12 months prior to the survey. Young people were least likely to seek assistance; just a quarter of young adults reported consulting health care resources, compared with almost half of adults aged 25 to 44 years.
- The survey also collected information on why people did not seek help for their emotional, mental health or substance abuse problems. The three most frequently reported reasons were the following: they preferred to manage by themselves; they did not get around to it or did not bother; and they were afraid to ask for help or afraid of what others would think.

### Canadian Forces survey on mental health

The Department of National Defence commissioned Statistics Canada to conduct a survey of the mental

health of both actively serving and reserve armed forces personnel. Results from this special supplement to the Canadian Community Health Survey were released in September 2003. The survey measured the prevalence of five mental disorders—major depression, social phobia, panic disorder, post-traumatic stress disorder and general anxiety disorder—and alcohol dependence. Major findings include the following:

- Approximately 15% of Canada's actively serving military forces reported experiencing symptoms consistent with alcohol dependence or one or more of the five mental disorders at some time during the 12 months prior to the interview.
- Among actively serving personnel, 7.6% reported suffering from major depression, the most common disorder. This was almost twice the rate observed in the general population. The next most common problem area was alcohol dependence (4.2%), followed by social phobia (3.6%), post-traumatic stress disorder (2.8%), panic disorder (2.2%) and general anxiety disorder (1.8%). The rates for alcohol dependence, social phobia and panic disorder were either comparable to or somewhat higher than those of the general population. Post-traumatic stress disorder and general anxiety disorder were measured only for the military and so cannot be compared with data for the general population.
- The rate of reporting symptoms was generally higher among the lower ranks.
- Preliminary analysis suggests there may be a relationship between higher numbers of deployments and the prevalence of post-traumatic stress disorder among members of the armed forces. For example, 4.7% of regular forces who had served on three or more deployments reported symptoms consistent with post-traumatic stress disorder, compared with 2.7% of those serving on one or two deployments and 1.7% of those on none.

#### **Participation and Activity Limitation Survey of children**

An estimated 155,000 Canadian children aged 5 to 14 years—about 4% of all children in this age group—had some form of activity limitation in 2001. Many of their parents reported that they weren't getting the help they needed with their child's condition.

About 66,000 (43%) of the children whose parents participated in this survey had severe to very severe disabilities, including multiple significant disabilities and a complete loss of function (e.g., inability to walk or loss of sight). Almost half of these severely disabled

children (45%) received help with everyday activities, including personal care (such as bathing, dressing or feeding) or moving about within the home.

#### *Effect on family's employment*

Parents of 84,000 children, more than half of all children with disabilities, reported that their child's condition had an impact on the family's employment situation. These impacts can take various forms, such as working fewer hours or changing work hours in order to care for the child. Not surprisingly, the more severe the child's disability, the greater the impact on the family situation.

Mothers experienced employment impacts somewhat more often than fathers did (14% and 11%, respectively).

#### *Need for specialized aids*

According to their parents, about 94,000 (roughly 6 out of 10) disabled children required some form of specialized equipment, such as hearing aids, wheelchairs or leg braces. And about one-half of these children did not have all the aids they needed.

The survey showed that cost was a contributing factor to children with disabilities not having all the specialized equipment that they required. In fact, 55% of the parents who had children with unmet needs cited cost as the main reason they did not have these aids.

#### *Parents of children with severe disabilities more likely to need additional help*

The parents of about one-third (52,000) of all children with disabilities said that because of their child's condition, they needed help with housework and family responsibilities, as well as time off for personal activities. Overall, two-thirds of those parents who said they needed extra help reported not getting enough help. The most frequent reason for unmet needs was the cost of help (71% of cases).

#### **Pan-Canadian Education Indicators Report**

The most visible and widely used symbol of our close working relationship with the Council of Ministers of Education, Canada is the joint Pan-Canadian Education Indicators Program. In November 2003, the Centre for Education Statistics published the third edition of *Education Indicators in Canada: Report of the Pan-Canadian Education Indicators Program*. This updated report covers a very wide range of education indicators, including school readiness, projections of the school-age population, measures of diversity in the school-age



population, education finance at all levels of education, teacher and faculty characteristics, adult education trends, and transitions into and out of the school system. Results by jurisdiction are presented for all indicators, and every effort is made to ensure data consistency across jurisdictions. The report's highlights include the following:

*A portrait of the school-age population*

As a result of the recent drop in births, Canada can expect the population aged 5 to 13 years to decline by an estimated 14% from 2001 to 2011. As the small generations born in the second half of the 1990s age, a corresponding drop is expected from 2016 to 2026 for the populations aged 14 to 18 and 19 to 24 years.

Since 1990, an average of 225,000 new immigrants of all ages has arrived in Canada every year. This influx has a profound impact on the ethnic, linguistic and cultural diversity of Canadian schools. In terms of diversity, two census metropolitan areas—Toronto and Vancouver—stand out among the rest. According to the 2001 Census, in both these CMAs over 25% of the school-age population were immigrants, over 40% were visible minorities, and close to 20% had a home language other than English or French.

*Elementary and secondary education*

In the report, we also published some positive insights into our elementary and secondary schools:

- In 1998/99, only about 15% of both 4- and 5-year-olds performed relatively poorly on a test of cognitive development that is generally regarded as a good predictor of school readiness.
- The percentage of secondary school principals reporting the instructional and material resources of their school to be adequate was higher in Canada than in most other countries.
- In 2000, there were, on average, seven Canadian students per computer in schools, one of the best ratios internationally. Canada's schools were also among those with the highest proportion of computers connected to the Internet.

There is also a looming problem: an increasing proportion of educators working part time. In fact, while the number of full-time educators did not vary during the 1990s, the number of educators working part time grew 52%. Furthermore, compared with the entire labour force, a much larger proportion of educators is nearing retirement. Both of these factors reveal the type of pressures that have been put on this particular labour force.

**Understanding delinquent youth behaviour**

Understanding the individual, family and community factors that may either increase risk or, alternatively, protect children and youth from offending is key to identifying policy and program interventions that promote positive life paths for young Canadians. Data from the National Longitudinal Survey of Children and Youth were analysed to produce two research papers that explored the factors that influence delinquency behaviour.

*An Examination of Sex Differences in Delinquency* found that a low commitment to school and previous experiences of victimization were associated with delinquent behaviour in both boys and girls aged 15 to 17 years. Further, while boys were more likely than girls to report low school commitment and victimization, results indicated that girls may be more sensitive than boys to both factors: among girls, low levels of school commitment and high levels of victimization increased the chances of engaging in delinquency to a greater extent than for boys. Girls reported more property-related delinquency when they had low commitment to school, and both more property-related and violent delinquency when they were the subjects of high levels of victimization.

*Childhood Aggression and Exposure to Violence in the Home* found that children aged 6 to 11 years who witnessed violence in the home were more likely to act aggressively than were other children, after taking into account other important influences such as parenting practices, community and social support available to the parent and child, child emotional problems, and other sociodemographic factors.

**Research Data Centres**

In December 2000, we began a new era in quantitative social sciences in Canada. Statistics Canada, along with our partners in the Social Sciences and Humanities Research Council and the Canadian academic community, opened the first RDC at McMaster University in Hamilton. By April 2002, the network of nine centres was fully operational.

The response of the quantitative social science community has been remarkable. Currently, there are over 300 projects and more than 500 researchers working in the RDCs. The concrete results that are starting to emerge from the program this year include the following:

- Two articles have already been formally released through *The Daily*, with a promise of one major analytical release every two months for the next year.
- Researchers have given us some very valuable

feedback on survey concepts and design, which should lead to improvements in our major data series.

- The first major conference on research conducted in the RDCs was held at McMaster University in September 2003. Two thematic conferences are planned for the next fiscal year: the first, which will focus on health-related research, will take place at the University of Calgary; the second, to be held at the Quebec Interuniversity Centre in Montréal, will focus on questions related to the family. We anticipate that these conferences will yield a number of publications.
- The analytical methods used in many of the research projects are pushing the boundaries of existing statistical techniques. These new approaches to analytical study are the direct results of researchers gaining access to our longitudinal data.
- We are told that the presence of the RDC network has been instrumental in attracting top researchers to Canadian universities.
- One of the goals of the RDC program is to train the next generation of researchers. The fact that almost half the researchers working in the RDCs are graduate students is evidence of progress toward this goal.
- This successful program is helping to build important bridges between the statistical and social science research communities in Canada. Partnerships are beginning to emerge as more interdisciplinary teams are becoming involved in research at the RDCs.

The network continues to expand in a number of directions. First, we have established a research centre where researchers and analysts from federal departments may have indirect access to the microdata files on a cost-recovery basis. Also, in the next six months, two new university RDCs—at the University of Manitoba and the University of Western Ontario—will join the network's ranks. As well, a consortium representing Carleton University, the University of Ottawa and the Université du Québec en Outaouais has also expressed an interest in creating a centre to serve the academic research community in the National Capital Region.

The RDC program is an excellent example of the effectiveness of partnerships and team work. This program is making an important contribution to informing public policy debates and to rejuvenating the quantitative social sciences in Canada.

#### **Household Internet use levelling off**

According to new data released by Statistics Canada in 2003, the growth in Internet use among Canadian

households has levelled off after its surge upwards throughout the late 1990s.

In 2002, an estimated 7.5 million households had at least one member who used the Internet regularly, from home, work, school, a public library or another location. These regular-use households accounted for 62% of Canada's nearly 12.2 million households in 2002, a slight increase from the previous year. This is in stark contrast to the large annual gains made from 1997 to 2001, a period when the proportion of households regularly using the Internet doubled from 29% to 60%.

Rates of Internet use still vary substantially, depending on household composition. However, households that share characteristics such as high income, members active in the labour force, children still living at home and higher levels of education still remain in the forefront of Internet use. Since most households with these characteristics have already adopted the Internet as a part of their daily lives, the capacity to sustain high growth rates has been reduced.

While Canadians still use the Internet mostly for e-mail messaging and general browsing, a growing number of connected households are exploiting this tool for other purposes. Of those households that regularly use the Internet from home, many rely on it to obtain information on their health (64%), conduct research and make travel arrangements (59%), and obtain information from various levels of government (57%). Other uses for the Internet, such as electronic banking (51%) and purchasing goods and services (31%), have also been increasing.

#### **Canadians lead the world in broadband use**

Canadians have emerged as global leaders in the adoption of broadband Internet technologies. Almost half of regular home users and about 6 out of 10 businesses with Internet access use broadband, according to a comprehensive new study of high-speed Internet access released in September 2003.

Overall, take-up rates in the household and business environments place Canada among the world's leaders in broadband use, ranking second per capita only to South Korea among countries in the Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD).

In 2001, the over 2.8 million households with broadband connections to the Internet accounted for 49% of all Canadian households regularly using the Internet from home. Interestingly, household broadband use increases from east to west. In British Columbia, 61% of those households regularly using the Internet at home were connected using broadband, compared with only 39% in the Atlantic provinces.



In 2002, for the first time, the majority (58%) of businesses in the private sector accessed the Internet using broadband. However, its use was unevenly spread across the different types of businesses. About 84% of large firms using the Internet had high-speed access, compared with 71% of medium-size firms and only 56% of small firms.

As of July 2003, 86% of the Canadian population lived in communities where broadband access was available by cable or digital subscriber line (DSL) networks, so there is still more scope for the take-up levels to increase.

### **Canada becomes an information society**

The compendium *Canada's Journey to an Information Society* was released in December 2003. It drew together data from many divisions at Statistics Canada and the analysis, including contributions from other government departments, made it a timely and useful document. It was a significant contribution by Statistics Canada to the World Summit on the Information Society, held in Geneva in December 2003.

The computer and telecommunications (CT) industries shed over 10% of their employment—almost 80,000 jobs—in a brief two-year period following the well-documented collapse of the 'dot.com' craze in 2001. Employment in the industry has now stabilized and, while year-over-year salary gains are still modest, jobs in this sector remain among the highest paid in the economy.

Not surprisingly, there is an ongoing shift to higher-skill jobs. Low-skill occupations made up 20% of employment in the CT industries in the first quarter of 2001, and only 17% two years later. Over the same period, the proportion of occupations requiring college education or more increased from 80% to 83%.

### **More timely annual business statistics**

The Unified Enterprise Survey Program provides detailed annual financial and other data (such as commodities) for approximately two-thirds of the Canadian economy, including the retail and wholesale trade and manufacturing sectors and a large number of service industries. In the recent past, the statistics for these complex and highly detailed business surveys referred to data from a reference year up to two years earlier. These outdated data were a source of some embarrassment to the Agency. Now, their timeliness has been significantly improved, with virtually all major annual surveys releasing data for reference year 2001 in March and April of 2003—some 15 months after the reference period. This is 9 months earlier than before for many of the surveys involved.

These surveys provide the information (by commodities produced and inputs used) that forms the basis of our input-output tables, which in turn provide the structural underpinning for the national accounts. The earlier this information is available, the more likely it is that our income and expenditure accounts will be reliable since these accounts will be based on more up-to-date information about the structure of the economy.

### **Reduced response burden in annual business surveys**

A number of initiatives were undertaken to reduce respondent burden for the Unified Enterprise Survey. Starting with reference year 2002, we eliminated the need for some 4,000 small businesses to complete UES surveys by estimating their information through tax data. The strategy of focussing collection activities on businesses with the highest revenue impact eliminated the burden associated with follow-up for many of the smaller businesses. We also significantly reduced the UES questionnaire to only 4 to 12 pages from 12 to 24 pages in length.

To further facilitate responses, UES questionnaires for reference year 2002 were mailed earlier to businesses in order to coincide more closely with their fiscal year-ends, when their accounting records are more readily available. In addition, the Key Provider Manager (KPM) Program has been expanded to provide personalized one-stop assistance and response co-ordination services to the 150 largest and most complex Canadian businesses. To facilitate survey completion and to respond to the high demand from KPM companies, electronic questionnaires have been developed for all UES surveys.

### **Use of tax data in business surveys**

Significant progress has been achieved in making greater use of tax data for annual business surveys. Survey data are increasingly replaced with tax data, either by substituting tax data for survey collection, or through their use in imputing for survey non-respondents. Most importantly, this initiative is resulting in response burden reduction for smaller enterprises. Over 50% of the 'simple' businesses—those that operate in a single province and conduct all their activities in the same industry—that were previously in survey samples will no longer be receiving an annual survey questionnaire.

However, the move toward tax data requires overcoming two problems. First, financial data, as we currently collect them, do not line up neatly with the information that businesses report to tax authorities. This problem is currently dealt with via the initiative of the 'chart of accounts' (COA), a statistical standard that allows us to map the financial performance measures that

## Eastern Region

by Guy Oddo, Director

The new Eastern Region merges the Quebec and Atlantic regions and their three regional offices—Montréal, Halifax and Sherbrooke. I must give special credit to **Joanne Hughes**, Director of the former Atlantic Region, whose strong support helped us reach our goals. As well, the staff of the three offices rose to the occasion and brilliantly overcame the challenges that this new structure presented.

### Survey Operations

**Jill Bench**, of the Atlantic Region, became Assistant Director of Survey Operations of the Eastern Region. She moved to Montréal and initiated the steps she considered essential for the merging of the two teams. She appointed two people, one in each office, to organize a meeting of all program heads in the Eastern Region. This meeting allowed all the people involved to become better acquainted and to share best practices. It also showed that two unique teams could join forces to create a strong, dynamic team better able to resolve problems. Jill plans to organize a similar meeting for the project supervisors; meanwhile, she has invited them to tour the other offices.



Guy Oddo

When we proceeded with integrating the activities of the new region, everyday operations were not affected. Large household surveys such as the Canadian Community Health Survey, the Survey of Household Spending and the International Adult Literacy Survey were handled with success. For those involved with business surveys, the transfer from the CASES to the BLAISE system required the staff to adapt quite a bit. Staff at the telephone survey centre in Sherbrooke moved to a more spacious location without interruption.

### Advisory Services

**Denis Boudreau** of Montréal and **Andrew Maw** of Halifax, assistant directors in Advisory Services, worked together to merge the two services. The new framework advanced the networking already under way within Advisory Service teams across the country, as well as the reorganization of each of these teams after the National Contact Centre was established in Ottawa. Employees from Marketing and from Electronic and Personalized Products and Services (EPPS) met to exchange best practices. Thanks to the Marketing team's effective approaches to clients, they surpassed their sales goals for the dissemination of census data.

### Communications

The Census Communications Program, initiated in 2002, maintained its visibility throughout the year, particularly with the community press. Communications activities for the former Quebec and Atlantic regions were integrated for respondent relations and

Aboriginal relations. This initiative was very well received by the other regions and by the members of the Regional Operations Division. A new Aboriginal relations team was recruited and it is organizing meetings with many tribes concerning the Aboriginal Statistical Initiative.

In education, thanks to our partnership with Reach for the Top, questions involving Statistics Canada data have been added to this secondary student tournament. I am very proud of this visibility among youth.

### 2004 Census Test

The Eastern Region is responsible for two-thirds of the sample for the census 'dress rehearsal' that will take place in 2004. This is a huge challenge. To date, community canvassing activities have been managed successfully and the recruitment of canvassers for the test in May 2004 has already begun.

### Informatics Management Services

**Yves Lachance** and **Gerry Shortt**, managers of Informatics Management Services have united their forces to integrate their respective teams in line with the national model. They have produced a complete review of service delivery methods and have aimed at

elaborating service agreements with every section that they cleared away. The HR services of Informatics and Finance were integrated. In all cases, better practices were the goal, increasing the quality and speed with which services are rendered. I can say without hesitation that this integration has proven to be a model of flexibility.

### Special mention

I'd like to emphasize the exceptional work of all the employees on the Eastern Region team during two difficult events—the electrical power failure in Ontario and Hurricane Juan in Nova Scotia.

At the time of the blackout in Ontario, Eastern Region staff showed exceptional diligence in assuring that the Labour Force Survey results were released in spite of difficult conditions. As well, they attached a message on the website and added a telephone message to the 1-800 number informing the public that as a result of the blackout, regular service would not be provided.

In the case of Hurricane Juan, the employees in Halifax displayed remarkable courage and availability during truly difficult conditions. I'd particularly like to highlight the efforts of those who took exceptional measures in finishing tasks they considered essential in their work environment.

I am greatly impressed with the solidarity and devotion of staff of the new Eastern Region.



businesses normally keep into the economic variables required by Statistics Canada to describe the performance of the economy. We are making progress here as all annual business surveys are scheduled to be COA-compliant by reference year 2005. The advantages of using the COA include harmonization of questionnaire content across all our business surveys and ensuring the compatibility of the content for both the demand side (such as needs of the System of National Accounts) and the supply side (tax reporting and record-keeping practices of businesses). This should, therefore, improve the quality and timeliness of the information we receive, reduce collection and processing costs, and reduce respondent burden.

The second problem is that, for purposes of the input-output tables, we need to collect the commodities that businesses use as inputs to their production, as well as the commodities that they produce. Unfortunately, this type of information is not available from the tax data. To overcome this problem, we collected a reduced set of commodities from a small subsample of small businesses. Based on the subsample, we imputed the corresponding details for the businesses where the information was not collected. To date, we have made significant progress in this area; a pilot survey for the food processing industry using a simplified one-page questionnaire is currently underway.

### **New data on energy consumption in Canada**

We have put in place the basic building blocks to calculate greenhouse gas emissions and help monitor progress towards reaching Kyoto targets. In October 2003, the Agency released energy use estimates by industry for 1990 (the Kyoto base year) and the period 1995 to 2002. Among the analytical findings revealed by the energy balances were the following:

- Overall, energy consumption in Canada increased 18% from 1990 to 2002. Energy use declined in 1998 and in 2001.
- The consumption of the three main fossil fuels—natural gas, refined petroleum products and coal—increased almost 20% from 1990 to 2002. However, consumption of natural gas increased at a much faster rate (23%) than the others. Natural gas consumption results in less carbon dioxide production than does the equivalent energy content from coal or fuel oil.
- From 1990 to 2002, Canadians increased the consumption of energy for their cars, trucks and other forms of transportation twice as fast as the country's industries did.

### **Quarterly balance sheet accounts**

For years, Statistics Canada has published annual estimates of Canada's national wealth and international investment position. However, some very important clients of the Canadian statistical system—notably the Bank of Canada and the International Monetary Fund (IMF)—have told us that the statistics would be much more valuable if they could be made available quarterly rather than annually.

Effective as of the first quarter of 2003, the national balance sheet accounts (the part of the National Accounts that records the wealth and financial position of the country) are now published on a quarterly basis. Over the past couple of years, the Agency has been directing a portion of its marginal discretionary resources to meet this objective. Already the quarterly balance sheets have provided us with these important insights:

- Over the first and second quarters of 2003, the business sector took advantage of strong profits to further restructure balance sheets to such an extent that the debt-to-equity ratios for the business sector fell to a level not seen since the 1970s. While business investment activity remains weak at the moment, at least it can be said that the greatly improved liquidity in the business sector is laying the foundation for a healthy pick-up in future capital spending.
- As a significant part of the foreign-held debt of Canadian businesses is denominated in U.S. dollars, the extraordinarily rapid appreciation of the Canadian dollar—more than 14% since the start of 2003—has helped with the restructuring of the balance sheets. The appreciation has lowered the effective cost of this debt quite dramatically.
- At the same time, the currency appreciation has adversely affected pension and mutual funds, which typically hold significant quantities of assets in U.S. dollars. This serves to weaken household asset positions and make it more difficult for corporate pension funds to meet their liabilities. The impact on Canadian families is augmented by the fact that households generally have added to their outstanding debt quite significantly this year. These developments have left household balance sheets vulnerable.

### **Canada–United States national accounts comparison**

In the winter and spring of 2003, the National Accounts and Analytical Studies Field conducted a special study comparing, in some depth, the national accounts of Canada and the United States. The study was done with

the full co-operation of our American colleagues at the Bureau of Economic Analysis in Washington.

The United States and Canada both have highly developed systems of national accounts and follow international standards fairly closely. Nevertheless, the study found some interesting and significant differences that affect the comparability of some of the statistics.

For example, the study revealed an important divergence in the way industrial production is measured. Canada measures the net output (value added) of an industry exclusive of any indirect taxes that may be levied on the goods and services it buys or sells. This approach is the one recommended by the international standard for systems of national accounts. In the United States, by contrast, industrial output is measured inclusive of indirect taxes. The American method yields higher dollar levels for output by industry, particularly in trade industries where sales taxes are often applied. This has important implications for comparisons of industrial productivity levels, among other things.

Another example is the size of the government sector in relation to the gross domestic product (GDP). The study uncovered a number of measurement differences in this area, of which the most important is the treatment of universities and hospitals. In Canada, these establishments are part of the government sector; in the United States, they are treated as part of the non-profit sector. This and other measurement differences make the output of the government sector appear to be relatively higher in Canada than in the United States. The published national accounts estimates of the two countries indicate that about 16% of the GDP is attributable to the government sector in Canada, compared with about 10% in the U.S. This gap would likely be narrower if the definitions and measurement methods were brought into line.

These are just two examples of the findings revealed in this study. Now that these differences are well documented, we and our American counterparts have started to consider how the gap might be narrowed to achieve greater convergence. The OECD made the study available to other nations as a model for intercountry comparisons.

### **International Monetary Fund reviews the Agency**

In late January 2003, a team of six experts from the IMF visited Statistics Canada for the purpose of assessing Canada's compliance with the Fund's Special Data Dissemination Standard. The standard was newly established in the late 1990s and Canada's representative on the IMF Board at the time, the Honourable Paul Martin, was an enthusiastic proponent of the initiative.

The standard refers to several dimensions of statistical quality, such as timeliness, coverage and accessibility. It aims to provide guidance to IMF member countries, primarily regarding economic and financial statistics. However, the standards actually go much further and prescribe fundamental rules of behaviour for well-functioning statistical offices. Adherence to the standard is voluntary and the IMF monitors compliance through visits to subscribing member countries and regular scanning of their websites.

The IMF team members visited Statistics Canada for two weeks, during which they read our documentation, met with staff and asked numerous questions. At the end of their visit, they presented us with a draft report and its verdict was very positive. It was clear that the IMF team was highly impressed by the quality of our programs and staff. The following quotations are from their report:

"Statistics Canada, which is at the heart of the statistical system ... demonstrates awareness of quality as the cornerstone of statistical work. Statistics Canada's *Quality Assurance Framework* now anchors the management of quality across all programs and at all levels. It is a commendably complete and effective example of quality assurance practice."

"Both agencies [Statistics Canada and the Bank of Canada] provide assurance of professionalism; the public trusts their statistics to be objective. They are transparent in their policies and practices, and they provide guidelines on ethical conduct for their staff."

"All macro-economic datasets get high marks for accuracy and reliability. Source data are adequate, statistical techniques are sound, and assessment and validation of source data and outputs are thorough."

"Canadian macro-economic statistics are relevant and available on a timely basis with good frequency. They are notable for the consistent framework—the Canadian System of National Accounts—within which the national accounts, balance of payments, and government finance statistics are disseminated."

The report contained a few specific though rather minor recommendations that we are now implementing. The final report, including the recommendations and Statistics Canada's response, can be found at [www.imf.org/external/pubs/ft/scr/2003/cr03328.pdf](http://www.imf.org/external/pubs/ft/scr/2003/cr03328.pdf)

### **Treasury Board reviews expenditure management**

The government announced in its 2003 budget that the Treasury Board Secretariat (TBS) will now be mandated to undertake cyclical expenditure management reviews directed at all departments, agencies and programs.



These reviews would be both horizontal, covering selected cross-departmental issues, and vertical, dealing with specific departments or agencies. The reviews are aimed at ensuring that government programs continue to be relevant and effective in delivering results to Canadians.

The topics for the first wave of reviews for 2003/04 included the following:

- *Horizontal reviews:* biotechnology, small cultural Crown corporations' capital/custodian assets, common infrastructure and service delivery, and public security and anti-terrorism.
- *Vertical reviews:* Public Works and Government Services Canada (PWGSC), Department of Fisheries and Oceans, Justice Canada, and Statistics Canada.

The Statistics Canada review was formally launched in June 2003 and completed the following November. Its findings are quite positive. We got top marks for our overall management practices, including planning, human resources and finance. The report recommends that the "Agency's practices—human resources; strategic and operational planning and budget re-allocation processes; program evaluation—be shared as best practices/possible models for the TBS Management Accountability Framework implementation."

The report underlines our high relevance to Canadians, indicating that the "Agency has well-established processes aimed at maintaining relevance of its activities and balancing priorities of users." It also states that because some 93% of our base budget relates to legislative, regulatory and contractual obligations, Statistics Canada has "limited flexibility for significant re-allocation and/or to deliver on significant new information requests."

The report covers our relationship with other federal departments and agencies under three areas: cost recovery, access to microdata, and our role in research and analysis. In short, the report encourages Statistics Canada to continue current efforts at further opening the lines of communication and consultation with other federal departments and agencies. With respect to the Census of Population funding process, the report recommends that TBS develop a more coherent funding process with a more timely TBS decision on interim funding, as well as earlier Cabinet engagement on the scope and the overall budget of the census.

### **Analytical insights and products**

#### **Analytical activity increases significantly**

The second year of the Economic Analysis Initiative took important steps toward improving economic analysis in the Business and Trade Statistics (BTS) Field.

The Agency's promotion of the value of analytic work and thinking has resulted in increased production of short articles about the economy. There are now champions to promote analysis within most divisions of BTS and the System of National Accounts (SNA), each of which is now committed to publishing at least one analytical paper per year, and many to two and more.

Also, the *Analysis in Brief* series, a free online dissemination vehicle, was launched in November 2003. It provides a communication medium for these short articles, which are written in a style that journalists, students and the general public can easily grasp.

#### **Mad cow disease and Canada's trade in beef**

Prior to May 20, 2003, Canada was the third largest exporter of beef in the world: in 2002, Canada's export market for beef amounted to about \$4.1 billion. Then a single breeder cow in northern Alberta tested positive for bovine spongiform encephalopathy (BSE), or mad cow disease. The impact was swift and devastating: within hours, most nations had imposed a ban on Canadian beef products. The value of Canadian beef exports dropped to virtually zero and remained there through June, July and August.

*Mad Cow Disease and Beef Trade*, published in November 2003, was the first release in the *Analysis in Brief* series and a major media success. It traces in detail the imports and exports of Canadian beef products throughout the early days of the beef export ban. It focusses on the U.S. market, where Canada normally exports 90% of its beef products.

#### **Gender balance of employment in rural and small town Canada**

While rural and urban men have almost identical full-time employment patterns, women in rural and small town areas have strikingly different employment patterns from urban women. "Gender balance of employment in rural and small town Canada," released in February 2003, suggests that rural women's apparent 'lag' in employment behind their urban counterparts reflects lifestyle preferences, not failure to keep up.

Women, both urban and rural, tend to work part time more than men do; also, a greater proportion of rural than of urban women work part time (30% versus 22%). For most rural women, part-time employment is voluntary—two-thirds said they did not want full-time work. However, most urban women who work part time do so because of a lack of full-time job opportunities.

### **Literacy of 15-year-olds in rural and urban areas**

"Understanding the rural-urban reading gap," released in February 2003, analyses the factors that underlie differences in the reading skills of Canadian rural and urban 15-year-olds. Students from urban schools performed significantly better in reading than did students from rural schools. The rural-urban gap was particularly large in Newfoundland and Labrador, Prince Edward Island, New Brunswick and Alberta.

Although rural students were more likely to come from families with lower socio-economic backgrounds, this factor did not explain the disparity in reading performance. Neither did differences in schools: for the most part, rural and urban schools are similar. The observed difference between rural and urban reading performance was found to be most strongly related to community differences, especially in the nature of the work and education level of adults. Relative to urban communities, rural communities were characterized by an adult population with lower education levels and fewer jobs. These jobs had, on average, lower earnings and were less likely to require a university degree.

### **Low-income rates on the rise among immigrants**

*The Rise in Low-income Rates Among Immigrants in Canada*, released in June 2003, found that low-income rates almost doubled from 1980 to 1995 among recent immigrants (less than five years in Canada), then fell during the strong recovery of the late 1990s. However, when focussing on outcomes at business cycle peaks (1980, 1990 and 2000), the study found that low-income rates rose continuously for each successive cohort of immigrants. The widespread increase encompassed all age, language and education groups and all family types, as well as most major source regions (notably, Africa and Asia). Consequently, the rise in low income was not primarily due to the changing composition of the recent immigrant population with respect to language, source country, family type or age. One positive sign in this negative picture is that the most recent immigrants appear to approach the Canadian average income level faster, although at entry, they have even higher rates of low income than those who arrived earlier.

Over the past two decades, low-income rates have been falling among the Canadian-born but rising among immigrants. In Toronto, Montréal and Vancouver, the rise in low-income rates from 1990 to 2000 was entirely concentrated among immigrants.

### **Employment and ethnic neighbourhoods**

The question of whether ethnic neighbourhoods facilitate or impede the integration of immigrants into Canadian

society has significant implications for immigrant settlement policies. Visible minority neighbourhoods are on the rise in Toronto, Montréal and Vancouver, Canada's three largest cities, because of immigration patterns over the past 20 years.

*Visible Minority Neighbourhood Enclaves and Labour Market Outcomes of Immigrants*, released in July 2003, examines the effect on employment in these cities of living in neighbourhoods where at least 30% of the population is from a single visible minority group. The number of such neighbourhoods increased from 6 in 1981 to 142 in 1996, and then to 254 in 2001, mostly as a result of Chinese and South Asian immigrants in Toronto and Vancouver.

With respect to the economic integration of immigrants, living in ethnic neighbourhoods appears to have had little impact on labour market outcomes for Chinese immigrants, but the impact has often been negative and strong among Black immigrants. However, relatively few Black immigrants live in visible minority neighbourhoods, simply because there are not many Black neighbourhoods in Canadian cities.

### **Low-income and stressed neighbourhoods**

Statistics Canada has undertaken a major study of trends and conditions in Canadian census metropolitan areas (CMAs). *Low-income and Stressed Neighbourhoods in Canadian CMAs, 1980-2000*, the first of 11 proposed reports, examines after-transfer, before-tax income in 27 Canadian CMAs.

This study found falling low-income rates in most CMAs. Toronto and Vancouver were notable exceptions, where falling incomes at the 10th percentile were reflected in rising low-income rates of 12% in Toronto and 23% in Vancouver.

Recent immigrants, Aboriginal people and single parents had much higher rates of low income than others. This fact, along with a general increase in CMA populations of recent immigrants and Aboriginal people, has placed upward pressure on low-income rates in some CMAs. Recent immigrants are the most important factor behind the rise in low income in Toronto and Vancouver; low-income rates among the Canadian-born fell in these cities. The impact of Aboriginal people was most important in western CMAs such as Winnipeg, Saskatoon and Regina, where many Aboriginal people reside.

### **Family income and postsecondary participation**

Are steep increases in university tuition fees making higher education in Canada the domain of students from



well-to-do families? *Family Income and Participation in Postsecondary Education*, released in October 2003, found that people coming from higher-income households continued to attend universities at higher rates, but there was no evidence to suggest that the correlation between family income and postsecondary participation had increased from the late 1980s to the late 1990s (the period covered by the study). In the late 1990s, individuals from families with incomes over \$100,000 were approximately twice as likely to attend university as their counterparts from families with incomes under \$25,000, but this gap in university participation did not increase during the preceding decade. If anything, it narrowed because the rate of participation among lower-income families increased significantly.

The gap in university participation between low- and high-income families rose during the early 1990s, but declined in the later 1990s. During the period covered by this study, there were changes to the student loan program that raised the maximum allowable loan. Average student borrowing increased in all provinces except Quebec by about 50% with the change in the loan program, and the number of students receiving loans also increased. Tuition fees rose during this era.

#### **New information on the exit and return of Canadians**

There is considerable interest in the out-migration of Canadians to other countries, particularly in terms of the 'brain drain' issue. Recent research sheds light on the extent and nature of the flows of Canadians to other countries, as well as their patterns of return, from 1982 to 1999. The major findings include the following:

- Overall, 0.01% of the adult population leaves the country in any given year.
- Emigration rates have largely followed the business cycle, declining in the 1980s, turning up toward the end of that decade, rising through most of the 1990s, then dropping as the Canadian economy gained strength in the last years of the 20th century.
- Emigration rates decline with age, except for the very youngest. These rates are much lower for francophone Quebecers. They are higher in bigger cities; they are higher for couples with children and singles than for childless couples; and they are much higher for those at higher income levels, thus lending some support to the brain drain hypothesis. The emigration rate for men who earn more than \$100,000 is six times higher than for men with mid-range incomes (\$30,000 to \$60,000), after controlling for age, family status, province and language. The results for women are similar but not as extreme.

- For a small but significant minority—those who leave then return after some time—the return rate is 14% to 15% after five years away from Canada, and about 19% after 10 years.
- There was a substantial upward trend in return rates from 1992 onward, with the numbers indicating an approximate doubling of return rates from 1992 to 1999.
- Like departure rates, return rates are significantly higher for those at higher income levels. Among men earning more than \$100,000, the return rates are roughly 1.4 times those for men with mid-range incomes of \$30,000 to \$60,000.

In short, a small proportion of the population emigrates from Canada every year; however, this is not an upward trend, and increasing numbers of these emigrants eventually return to Canada.

#### **'New economy' industries**

In May 2003, Statistics Canada released *Growth and Development of New Economy Industries*, a report investigating the industrial dimensions of the new economy. The study focussed on patterns of long-run growth in two innovative sectors: information and communications technology (ICT) industries and so-called science-based industries—those that spend intensively on research and development and have a high percentage of their work force in professional and scientific occupations.

The report revealed that long-run productivity gains in high-tech companies were more heavily concentrated among manufacturing firms than among those engaged in providing services. Even after controlling for differences in capital intensity, ICT manufacturing showed a large productivity advantage over high-tech services. Over the 16-year period from 1981 to 1997, multifactor productivity in ICT manufacturing more than doubled, rising an average of 5.2% a year. By contrast, multifactor productivity grew 0.8% a year in the computer and telecommunications services industries over the same period.

This productivity advantage in manufacturing also characterized other parts of the new economy. Science-based goods industries, which include many heavy manufacturing industries such as petroleum products, aircraft industries, industrial chemicals and pharmaceuticals, also registered sharp productivity gains during the 1980s and 1990s. From 1981 to 1997, multifactor productivity grew by more than 2.5% annually, substantially faster than in any of the high-tech service industries studied.

The report also stressed that innovative sectors such as ICT and science industries were not the only examples of outstanding performance in Canada's new economy. About one-third of industries that were not classified as either ICT or science-based had rates of long-run productivity growth that were higher than those in the ICT sector. And certain industries, including a cluster of motor vehicle industries, surpassed the ICT sector across a range of production and performance indicators. These findings have two major implications. First, the high-tech transformation of Canadian industry is not just about growth in the ICT sector; many industries, both new and old, are benefiting from the technological revolution. Second, while much has been made of the move to a services-based economy, the long-run productivity gains in high tech are the largest in manufacturing.

### **Self-employment and growth in labour productivity in Canada and the United States**

Analysts have been concerned for some time with the gap in labour productivity growth that developed in the 1990s between Canada and the United States. *The Impact of Self-employment on Labour Productivity Growth: A Canada and United States Comparison*, published in August 2003, explores whether the productivity gap arose from differences in the labour markets of the two countries. Indeed, the United States did not experience the dramatic expansion of self-employment in the Canadian economy that took place over the period 1987 to 1998.

This paper shows that the self-employed in Canada experienced weak productivity growth in Canada over the decade. This, together with a fast increase in the number of self-employed, resulted in dampening the overall growth of total business sector labour productivity in Canada. By contrast, the growth in the net income of the U.S. self-employed has actually outpaced overall productivity growth in the business sector throughout the 1990s. Almost all of the difference in labour productivity growth between Canada and the United States in the 1990s can be attributed to the greater growth of self-employment in Canada and its poorer income performance. Understanding the factors behind our lower productivity performance is the first step in trying to remedy the problem.

### **Dissemination**

#### ***The Daily***

The dedicated team from Communications and Dissemination divisions has successfully maintained *The Daily's* traditional publishing record, ensuring its appearance on the home page of our website every

morning, even during the electrical breakdown that closed the Agency for six days in August 2003.

*The Daily* has been further improved through the following new features:

#### *Links to definitions, data sources and methods*

These now appear for each *Daily* release to assist readers in accessing the underlying survey metadata. This initiative has had the indirect benefit of significantly increasing the quality of our meta-information holdings since survey managers pay more attention to keeping the information up to date.

#### *Subscription by subject*

Since 1996, Statistics Canada has offered an electronic subscription service for *The Daily*, via a listserv. This currently provides the complete *Daily*, in plain text format, to some 9,000 subscribers. To better meet the needs of clients who have only specific areas of interest, however, we have introduced a service that offers clients a choice of 27 subject areas to select. Subscribers receive advance e-mail notice of new releases and products in their selected subject areas. We now have almost 3,000 subscribers to this new service. Surprisingly, there has been little migration from the listserv to *The Daily* by subject, and both client groups continue to grow.

#### *Gateway to detailed analysis*

While a primary goal of *The Daily* is to serve the media with concise, analytical releases targeted to attract media coverage and minimize any misinterpretation of the data, its role as the vehicle of official release for all Agency information requires that it serve more than this one specialized audience. To better accommodate the needs of a diverse readership, author divisions are increasing their use of the gateway model introduced with the 2001 Census releases. Using this model allows divisions to produce media-oriented summary analyses in *The Daily* linked to companion electronic documents that provide more complex analysis for their more sophisticated users.

### **CANSIM**

The number of time series stored in CANSIM as multidimensional tables continues to grow. Last year saw another significant increase in the number of tables and time series accessible through CANSIM. An additional 5.2 million time series brought the total number of time series in CANSIM to over 18 million at present, compared with 0.8 million in 2001. This has allowed subject matter divisions to make much more detailed data available than would be possible through publications, and to publish in a more efficient and timely manner.



## Publishing from CANSIM

Since April 2000, starting with *Retail Trade*, tables of selected publications have been generated automatically from CANSIM through a system called 'dynamic publishing.' Currently, 26 publications are produced regularly through this method, which has improved the timeliness of their release and reduced authoring costs. Over the last 18 months, Dissemination Division has developed an even more powerful publishing system called 'smart publishing.' Dynamic publishing automated only the production and composition of statistical tables from CANSIM; other publication parts—such as text, graphs and title pages—were created through other systems and then added manually. Smart publishing provides a complete and integrated workbench that allows the creation, assembly and composition of the entire publication—including all tables from CANSIM, charts driven from data tables, text cut and pasted from other text processing software, and 'tombstone' information such as technical and methodological notes—from a database designed for this purpose. This new system provides automated templates that authors can use to compose an entire publication in both official languages, once the design and content layout have been determined. Smart publishing reduces the development effort previously required to produce separate paper and electronic outputs for each issue. Five subject matter areas have undertaken smart publishing, and two publications—*Canada's International Investment Position and Shipping in Canada*—have been released so far. Many divisions have expressed interest in converting the production of their publications to this new and efficient publishing tool.

## Website traffic and user satisfaction on the rise

Our website continued to grow in size and traffic as the principal channel for disseminating our information and communicating with Canadians. On a typical day, there are now over 30,000 visits and over a million information items accessed. We estimate there will be over 10 million visits to the site this fiscal year, up from 8.4 million in 2002/03 and 6.1 million in 2001/02, respectively. The average length of site visits has grown from 14 to 17 minutes over the past year.

A November 2002 survey of our visitors showed an overall rate of satisfaction with our website of 79%, compared with 71% three years earlier. As well, the percentage of all visitors who come daily increased from 18% to 30% in the same time span.

## Canada e-Book

In response to market research studies, we have introduced the *Canada e-Book*, an online version of the

*Canada Year Book* that integrates articles, charts and photos as a complement to our *Canadian Statistics* tables. Based on the latest edition of the *Canada Year Book*, the interactive *Canada e-Book* is updated dynamically as new information becomes available. This new publication has significantly enhanced the information that the Agency offers free of charge on its website. Since its launch in May 2003, the *Canada e-Book* has attracted over 330,000 visitors, who have accessed some 1,060,000 pages.

## Revenue from products and services

In sales of products and services, our revenue generation performance continues to be strong. These sales are projected to be \$12.2 million this year. This is about the same as last year and represents quite an achievement because we are now making much more of our information available as a public good via our Internet site. More public-good information is being supplied across the board, particularly by the census, where we have made available approximately three times as much information without charge from the 2001 Census as for the 1996 Census. I am pleased by both these achievements.

As expected, we are seeing sales of print products decline and some steady gains in our sales of electronic publications and CANSIM from our Internet site. As well, there are continuing strong sales of custom services, especially by our Advisory Services offices, whose total revenues will top \$6.2 million this year. The census is, of course, a major contributor to our strong sales. We project that by the end of March 2004, we will have generated \$5.6 million in sales or almost 60% of the five-year census business plan.

I continue to emphasize the importance of recovering the cost of our dissemination activities. Without these revenues we would have to provide a substantially lower level of service to Canadians or cut our programs.

## Census at School: new international project

Statistics Canada is participating in the online Census at School project, which helps raise the level of statistical understanding of students. In this international classroom project, students aged 8 to 18 years gather simple data about themselves online. These data become part of national and global databases for teachers and students to use with a variety of subjects in school. Census at School, which began in the United Kingdom in 2000, also includes participation from schools in Australia, New Zealand, South Africa and, most recently, Canada.

Some of the questions on the Canadian survey are common to all participating countries; others were developed in Canada by an interprovincial teacher

advisory board. Students answer general questions about such topics as their height, the time it takes to travel to school, the breakfast foods they prefer, and their favourite subjects at school. Responses remain anonymous. Once students have completed the online survey, the teacher can obtain the class results in the form of a spreadsheet to use in teaching. Information from the international database can also be downloaded to make comparisons.

Students benefit from being involved in the collection and analysis of their own data. They experience what a census is like and are motivated to learn how to produce and interpret statistics that concern their own lives.

### **Improving our metadata**

Metadata—information about our statistical data—are essential for interpreting the statistical information that we release. This year, we completed the first independent measurement of the quality of the metadata contained in our integrated metadatabase (IMDB), an exercise we plan to conduct regularly. While this showed that considerable progress has been made in improving the quality of the metadata published on our website, it also served to highlight that there is still work to be done.

Significant IMDB updating activity occurred throughout the year. The Business and Trade Statistics Field, in partnership with Standards Division, completely revised and improved the metadata for all the surveys it conducts, representing half of the Agency's 400 or so active surveys. Over an eight-month period, more than 100 authors and survey managers from all across the Business and Trade Statistics Field worked closely with a small co-ordination team to review and rewrite 190 IMDB records. These records are now complete, readable, informative and coherent across all surveys.

### **Power outage**

In August 2003, the Agency experienced an unusual series of disruptive events. From the initial failure of the electrical grid in Ontario, to the week of strict energy conservation, to the outbreak of a computer virus that threatened our network stability, it was a challenging time. Despite the closure of our Ontario offices for six full working days, we continued to meet our key commitments and maintain our reputation for quality and service through the co-ordinated efforts of our staff across the country. Thanks to the dedication of many people working to high standards and often under very trying conditions, we were able to maintain building security and safety, protect our networks, continue our critical data collection activities and publish our leading economic indicators in *The Daily* every single weekday throughout that period.

We did more than just meet the challenge of the power outage and its subsequent conservation period. On October 30, 2003, after the rapid addition of a supplementary survey to September's Labour Force Survey, we were able to publish an analysis of the impact of over 26.4 million work hours lost in Ontario and Gatineau, Quebec as a result of this event. This article received widespread coverage in the media and demonstrated our continuing ability to provide timely and relevant information.

## **Operations and infrastructure**

### **New collective agreements**

On October 31, 2003, Statistics Canada and the Public Service Alliance of Canada reached a tentative settlement for the first collective agreement on behalf of the Statistical Survey Operations (SSO) interviewers and senior interviewers who work primarily from their homes—the field interviewers. The agreement, which at the time of writing is being submitted for ratification vote by the interviewers, is a four-year deal ending on November 30, 2004.

In November 2003, a settlement was also reached with the SSO office interviewers and senior interviewers and is also sent for ratification. This would mark the fourth collective agreement for the office interviewers and it covers a three-year period that ends in November 2004.

These agreements came after long negotiations and some work disruptions. I am proud of, and grateful for, the professional manner in which both sides behaved throughout this difficult period. I am particularly pleased that we came to a fair and mutually acceptable resolution that allows the Agency to maintain its work program within financial parameters sustainable for our clients and us.

### **Electronic data collection**

Statistics Canada has developed an electronic data reporting (EDR) option for 22 monthly, quarterly and annual surveys. It was offered to 8,000 respondents to these surveys. The total number of respondents to these surveys is 25,000, and EDR will be progressively offered to most of them. In addition, electronic questionnaires were developed for two special surveys—the Survey of Information Technology Occupations and the Information Communication Technology in Schools Survey—and offered to 70,000 respondents. In the first year of production, roughly 30% of all those who were offered an EDR option for their survey chose to accept this method. This initial take-up rate is encouraging and we expect it to increase over the next year as we expand our offer and refine our communications strategy to promote this collection method.



## National Capital Region

by Iain McKellar, Director, Advisory Services Division

### Help line

At Advisory Services Division (ASD) in the National Capital Region, we have experienced extensive changes over the past year. In April 2003, the Electronic Products Help Line moved to ASD from Marketing Division. Now operating under the new name of Testing and Support Services Unit (TASS), the help line is widely recognized within Statistics Canada as the Agency's primary external technical help desk and one-stop shop for testing new products and applications. The TASS team, managed by **Lucie Desjardins**, has been a tremendous addition to ASD. They have helped us improve the quality of our services by allowing us to share their best practices, technology and resources and enabling us to provide relevant information and feedback to the divisions about the enquiries we handle.

### Handling enquiries more efficiently

Faced with a large increase in the number of e-mail enquiries and a small increase in the number of officer-handled telephone calls, ASD had to review the efficiency of its decentralized approach to managing client enquiries. Our statistics show that, on average, it takes three to four times longer to handle an e-mail enquiry than a telephone enquiry. As a result, the enquiry load on the staff was rising more quickly than the gross figures indicated. When we combined this factor with the regions' outdated telephone systems, we realized we had to come up with a new, more productive approach to service delivery.

The National Contact Centre (NCC), which opened mid-April 2003 and was fully operational by June, has provided a solution to this problem. Thanks to **Robert Monet** and his team, the NCC was delivered on time, on budget and without disruption of service to the public. In only four months, we hired and trained 12

new data dissemination officers (DDOs), fully renovated the office, acquired new space in the Main Building, and purchased and installed a new telephone system. **Greg Larose**, **Donald Marcellus** and **Nicole Nuttall** were all instrumental in helping set up the new office and infrastructure. **Carmel Forbes** co-ordinated DDO training, which involved information exchanges with the other regions and the participation of many subject-matter divisions. Open daily from 7:00 a.m. to 7:30 p.m., the NCC is now handling telephone calls, e-mails, and faxed and mailed enquiries from across the country and around the world.



Photo: Lynn MacIsaac

Iain McKellar

### A new initiative

We received long-term funding for 2003/04 to allow us to create a customer relationship management (CRM) system that could be used across the Agency. A robust CRM system will provide divisions with a set of performance metrics and client information required in the preparation of divisional quadrennial, biennial and client satisfaction reports for the Treasury Board Secretariat. It will also facilitate the co-ordination

and management of all sales, marketing, production and customer service activities taking place within individual divisions and across the Agency. The CRM will greatly improve the ability of client services areas, including the Marketing Division, subject-matter experts and production teams across the Agency, to store, access and retrieve critical client and project information. This is becoming increasingly important in light of our strategy to move client services up the value-added chain. Currently, 18 divisions are participating in this project led by Robert Monet.

ASD is rapidly changing the way it does business and I am very excited about our future.

While Statistics Canada has become an industry leader in the security solutions that it employs, it will be implementing an increased user-friendly and accessible security environment in the upcoming months. In addition to this, we are currently evaluating the impact of EDR on collection operations to determine whether this collection method can assist the Agency to reduce collection costs while improving quality.

### Support for the 2004 Census Test and 2006 Census

It took almost a year of negotiation with Treasury Board and the secure channel to specify a new service suitable for secure handling of census responses. We passed an

important milestone in October when this capability was first demonstrated. The new service is to be called SEAL, to underline its purpose of providing a secure carrier for respondent data. This service meets Statistics Canada's stringent requirements for confidentiality without imposing any registration processes on our respondents or requiring them to download or buy any software when they choose to respond online to the next census.

We intend to use the SEAL service and the capacity of the secure channel next May when conducting the 2004 Census Test, the 'dress rehearsal' for the 2006 Census. Statistics Canada is strongly endorsing the common

secure channel infrastructure. I would like to point out that the SEAL service has been designed as a generic service that any department can use for similar purposes. The design was based on the sound advice of our Informatics staff and the experience gained in Operations Research and Development Division from our own EDR initiative.

#### **Block canvass operation for 2004 Census Test**

This initial field operation for the 2004 Census Test was conducted from September to November 2003. Its primary purpose was to validate and update Statistics Canada's address register and identify new growth areas for follow-up closer to Census Day. Canvassing took place in the three test sites—Winnipeg, Montréal and Halifax—and involved approximately 153,000 dwellings. This major test was conducted successfully with only a few minor setbacks, which included a blackout in Ottawa and a hurricane in Halifax. The results of the block canvass operation will feed into the creation of the final mail-out file for the Census Test. Lessons learned from the dress rehearsal's block canvass operation will be evaluated and acted on in time for the 2006 Census operations.

#### **Implementation of resource unit costing**

As with many other service areas within Statistics Canada, Regional Operations Branch (ROB) has now begun the process of tracking the real cost of each survey, according to unit rates approved by the Corporate Planning Committee on an annual basis. ROB will present its planned collection budget to clients at the beginning of the fiscal year, receive the agreed survey collection budget, undertake to carry out the work within the agreed budget, and provide detailed records of actual resource consumption throughout the year. The detailed cost information will be used to re-estimate unit rates annually and will serve as the common information base for ROB and its clients. This change to the costing mechanism brings ROB a more standard and transparent way to budget, a more standard approach for developing budget estimates for clients, and more complete and accurate cost records to serve as a basis for program adjustments from year to year. In 2003, a transition year, ROB moved into the new costing method; plans are to move completely over to the new system for 2004.

#### **Establishment of BLAISE standards**

With the establishment of the BLAISE software as the main platform for computer-assisted interviewing applications, work has been ongoing to develop and program commonly used blocks of code. The programming, testing and documentation of standard question blocks has begun. Standard modules are now

being constructed from these blocks. The availability of such standard modules will increase timeliness and decrease costs of computer-assisted interviewing applications by allowing off-the-shelf components to be used.

#### **Consolidating billing and enquiries**

In 2003, Advisory Services completed two important networking challenges. First, it consolidated all invoicing to clients through a single unit located in Toronto. Second, it implemented a fully integrated client contact centre, handling all general enquiries—by phone, e-mail or fax—in the National Capital Region office. These initiatives have both realized efficiencies and resulted in improved service by the provision of longer hours of service, a more consistent level of bilingualism, and better opportunities for training and quality control.

#### **Estimates of 2001 Census coverage error**

Estimates of the coverage of the Census of Population, made every five years, are a crucial input to our population estimates program. The job of producing these estimates not only requires painstaking attention to detail to ensure that relatively rare coverage errors are accurately measured; it also takes place under close scrutiny because of the millions of dollars in federal-provincial payments that are dependent on the resulting population estimates. We have made major improvements in the methods used. Extensive communications with the provincial and territorial statistical focal points, including two formal meetings regarding coverage estimates, were undertaken to ensure broad understanding and acceptance of the methodology and results—building trust through transparency and professionalism.

#### **Enhancing our methodology reputation**

The 1997 version of the *Quality Guidelines* was significantly updated to reflect advances in survey methodology in the past five years. It is accessible on the Internet as well as internally on the mirror site.

#### **Efficiencies through reuse and standardization**

To reduce application development and maintenance costs for our clients, System Development Division (SDD) adopted a plan to develop standard, reusable software components for its core development platforms. This resulted in reduced software diversity within SDD and an application development approach that uses standardized tools. For example, the new version of the generalized edit and imputation system has reduced systems maintenance costs. Using development frameworks and reusing software components have significantly reduced development costs for the 2006 Census and the administrative systems re-engineering projects.



## Partnership with Elections Canada

Statistics Canada continues to work in close partnership with Elections Canada to maintain a common national geographic database. This database, which includes a comprehensive road network, will be critical to conducting the 2006 Census and the upcoming federal election. Major improvements have been made to the database this year, with an emphasis on achieving high coverage of roads, with correct names and civic address ranges. As a result of the various enhancements, the number of dwellings on the address register that can be linked to an individual block-face has increased by 46% to nearly 78% of the national total (more than 9.6 million dwellings). This significant improvement in address geocoding will be important for the success of the 2006 Census data collection activities.

## Co-operation with China reaches fruition

Our technical co-operation program with the National Bureau of Statistics of China (NBS) has reached its closing stages. During the past seven years, the two bureaus worked together in a number of areas, resulting in a strengthening of the management, infrastructure and statistical capability of the NBS. The largest project dealt with household surveys and it served to further augment the survey capacity of our Chinese counterpart. Some of the management practices put in place within NBS have been held up as examples to be followed more broadly within Chinese government agencies. One of the projects was to improve the capabilities of NBS in managing and disseminating its aggregate data holdings through the development of a statistical databank. A team from Dissemination Division transferred technical, operational and project management knowledge to NBS in the design, development and operation of such a databank. The project was completed within the agreed schedule and budget. The Canadian International Development Agency is currently carrying out an evaluation of the program that it funded. Through their participation in various program activities, both in Canada and China, a significant number of our staff gained a unique experience, which broadened their knowledge, resourcefulness and ingenuity, not to mention their exposure to China's rich cultural heritage.

## Management development

### Administrative system re-engineering project

The administrative systems re-engineering project delivered what it promised for the first and biggest year of this three-year project:

- The Global system—our home-grown human resources (HR) management system—was

successfully migrated from its outdated and unsupported operating system to a new, easy-to-use Windows environment. The system is now using database technology instead of its old, inefficient and inflexible design. The result is that the integration of our administrative systems is on track as various systems are now beginning to share our common HR-based information.

- The new time management system (TMS) was also deployed in April across the Agency, providing employees with easy access to online time reporting. The 'smart' online leave and overtime reporting and approval, which come from built-in online edits reflecting the provisions of collective agreements, reduce errors and the need for administrative verification.
- A new salary information management system was deployed in May to the administrative and financial communities throughout the Agency. This new fully integrated finance–HR system provides administrative and financial officers and managers with an easy-to-use tool to record and forecast human resource utilization, as well as to seamlessly transfer resource costs among organizations. This newly integrated system, a first in the federal government, also eliminates duplicate entry of information and data reconciliation between HR and finance.
- The Global system was also upgraded to do basic pay transaction calculations and is now sending pay information online directly to the Public Works and Government Services pay office, thereby reducing duplicate entry errors and continuous reconciliation of data. Many departments have tried to do this; only two others have been successful.
- Statistics Canada's extensive recruitment and corporate assignment programs were also greatly improved through the re-engineering of our administrative systems. Tracking and administering the movement of thousands of staff between programs and divisions can be very complicated. The new assignment management system was deployed in June, greatly improving the way in which we manage, administer and control the various and multiple assignments that are prevalent throughout the Agency. Key to this improvement is the use of the single finance–HR integrated database, which shares information with the other administrative systems.

Finally, to simplify staff and management access to our new systems, a self-serve portal was also deployed in April. This portal helps users to navigate through the various administrative functions and information they might require on a day-to-day basis.

## Human resources

### Term Employment Policy

A key accomplishment this past year was the implementation of the new federal public service's Term Employment Policy. With over 10% of our employees on a term status, the Agency recognized the importance of implementing this new federal policy. All term staff who had worked for the Agency in a term capacity for three years or more prior to April 1, 2003 were converted to indeterminate status. A total of 153 long-serving term employees became indeterminate through this conversion. Statistics Canada was one of the first departments to implement the policy. The Agency recognized that there were many term employees who were approaching their third year as a term but who did not quite have the service needed to be converted to indeterminate status through the new policy. To provide an opportunity for them, Statistics Canada held a number of competitions and selection processes, and 66 of these terms achieved indeterminate status. As a result of these measures, we currently operate with about 5.5% of our staff as terms.

### Training and development

The Public Service Employee Survey of 2002 gave rise to a study of training and development. This study looked at whether the existence of a formal divisional training structure resulted in more positive response by employees on survey questions relating to training. Of the 60 divisions examined, 20 had formal structures and practices relating to training and the study found that there was indeed a positive relationship between having a formal process that focusses on training and the level of employee satisfaction with training and development. As a result, we have now identified learning champions in each of the divisions. Their role is to analyse divisional needs, identify vulnerabilities, suggest how best to accomplish knowledge transfer and promote the development of individual learning plans. When the workload is high, as it is now, the value of individual learning plans comes to the forefront because they help co-ordinate corresponding learning activities.

### Employment equity

The Employment Equity Program is an integral part of our HR development strategy and supports that strategy's four pillars: recruitment, career broadening, training and positive work environment.

Of course, we embrace the principles of employment equity. We believe that an inclusive workplace will attract and retain a very strong and representative work force. As I have said on previous occasions, employment

equity is about fairness for all employees. Fairness means that we will focus on the identification and removal of any potential barriers to recruitment and promotion that are not based on the merit principle. In a sense, however, professing adherence to these principles is the easy part. The key question is how we demonstrate our commitment to those principles through our day-to-day activities.

On April 23, 1999, the federal government established a task force on the participation of visible minorities in the federal public service, which produced a report entitled *Embracing Change*. Implementing its recommendations has become one of our corporate priorities. To meet this priority, we developed a specific action plan and several initiatives have already been initiated:

- information sessions for all employees on the Embracing Change initiative
- creation of an inventory of visible minority selection board members designed to ensure representation of visible minority groups on these boards
- review of a sample of generic competition results
- sensitivity training
- career counselling for members of the employment equity groups
- development of a comprehensive policy on accommodating the needs of our employees.

We also regularly monitor our recruitment and promotion rates and look for ways to achieve the Embracing Change recruitment and promotion objectives.

At Statistics Canada, our overall representation of designated group members is already reasonably good, and significant progress has been made in implementing employment equity in the Agency. As an integrated part of our corporate approach, employment equity issues are important strategic priorities at the corporate level. For example, a working group was created to review the results of the latest Public Service Employee Survey, specifically from an employment equity perspective. Results of this analysis will be used in the development of our multiyear employment equity plan as well as individual equity groups' action plans.

Our positive and supportive work environment helps implement these initiatives. We have a strong communication strategy to assist us in this. As part of this strategy, 'Think Before You Speak' posters were placed in classrooms across the Agency. These posters promote an open environment and give information on



## Central Region

by Doug Newson, Director

### A year of challenges

In 2003/04, we experienced many highs and lows that cut across regional boundaries. We confronted and overcame a series of external challenges, including West Nile virus, the August hydro blackout, the SARS outbreak and resulting quarantine, and provincial and municipal elections that led to a new Ontario premier and a new Toronto mayor. Everyone pulled together and the Central Region led by example in this challenging environment.

Despite regional restructuring, Ontario remains the focus of the Central Region. We continued to develop new strategies to ensure the most efficient operation of both the survey operations and advisory services functions of our region. This year, we worked more closely with the other regions than ever before, sharing expertise, enhancing efficiencies and strengthening partnerships.

I am very proud of the team spirit evident throughout this challenging year. The positive attitude and the innovative ideas delivered by our team members, at all levels, continue to amaze me. Change is often very unsettling, but our team's adaptability and genuine enthusiasm towards improving both our results and our work environment have been inspiring.



Doug Newson

### A year of activity

In Survey Operations, we experienced continued success with our core surveys—the Labour Force Survey and the Canadian Community Health Survey—and other household and business surveys, while we took on new surveys and dealt with a number of technical issues inherent in updating both software and hardware. We conducted our first cross-border survey, the Joint Canada–United States Health Survey. Employees in Management Services rose to the challenge of dealing with these issues and providing high-quality administrative and support services to the region.

Advisory Services continued to meet, and even exceed, its revenue targets. In addition, the Central Region has assumed full responsibility for the sales transaction system for all of the regions. We also took the initiative in supporting the education system,

how to contact the Employment Equity Office. Another component of the communication strategy is the development and implementation of diversity sensitization and awareness training material. We plan to introduce diversity modules within about 30 of our Agency courses. To date, diversity modules have been implemented in the Management Development Program for Supervisors and a sensitization session was

promoting Statistics Canada data to the media, and providing training seminars for data users.

The release of 2001 Census data provided an opportunity to strengthen and renew our partnerships with mainstream media and the wide variety of third-language media outlets in Ontario. The releases allowed us to position Statistics Canada as a key source of information for and about Canadians. Of particular note was the national release of ethnocultural data that took place in Toronto. This was a very successful co-operative effort of the Central Region, Communications Division and the Census and Demographic Statistics Branch.

### Valuing our clients and supporters

Early in September, in Toronto, the Central Region co-ordinated and hosted the first Social Trends in Canada seminar, based on the 2001 Census. This presentation was so popular that a second session was delivered at the end of September. **Dr. Douglas Norris**, Director General of Census and Demographic Statistics Branch, delivered both sessions and received overwhelmingly positive feedback for his analytical presentation. As a direct result of these seminars, we have received numerous requests to develop

and deliver additional sessions for specific clients. These sessions will continue into the new year as part of our cost-recoverable workshop project.

We developed and presented Tracking Trends seminars for a number of metropolitan areas in Ontario in order to express our appreciation for their support during the collection of the 2001 Census. This seminar project, now a tradition in Ontario, is well received and opens doors for ongoing collection activity and the 2006 Census.

Despite the many challenges presented during 2003/04, our offices worked effectively throughout the SARS outbreak, complied with the energy conservation requirements during the blackout, and continued to meet events beyond our control with integrity and courage. The dedication demonstrated by the Central Region proves that, together, we've built a solid foundation for the coming year.

developed for managers involved in recruitment programs.

A strong infrastructure with representation from all across the Agency has been set up to help promote the employment equity initiatives. It should provide a variety of forums at all levels of the organization to identify and resolve potential issues related to employment equity.

This infrastructure is based on our grass roots committees of members of each designated group. Each of these groups works closely with a champion who is also a member of the Employment Equity Committee. Another valuable part of this structure is our Union/Management Consultation Committee, composed of union representatives and members of the Employment Equity Committee. Finally, to support this structure, all these committees work closely with the Employment Equity Office in Human Resources Development Division.

While our overall representation of designated group members is good, we must continue our efforts and further strengthen our support towards employment equity initiatives. With the stabilization of our employment situation and, therefore, the substantially reduced recruitment programs, our main challenge will be to maintain a representative work force. In order to meet this objective, we must continue to focus our energy on identifying and removing barriers to the recruitment, retention and promotion of our work force.

On a personal note, let me underline the fact that I, together with all other deputy ministers, was called upon to make a presentation to the Clerk of the Privy Council and a group of other senior deputy ministers on our human resources policies. I spoke about our planning tools (based on the Personnel Simulation Model, or PERSIM), our recruitment and development program, our training program, the training institute, skip-level meetings, generic competitions, management development, our wellness initiatives and how all these initiatives together make for a fair and robust succession planning approach. The reaction was overwhelmingly positive: our HR system is regarded as a unique example of good practice.

## **Awards**

### **Canada Awards for Excellence—Healthy Workplace**

The National Quality Institute (NQI) selected Statistics Canada to be the recipient of its prestigious Canada Award for Excellence—Healthy Workplace for 2003.

The NQI is a highly respected organization dedicated to the promotion and recognition of excellence, including workplace wellness across Canada. Although the NQI's Healthy Workplace Award is well established in the private sector, Statistics Canada represents the first public-sector organization to be selected for this special recognition. Previous recipients have included companies such as Dofasco, American Express and MDS Nordion.

The Healthy Workplace Award celebrates ongoing commitment to developing and sustaining a healthy work environment. The NQI had a team of five people here for three days holding focus-group sessions involving more than 200 people. They were particularly impressed with the breadth and range of initiatives that have been put in place at Statistics Canada, covering human resources strategies and development, occupational health and safety, and workplace wellness.

The success that we have achieved in this area is a reflection of the hard work, good ideas and initiative of many people at all levels of the department. Undoubtedly there is still a lot that we can and will do to make Statistics Canada an even better place to work. Yet the fact that so many people are so dedicated is, in itself, a sign of a fundamentally healthy workplace.

### **Education Outreach Program wins prestigious award**

Statistics Canada's Education Outreach Program has won the prestigious first-place Gold Award 2003 from the Institute of Public Administration of Canada (IPAC). Chosen from nearly a hundred proposals from all levels of government, the Education Outreach Program demonstrated that it truly deserved the IPAC tribute for innovative management in leveraging a small amount of dedicated resource to great benefit.

Since 1999, Education Outreach has played an active role in improving the statistical literacy of Canadian students by providing a customized portal of free and relevant information, learning tools and online support. A dedicated team of Agency employees and teacher champions offer advice and training to teachers across Canada and build innovative partnerships with organizations that support the education community.

The success of the program has exceeded expectations. Teachers and students access the Agency's online *Learning Resources* site at a rate of over 4,000 visits per day. More than 10,000 teachers have been introduced to hundreds of lesson plans and other practical products that promote the use of data in student learning. Over 9,800 schools are registered to use E-STAT, our dynamic research tool, and over 50 new textbooks feature Statistics Canada data.

### **Public Service Award of Excellence**

The Agency's Census Geography Website Team received the Public Service Award of Excellence for *A Profile of the Canadian Population: Where We Live*, the March 12, 2002 population and dwelling count release. The success of this team's work is reflected in the unprecedented traffic on the website, and the wide coverage in all news media of the data contained in the online report.



### **Silver Award for our electronic data reporting tool**

Statistics Canada received the silver medal in the Innovative Service Delivery to Citizens and Businesses—Federal Awards category at the recent Technology in Government (GTEC) Distinction Awards ceremony. The award was in recognition of the Agency's innovative project to provide a secure, user-friendly Internet option to its business and agriculture survey respondents.

### **Award for our electronic records management**

The Agency received an award at the Government of Canada's symposium, Achieving Excellence in Information Management. We received the award for 'leading by example' with an innovative information management solution: the agency messaging option, our solution for electronic records management.

### **Canada: A Portrait**

*Canada: A Portrait* continues its longstanding tradition of bringing honour and recognition to the Agency. The 2002 edition won a 2003 APEX Award of Excellence in the 'government one-of-a-kind' category of publications, as well as a much coveted 2003 International Association of Business Communicators (IABC) Silver Leaf Award of Merit for editorial excellence. It was also a finalist in the international and highly prestigious IABC Gold Quill Award competition.

### **Merit awards for @Statcan**

This year, the Agency's online newsletter @Statcan was also recognized by the IABC. @Statcan received merit awards in the 'newsletter' and 'features and editorial writing' categories for "A rose by any other name," an article on scents in the workplace.

### **Merit award for We are Statistics Canada**

The IABC awarded Statistics Canada a 2003 Merit Award for Excellence in audiovisual presentation for the new flash video *We Are Statistics Canada*.

### **Best contributed paper**

In the spring, a special honour came to Greg McLean of SAS Technology Centre of the System Development Division. At the SAS User Group International Conference, he was recognized for writing *Watch your language—Using SCL Lists to Store Vocabulary* and awarded for the 'best contributed paper' in the applications development stream. Considering the importance and size of this conference, this is a significant achievement and reflects a high quality of work.

## Western Region and Northern Territories

by Jerry Page, Director

Without a doubt, the most notable event of the past year was the amalgamation of the Pacific and Prairie regions into the new Western Region and Northern Territories. Thanks to our three assistant directors—**Peter Sha** (Operations), **Allan Wiebe** (Advisory Services) and **Norry Nixon** (Communications)—we built a management team equipped to move us through the transition into the future and, in particular, to the 2006 Census.

District Manager **Carol Dunstone** is responsible for the Manitoba office and provides guidance to our new Winnipeg-based CAPI manager, **Milana Sanovskaya**. Our three CATI collection sites are run by program managers **Helen Caplap** (Winnipeg), **Wade Kuselar** (Edmonton) and **Roxanne Hopkins** (Vancouver). **Bonnie Holte** is our Human Resources Manager and **Doug Banford** our Finance Officer. **Vince Hartung** in Vancouver is the Management Services and Informatics Manager, and our Advisory Services programs are managed by **Jade Moon** (Winnipeg), **Larry Deters** (Regina) and **Ted Brown** (Vancouver), who is also responsible for all production in the region. **Sherry Wallace** manages our Communications Program and **Jerry Potts** heads our Aboriginal Communications Program. **Marion Smith** (Vancouver) and **Danielle Rondeau** (Regina) staff the Education Liaison Program.



Jerry Page

### Human resources

Our HR staff's responsibilities have expanded to service 128 public service and 750 *Statistics Act* employees in 4 provinces and 3 territories. HR has administered numerous collective agreements and provided consistent guidance in a work environment that is largely part-time and fluctuating. Without Bonnie Holte's knowledge and experience, we could not have coped with the issues as successfully as we have.

### Survey collection

Surveys have increased in number, type and content. The agricultural survey program, the Labour Force and Canadian Community Health surveys throughout the North, and more random-digit dialing surveys present unique challenges. Our survey results remain high, but it is taking time, money and skill on the part of our collection staff to achieve them.

The formation of a national respondent relations committee, headed by Norry Nixon, has boosted our strong regional program. We have also initiated two successful training programs for our regional collections staff: performance management for PM-02s; and basic supervisory skills and specific CATI and CAPI instruction for senior interviewers.

### Advisory Services

This year, I am confident that the new Western Region's Account Executive Program will exceed \$2 million in revenues. We have undertaken an extensive series of custom training courses for individual organizations on survey design, data analysis and survey methods, under the leadership of Research Manager **Jacqueline Quinless**. We have also hosted two conferences: Health in Transition in Regina; and 2003 Aboriginal Strategies in Edmonton.

### Communications

Our Aboriginal Communications Program has expanded. **Jerry Potts** and his team have been busy with consultations on the Aboriginal data initiative and the Aboriginal Children's Survey, in addition their promotion of Statistics Canada, our series of Aboriginal statistics courses, Aboriginal census data, the results of the Aboriginal Peoples Survey (APS) and other data of interest to the Aboriginal community.

Through data releases from the 2001 Census, the APS and our ongoing collection programs, our regular Communications Program has promoted Statistics Canada's wealth of data and built on our relationships with local and regional media, governments down to the local level and community organizations. This aids our data collection and sales programs, as well as our plans for 2006 Census communications, which are well underway. Our Education Liaison Program has made great strides this year, expanding the number of E-STAT registrants across the region, increasing product understanding and usage, and successfully introducing the new Census at School project to school boards and ministries of education.

### Awards

Two of our staff were recognized at this year's Awards Ceremony: Carol De Baets received a merit award for her outstanding contribution to workplace wellness, and Sherry Wallace was named Employee of the Year for her contribution to the PM-02 performance management course. We are naturally proud of our staff, but in the larger context, we are appreciative of the recognition that these awards have brought to the contributions the regional offices make to Statistics Canada.

### Looking ahead

I have always believed challenges are just opportunities in disguise, providing occasions for employees to perform above and beyond the expectations of the job. This past year was replete with opportunities, and we look forward to 2004/05 and the new prospects for excellence and growth that it will surely provide.



## Challenges ahead

### Our financial situation and its implications

We have experienced very fast growth during the last several years, but it came to a halt last year. The growth had occurred in response to the following very real information needs that our users identified:

- the huge expansion of our economic statistics program as a result of the Project to Improve Provincial Economic Statistics;
- the broad expansion of analytically useful programs that we know as GAPS II, which expanded our output on a wide range of topics;
- the major expansion of our health statistics program as a result of various federal-provincial initiatives;
- the enrichment of our statistical outputs in education, science and technology;
- the substantial increase of our own analytic capacity and the even more fundamental expansion of our ability to support academic research and analysis via our network of Research Data Centres; and
- the very substantial increase in our cost recovery work, which was funded by our clients.

We have accomplished a great deal and we can be proud of it. In the process, we had to face up to the corollary of rapid growth: a shortage of experienced staff, which in turn resulted in unusually fast career opportunities for many of our employees. Now we are entering a period of financial tightness for a number of reasons:

- The growth of the Canadian economy slowed down and the government imposed a general budget cut on government departments last year; our share of that cut was \$4 million. We have entered into new collective agreements with our office and field interviewers in the regions and we must absorb a significant part—over \$4.5 million—of the related costs.
- There is a general expectation that the new government might engage in a program review that could result in further reductions in our budget; whether or not this happens, we want to be prepared. Our key clients might experience direct budget cuts even if we do not, and this could reduce our cost-recovery revenues. The external labour market has worsened as well: other departments, also in a retrenchment mode, do not offer our staff the same

employment opportunities as they did a few years ago; and the information technology sector, which is so important in Ottawa, has still not recovered from its major recession over the last several years and is certainly not in a hiring mode. The result is a reduced turnover rate, particularly for systems staff.

These factors, combined, will undoubtedly lead to a tight financial situation for Statistics Canada next year. However, I am convinced that this tightness is temporary and that we will weather it.

I am optimistic that the tightness will be of relatively short duration for several reasons. I am firmly convinced that the government will continue to practise evidence-based decision making and that sound statistical evidence, particularly to devise and evaluate new programs or to adjust existing ones, will be at a premium. Also, because the Agency has a reputation for being well managed, nobody expects that we can generate savings without significant program cuts. Finally, Treasury Board's major review of Statistics Canada found little scope for reallocation within our current programs because most of our outputs are closely tied to legislation or contracts; therefore, any cuts we may not escape might well be relatively modest, given the high importance of good information and the certainty that demands for new statistical information will surface within a couple of years.

This is how we will cope in the intervening period:

- We are trying to work smarter by exploiting opportunities for efficiencies to the maximum extent possible. This is the essence of the Strategic Streamlining Initiative, on which I will elaborate in the next section
- We have already decided to reduce our recruitment of entry-level staff to a minimum.
- We have started an assessment of those statistical programs that might be candidates for elimination, should this become necessary. However, we will keep in mind the imperative of not reducing our fundamental intellectual capacity or our basic infrastructure for data collection and processing; to do otherwise would impede our future ability to resume growth in line with new and additional demands from our key users. We will continue to improve our efficiency in these areas.
- We will maintain our 'no lay-off' policy; I strongly believe in the long-term benefits of such a policy for

Statistics Canada, our employees and, indeed, the country. Furthermore, we know from our experience in the early 1990s that, with good will all around, we can well manage the necessary deployment of staff whose work might have to be phased out.

- However, we also know from the last time we faced budget reductions that the no lay-off policy can work only if we are flexible: employees must be ready to move from areas of program reduction to other parts of the Agency where they are needed to replace those who retire or decide to leave for other reasons.
- I am equally committed to maintaining our policy of no cash-outs: if we have no lay-offs, then there is clearly no need for anyone to be cashed out.
- Whatever else we need to do, we will remain dedicated to providing our staff with a humane and nurturing environment that emphasizes learning and development. This will be especially important because, as our older staff members retire, we will need to replace them with younger staff, who we want to have as much knowledge and experience as possible. We may well have a short-term slowdown in career progression, but the demographic pressures to replace retirees and the expected resumption of growth practically guarantee that opportunities for promotion will increase relatively early.

### **Strategic Streamlining Initiative**

Last year we launched the Strategic Streamlining Initiative (SSI), whose initial objective was to relieve the tight financial situation experienced by many of our divisions. The initial objectives have been modified, in light of subsequent developments.

Several new SSI projects were introduced during last year's planning round to look at work flows and operations in different parts of the organization. In each instance, the objective was to determine whether work could be restructured or reduced in order to gain efficiencies but not sacrifice quality. Progress is already being achieved on many fronts, thanks to the hard work and co-operation of everyone concerned.

I regard the successful implementation of the projects already underway, and those currently being assessed, as one of the most important challenges for us in the coming year: without major progress in achieving substantial efficiencies, we would undoubtedly have to reduce our statistical outputs to the significant detriment of our users.

The following are examples of SSI projects that are underway, some in advanced stages of implementation

and others at an early point of feasibility testing and estimation of possible savings.

### *Business survey review*

The goal here is to identify streamlining opportunities in business surveys in general, by reviewing the work flows and processes of two specific surveys—one annual, the other subannual. In addition to efficiencies, these initiatives result in significant reductions in reporting burden. The Annual Survey of Manufactures (ASM) has already introduced several measures to improve efficiency and is planning several more in the near future. For reference year 2003, the ASM replaced short-form questionnaires with tax data for one-third of its sample of simple businesses, significantly reducing respondent burden.

Starting in 2004, the ASM will simplify its questionnaire by converting its financial content to what is known as a 'chart of accounts' (COA) format. COA denotes a set of concepts that are used by businesses in preparing their own books, including those they need to prepare for their tax filing. Precisely mapping our questionnaire content to the COA enables us to use information from the tax files of businesses.

The ASM is also reducing the number of commodities for which it collects information from approximately 9,000 to 1,500. Both these changes will make it much easier for respondents to answer the questions, thereby further reducing respondent burden. These measures will also lay the groundwork for future electronic data reporting. Initial test results with respondents have been very positive with respect to these initiatives. In addition, the ASM will continue increasing its use of tax data; simplify and remove duplication of the various survey processes; reduce the amount of editing to focus on only key variables with a significant impact on the estimates; and concentrate on the larger businesses. All of these initiatives will generate savings totalling \$540,000 annually when fully implemented in 2004.

Over the course of the next two years, the Quarterly Survey of Financial Statements (QFS) will be introducing several changes aimed at improving the quality of the preliminary estimates and streamlining the survey processes. Starting with reference year 2004, the QFS will implement a new sampling strategy that will result in a reduction in the sample size by approximately 550 enterprises. A new simplified set of industrial aggregations based on the North American Industry Classification System (NAICS 2002) will also be introduced. The QFS has also offered some of its respondents the option of using electronic data reporting. Once this pilot has been completed, the plan is to expand the offer to the majority of the non-financial enterprises in the sample by the end of 2004/05.



A streamlined editing and automated error-correction system is currently being devised to reduce the level of manual intervention and to increase the number of clean records available at the time of the production. This will be phased in over the next two years. Finally, a review of Industrial Organization and Finance Division's current frame activities is underway, with the objective of reducing and simplifying the processes.

#### *Getting the most out of business tax data*

We made major advances this year in our initiative to use business taxation data to the greatest possible extent to reduce response burden and costs. This project is truly transforming the way we carry out the industry statistics program at Statistics Canada. It provides the tax-based data infrastructure for a co-ordinated increase in our use of tax data in place of survey questions.

Progress in the annual industry surveys includes further work in refining our standardized set of financial questions and bringing it into line with how business keeps its accounts for purposes of tax reporting using our COA. We also finalized the revision and signing of our memorandum of understanding with the Canada Customs and Revenue Agency, thus ensuring a timely supply of taxation data. Furthermore, this year represented our first implementation cycle in the tax data replacement project. In this first year, we not only retooled the processes to a great extent; we also replaced 40% of the small, simple units in the Unified Enterprise Survey sample with tax data. We expect to achieve our target rate of 50% replacement by next year—a whole year ahead of schedule—and will likely achieve a rate of 60% or greater in the following year.

Major progress was also recorded in the monthly industry surveys, where GST data are used to replace survey data. The infrastructure work necessary to provide a high-quality monthly GST database to all users in the Agency was completed. The exploitation of the data started with the development and testing of a prototype survey—the Monthly Survey of Restaurants, Caterers and Taverns. Excellent progress was also made on the feasibility study of exploiting GST data for the Monthly Survey of Manufacturing. Full implementation is set for the middle of next year.

#### *Review of computer-assisted approaches for household surveys*

The possibility of streamlining collection operations and strategies by improving and increasing the use of computer-assisted telephone interviewing (CATI) continues to be evaluated by several SSI working groups in the area of household surveys. The objective is to assess how we might better exploit our operational data

to improve our future use of CATI and computer-assisted personal interviewing (CAPI) technologies. For example, more detailed analysis of the effectiveness of the number and timing of telephone follow-ups may well lead to significant improvements and efficiencies in our collection planning and execution.

Three aspects of this SSI project were pursued and have yielded several important efficiencies. The first was the Labour Force Survey (LFS). Each month, this survey contacts 53,000 households and collects labour market information on all adults living in these households. Households remain in the sample for six months. Currently, most first-month 'birth' interviews are conducted in person by the field interviewers while subsequent interviews are carried out by telephone.

We want to reduce the number of personal visits, which are more expensive than telephone interviews because of the travel time and expenses involved. The LFS has estimated that half the birth sample could be contacted by phone, rather than through personal visits. This would yield ongoing savings to the Agency of about \$400,000 per year. Before implementing this efficiency, however, it is necessary to study any impact on survey quality, such as lower response rates.

Starting in 2004/05, further savings of \$100,000 per year will be made by reducing the number of sample households that are either extremely expensive to visit—accessible only by airplane, for example—or usually vacant, such as seasonal cottages.

The second aspect of this SSI project was directly related to increasing the efficiency of developing new surveys and developing and testing new survey instruments through a variety of means:

- To improve the front-end design of survey collection instruments, we will introduce a survey planning system, driven by standardized specifications. All divisions involved will work together to standardize questions and question blocks used in computer-assisted interviewing (CAI).
- Special Surveys Division (SSD) will gain further efficiencies by extending its use of generalized systems.

This series of initiatives will generate a permanent annual savings of \$300,000, beginning in 2004/05.

The third aspect of this household survey SSI project was implemented by a team of staff from SSD, Methodology Branch and Regional Operations Branch who reviewed the efficiency of methods used in random-digit dialling telephone surveys. Changes recommended included

- eliminating known business telephone numbers from initial samples
- predialling numbers of unknown status to eliminate unproductive numbers from initial samples
- eliminating time-consuming research in the course of field operations
- capping the number of call attempts to resolve the status of telephone numbers that are difficult to reach.

Efficiencies achieved should reduce costs for these surveys by \$230,000, beginning in 2004/05.

One of the key elements of the SSI activities is looking at new design and operational opportunities; one new exciting possibility that will be explored is the creation of a master sample frame for household surveys. The idea is to collect basic demographic and other information—including telephone numbers—for a large sample of households. All other household surveys would then use subsamples of this large survey. A feasibility study is underway. The master sample, sometimes referred to as the Canadian Annual Population Survey (CAPS), has been proposed as one means of addressing several issues:

- overuse of the current LFS frame
- better cross-survey co-ordination
- easier targeting of relatively small subpopulations such as Aboriginal people or the elderly
- delivery of timely small-area data from the master sample itself.

A team with members from subject matter, survey operations and methodology divisions has been studying the proposal in detail. The detailed cost implications, including both savings and new investments required, are being examined in detail on the basis of assumptions about the costs of various survey activities.

#### *Human Resources Operations Division's financial review*

A financial review of HRO will look at the demands for service, the cost factors affecting human resources (HR) operations, and the resources allocated to the division. The objective is to seek efficiencies without significant reductions of services.

#### *Regional Operations restructuring*

Under the SSI, Regional Operations Branch committed to consolidate the management and administrative

functions in the regions, reducing the number of regional offices from five to three and achieving savings of \$1.3 million for the Agency. The consolidation will bring economies of scale and reduce management and administrative overheads. Increased efficiency in the data collection operation will result by removing duplication, facilitating integration of work, increasing specialization of functions, reducing survey-specific training costs and centralizing collection logistics.

The new regional organizations will also provide opportunities for more effective staff development, both within the permanent collection organization and within the temporary structures of the 2004 Census 'dress rehearsal' and the 2006 Census.

Consolidation began in spring 2003; the new model was largely in place by the summer. The transition has occurred very smoothly, with the merged staffs working together closely to anticipate and resolve potential issues. Staff members have embraced the new regional model, which has been implemented without any impact on collection operations. Attention has now turned to the interface between SOD and the regions to better integrate functions.

#### *Work station rate review*

This SSI project review examined the existing work station rates for opportunities to reduce them as well as to propose changes to their structure. The group was asked to ensure that any proposal would continue to ensure simplicity, fairness and transparency of the rates.

A review confirmed the appropriateness charging all service costs associated with our microcomputer workstations. Examination of the corporate software management component revealed an opportunity for cost reductions if the frequency of updating the standard desktop operating system (OS) and office automation suite (OAS) were to be reduced. Moving from a three-year to a four-year replacement cycle and purchasing the OAS upgrade—rather than subscribing to the Microsoft software assurance program—would result in an initial total reduction of \$1.1 million per year. It was noted that moving to a slightly longer software replacement strategy might also have a beneficial impact on our hardware acquisition costs. These savings have already been passed on to all users via reduced screen charges.

We also considered an alternative to the single comprehensive work station rate: unbundling the cost components to see whether this would result in more efficient use of services and offer greater transparency between costs and services consumed. This resulted in a proposal to eliminate the single rate charged to all users and to offer, instead, some services via a limited number



of service packages and others on a fee-for-service basis. The Policy Committee accepted the approach but noted that implementation would require an understanding of the financial impact of this change on programs across the Agency to determine whether there is a need for a one-time resource reallocation. Informatics Technology Services Division (ITSD) is monitoring these financial impacts throughout the remainder of the fiscal year with the intention of implementing the new rate structure for 2004/05.

#### *Administrative community*

An assessment of general administrative processes—such as forms, security and HR requests—is underway and the Automated Material Management Information System (AMMIS) is being reviewed.

A number of these reviews are still ongoing, and although initial results are promising, the projects are at different stages of completion so the overall scope for savings is not yet clear. One of our highest priorities is to complete the review in order to liberate some associated savings.

#### *Additional SSI projects*

The initial list of SSI projects was significantly expanded during our fall strategic planning meeting. Indeed, it is not an exaggeration to say that we are trying to re-invent most of our work processes in order to make them more efficient. The following is a partial list of these additional initiatives:

- *Business Register:* Its general structure and its computer system were developed and implemented during the 1980s. The world has changed enormously over the last two decades, however, both inside and outside the Agency. We are, therefore, conducting a forward-looking review of the BR so that it can continue to serve as the cornerstone of our economic surveys. In particular, the review will draw on the Australian model of centralizing databases linked to economic surveys.
- *Information system resources:* Statistics Canada spends more than \$120 million each year on information technology (IT) resources—people, hardware and software. Of course, it must be recognized that a significant part of the \$120 million aggregate of informatics resources has already been targeted for savings as part of other SSI projects. Nevertheless, there are very likely additional opportunities for efficiencies. The Informatics Committee will recommend short- and long-term strategies and mechanisms for savings after conducting a study of servers, software and LAN

services to better understand the costs and identify opportunities for standardization, consolidation and greater reuse. The study will focus on the infrastructure that provides computing resources for our programs and internal operations. Specifically, this covers the acquisition, support and operation of servers (including the mainframe), local network services and common software tools. Development and associated resources are also being measured to obtain a complete picture of activity, but are out of scope for this consolidation study. Servers are defined as any computing device employing a multi-user operating system—OS/390, UNIX or Windows 2000 Server. More than a thousand servers are deployed across the Agency. This equipment is used for a variety of purposes, which include but are not limited to application servers, storage and print servers, web servers, database servers and general-purpose (multi-user) computers.

This study is well under way and, through an internal survey, has amassed a comprehensive record of current IT activity. The information is being analysed to identify where consolidation is feasible without compromising the high levels of service enjoyed by our internal programs and external clients. If we go beyond the study stage and in fact implement any of the consolidation options, I want to reassure the IT experts and supporting personnel that they remain one of our strategic resources and their career aspirations will not be compromised.

IT resources engaged in development across the Agency will also be reviewed under the SSI umbrella, but one thing at a time! The projects initiated by the SSI will themselves require development resources to implement and we need to look at the composite picture of needs before embarking on this more complex issue.

- *Mainframe future:* Although we will review use of the mainframe as part of the server study mentioned above, there is also the critical question of when we would want to phase out the current mainframe technology by migrating our data holdings that have ongoing significance and our remaining applications to a different platform. This decision is not a technological one; we are confident we could maintain our mainframe services for the foreseeable future but this may not be economical over the longer term. Therefore, we are discussing a migration plan that will likely extend over the next five years and ultimately result in re-engineering those applications that currently depend on the mainframe, as well as provide an archiving alternative for our historical and continuing data assets. This migration will be managed with two objectives: making the internal cost

recovery rates affordable so that program managers can manage the financial risks of this transition; and establishing a re-engineering plan that makes optimal use of our development resources and is achievable in terms of the financial investments required. In the current fiscal climate this is a challenge.

- *Review of corporately funded training programs:* We are reviewing our corporately funded flagship training programs in the light of the current reduced entry-level hiring. However, we will certainly do nothing that would reduce training opportunities for staff already on strength.
- *Exploiting operational research to improve collection operations:* The operations research capacity of Operations Research and Development Division (ORDD) will be leveraged to the maximum to gain additional insights into smarter ways of carrying out data collection activities. Findings from the operations research function in ORDD led to the implementation of a number of efficiencies in business surveys in the last two years. These measures essentially involve 'working smarter' by focussing the editing and follow-up efforts on items or respondents that are most critical to the quality of an estimate and by eliminating the less productive efforts. This was made possible by analysing information compiled in the BLAISE data collection platform. Now that this platform is gradually being introduced in household surveys, the challenge is to achieve similar results for these surveys by exploiting the rich BLAISE information in combination with other operational data. The nature of the measures to be taken for household surveys is likely to be different from those for business surveys, but a judicious exploitation of operational research findings should nonetheless lead to working smarter for these surveys as well. Aspects to be examined include determining the optimum time to call households, scheduling calls to maximize the probability of contacting respondents, and clustering and/or specializing certain functions, such as tracing.
- *Electronic data reporting:* Over the past year, the Agency has made considerable advances in the area of EDR: we have put in place an infrastructure to ensure the security of the information collected online and we now offer an electronic option for 20 sub-annual business surveys. Early take-up rates have been encouraging—roughly 30% for those who have received an EDR offer—and the integration of electronically reported data with that collected from other sources has been seamless. So far, EDR is just an add-on to other means of data collection.

We are now ready to see whether we can streamline the survey collection process using EDR to realize

cost savings. To do this, we will push EDR as the primary source of data collection for a specific business survey. In these pilot applications, unlike our current practices, the traditional methods might become the add-ons, used only where necessary. Throughout this trial, we will be looking at the various processes within survey operations to see where, and to what extent, efficiencies can be gained.

- *Profiling and Key Provider Manager consolidation:* Since its debut, the Key Provider Manager (KPM) Program has contributed significantly to the Business and Economics Statistics Program. It has allowed us to obtain responses from large-impact companies that were resisting participation in our surveys. This activity will become even more important as we shift response burden away from small companies through the use of tax data and as these large companies challenge us to find better ways to reduce the burden imposed on them. Profiling, another activity aimed mainly at large and complex companies, identifies which structure will best facilitate their statistical reporting and how these companies need to be divided for purposes of this reporting.

The profiling and KPM consolidation project will explore the possibility of combining efforts to extend KPM-like treatment to a larger number of companies so that we can maintain and even improve our statistical outputs.

- *Small area data:* The Small Area and Administrative Data Program already covers a significant part of its costs through revenues. We have placed a challenge on the program to increase cost recovery in order to become even more self-supporting.
- *Social policy simulation model:* We are examining the possibility of forming a consortium of external users who would collectively pay for the costs associated with this model.

### Meeting the needs of the 2006 Census

Completing the 2004 Census Test in May and adapting processes for the actual 2006 Census will be major priorities for the coming year. For example, our new geography and address register systems will be exercised and evaluated during the test, and the Geography Division will subsequently need to make refinements to its systems and products.

Elements of our informatics infrastructure will also be evaluated in the 2004 Census Test. Although the development of the data capture, editing and coding systems has been outsourced, our own staff in the Informatics Technology Services Division (ITSD) have



played an important role in the liaison between the contractor and the secure channel group at Public Works and Government Services Canada. Also, ITSD will house the servers for the census Internet response channel, the census help line and the failed-edit follow-up applications. These servers will be located in the Main Computer Centre on an isolated network and will need to be available 24 hours a day, 7 days a week during the census test. ITSD also has a responsibility to ensure that Statistics Canada's information technology security requirements are met in all aspects of the test's implementation. Other key census-related activities facing us in the coming year are securing funding for the period beyond the census test, and finalizing the content with our major partners, our stakeholders and, eventually, Cabinet.

### Labour Force Survey redesign

The LFS plays a central role in the national statistical system in many ways. First, it provides monthly estimates of employment and unemployment, which are among the most timely and important measures of the overall performance of the Canadian economy. Second, the *Employment Insurance Act* has designated the LFS as the source of monthly unemployment rates for the 58 Employment Insurance regions used in the administration of the Employment Insurance Program. Third, the LFS infrastructure—sample, interviewers and processing systems—supports a wide and expanding range of other household surveys that are conducted at a lower cost and in a more timely fashion than would otherwise be the case.

To ensure that the LFS continues to be of sufficient quality and relevant to its many users, a sample redesign has traditionally been undertaken with each decennial census to ensure that the sample remains fully efficient. The current LFS sample allocation is based on information from the 1991 Census, and reflects the size and distribution of the population and the geographic boundaries, as of 1991. The critical year to update our sample and introduce methodological improvements will be 2004/05. The sample redesign is expected to be completed by March 2005.

Why is a routine improvement in 'roadworthiness' a challenge for this redesign? In short, the monies for the LFS sample redesign have historically been provided as new funds to the Agency to complete the required work. However, since the current watchword at central agencies is 'reallocation,' we will finance the redesign in 2004/05 with investment from the corporate reserve and repay the investment by reducing the sample size over a three-year period. Getting all the work done with limited budgets and tight time frames will provide significant challenges for staff working on this key initiative.

### Aboriginal statistics

Various activities of the federal government have recently brought to the fore the need for timely, comparable, consistent and ongoing data on the Aboriginal population. The federal government has asked Statistics Canada to develop a blueprint for a comprehensive Aboriginal statistical program that would meet the information needs of Aboriginal groups, governments and other stakeholders. If implemented, the Aboriginal data initiative projects would produce, in an efficient and practical manner, information similar to what is available for the non-Aboriginal population. These projects would also provide training and skill development to First Nations, Inuit and Métis people in the area of statistics.

The Aboriginal data initiative will assess the feasibility of providing integrated social and economic statistics and outcome measures in areas such as education, work and income, health, community involvement and support, and housing. The results will be used to prepare options for the development and funding of a comprehensive Aboriginal statistics program for consideration by the appropriate Cabinet committee in the spring of 2005. Total funding of \$10 million for fiscal years 2003/04 and 2004/05 has been granted to carry out the work.

A number of challenges face the project over the next 12 months. First and foremost, we will need to seek collaboration of Aboriginal people in the design of this program. As well, considerable effort will be required to develop appropriate tools, methods and operations that will take into account such issues as response burden, access to reserves and costs.

### Health accord indicators

First ministers entered into a second health accord in February 2003. A key component of this accord is a commitment by all federal, provincial and territorial jurisdictions to publish a series of indicators for their respective publics. There have been a number of additions to the range of indicators identified in the first accord (these were published in September 2002). The new indicators are access to health care, the quality of primary care and the availability of insurance against catastrophic drug costs—areas that were the focus of the second accord. Statistics Canada is again heavily involved in the development of these indicators, and in supplying the data for about half of the new set of indicators. This is both challenging and exciting, as we can draw on our widening range of health data to fashion statistical indicators that are likely to play an important role by providing Canadians the means to judge the performance of Canada's health system. The second round of indicators will be published in November 2004.

### **New survey on nutrition**

The Canadian Community Health Survey (CCHS) is designed to provide indicators every second year for each of about 125 health regions, based on a very large sample. In the intervening years, the CCHS focusses on a selected topic area. The first of these, released in early 2003, was cycle 1.2, which sheds light on mental health and well-being.

The focus of the 2004 collection cycle is nutrition. Respondents will be given a 24-hour dietary recall questionnaire, the largest segment of this new survey. Since the specific food items we eat are often quite variable from day to day, about one-quarter of these respondents will be recontacted about a week later to obtain a second 24-hour dietary recall.

Moreover, given the widespread interest in the growing prevalence of obesity, our interviewers will be bringing along scales and tape measures in order to get direct measures of respondents' heights and weights. This will provide a valuable check on the obesity data we have been collecting in other surveys, based on respondents' self-reports.

The complexity of obtaining sufficient detail about the foods Canadians have been eating, in order to estimate components such as dietary fat and vitamins, is one of the challenges of this survey. Others will be the logistics of administering the repeat questionnaire and of adding direct measures of height and weight to our interviewers' usual tasks. At the same time, all indications are that this will be one of our most keenly awaited surveys.

### **New Canadian Health Examination Survey**

In addition to the Canadian Community Health Survey, which was made part of Statistics Canada's base budget this past year, we have received new funding for a major health survey that will not only ask questions but will also take a wide range of physical measures. In addition to height and weight, as in the nutrition survey, these measures include blood pressure, extent of physical activity (possibly measured using an accelerometer that will be worn for several days by the respondent), and physical fitness (perhaps measured by a step test: the number of steps an individual can take up to and down from a stool in a set time interval). There are also plans to measure cholesterol and markers for diabetes by taking a blood sample.

The final list of measures has not been decided. Statistics Canada is being aided by an excellent expert advisory committee in these choices. We are also working very closely with Health Canada, and we have been benefiting enormously from the experiences of our colleagues in the

U.S. National Center for Health Statistics, who have been running this kind of survey for several decades. The logistics of such physical sampling pose major challenges. There are also the ethical issues and the problems of gaining respondents' co-operation. During 2004, the survey will go into high gear in terms of planning, costing, and refining the logistics. A pilot is scheduled for 2005, and the full survey will be conducted in 2006.

### **Justice statistics**

A key priority for the Canadian Centre for Justice Statistics is to work with the provinces and other partners to develop databases that would facilitate tracking individuals through the justice system. Our goal here, as with most statistical programs in the social domain, is to find out which policy interventions work as intended and which do not. While we have made a great deal of progress in providing statistics that monitor how the justice system operates, the ultimate objective has to be the illumination of the impacts of the system.

### **Exploiting provincial health records**

I have long held the view that we are facing a major challenge and opportunity in combining the use of health survey data with information contained in provincial health records. Survey data contain information on key health determinants such as lifestyle, but provincial health records are the richest source of information on objective health outcomes, as diagnosed by physicians. They also contain information on key health interventions, such as operations and other major treatments. By linking these two kinds of data, we could gain insights about the impact of different lifestyles on the need for major medical treatments. Such linkage would also shed light on the effectiveness of such treatments for people with different health risks: in effect, we could see from survey data how those who had different kinds of health interventions assess their health in subsequent periods. While we have begun to exploit such linkages, we have not even begun to explore the opportunities presented by this approach. I am hoping for major breakthroughs in 2004.

### **Data gaps in business and trade statistics**

New requirements for data emerge either from developments in the economy or as a result of new policy priorities. We are experiencing both here at Statistics Canada. Specifically, key data users are actively urging us to

- expand and improve our measurement of services industry prices, services trade, and subannual service sales;



- move toward more frequent updating of the Consumer Price Index;
- enhance our corporate financial statistics to aid in the formulation of monetary policy—an area in which we have already done a lot of exploratory work and which now awaits financing from the Bank of Canada;
- work with Natural Resources Canada (NRCan) to develop a means of measuring pollution flows caused by the so-called large industrial emitters.

It is clear that our current financial situation does not permit us to deal with these issues without some extra resources. We are working with the departments concerned to see whether extra funding can be secured. The following major areas require greater statistical coverage:

#### *Growth in the services economy*

This is the largest and most important gap in data that we have been experiencing. Compared with goods, services have become increasingly important to the Canadian economy. In 2001, services accounted for 74% of employment and 69% of GDP, up from 70% and 64% in 1986, and 54% and 55% in 1961, respectively. However, despite the relative commercial significance of services in Canada, statistics on services are somewhat weaker and less consistent across industries than they are for goods. This is due partly to a lack of resources, but mostly to the intrinsic conceptual difficulties involved in obtaining these data.

For example, there are substantial gaps in the price information available for services. This lack of information significantly clouds our understanding of the dynamics of the economy: while we can measure service transactions at current (market) prices, the shortage of price data hinders our ability to measure these transactions in constant dollars, which limits the reliability of our inflation-adjusted measures of GDP. Weaknesses in available price statistics (and constant dollar activity) also mean that Canadian studies of productivity, innovation and competitiveness must be used with caution. Many analysts suspect that important gains in productivity may be occurring in certain service industries as a result of new technologies, better management methods and other factors, but we are presently unable to gauge these gains properly.

The main difficulty in our service data is conceptuality. For example, when the price of a good such as a shirt changes, it is relatively easy to identify how much of that change is a result of inflation and how much represents change in the quality of the shirt. However, when an architect charges more for his services, it is exceedingly

difficult to isolate how much of this increase is due to inflation and how much to a better quality of service.

#### *Trade in services*

A second major data gap that has been identified is in the area of trade in services. Since 1993, Canada's export performance has been nothing short of remarkable. In fact, the value of total merchandise exports has more than doubled over this period and accounted for an increasingly large share of Canadian GDP in every year since then. Our statistical program for trade in services, however, is not as well developed as it could be.

The nature of service products and the rapid advances in communications technology means that international transactions in services are often difficult to identify and measure. Furthermore, unlike goods, there is no central customs service involved, and so a more indirect strategy may be required to measure trade in services across the full spectrum of service commodities. Services can be exported and imported by various types of industries, and knowing which commodities industries deal with is important for policy development and delivery.

Data on cross-border transactions on commercial services come mostly from annual balance of payments surveys, conducted via direct questionnaires addressed to enterprises known to be involved in the type of trade being studied. However, the survey design has not fundamentally changed since the early 1980s. In order to have more complete coverage, improved quality and increased detail—as requested by the Department of Foreign Affairs and International Trade (DFAIT), Industry Canada and NRCan—we will need to perform a major restructuring of our core collection strategy and collection vehicles.

#### *Subannual information on service industries*

Although business surveys and tax data sources provide comprehensive annual statistics on service industry production, there are substantial gaps in the availability of subannual information on service industries. The importance of subannual data in identifying business cycle turning points and measuring economic trends is beyond dispute. Also, one of the attributes of subannual surveys is their timeliness, which is central to good economic policy decision making. For example, the downturn in the information technology sector has been rapidly tracked only on the goods side; employment in that area, while an important part of the downturn, occurred on the services side, where subannual data are not available. In the same manner, the effects of September 11, severe acute respiratory syndrome (SARS) and bovine spongiform encephalopathy (BSE) on a range of service industries—such as transportation

## Employee of the Year: Sherry Wallace

by Pascale Therriault

In the 85 years of Statistics Canada's existence, this is the first time an employee from the regions has been honoured with the Agency's most prestigious award, Employee of the Year. **Sherry Wallace** of the Western Region and Northern Territories should be proud—not only of the quality of her unique and creative work, but also of achieving a first in the history of Statistics Canada.

At the Edmonton office of the new Western Region and Northern Territories, Sherry Wallace is Manager of Communications, the Aboriginal Communications group and Respondent Relations. She is also the designer of the Project Manager (PM) Training and Development course, and it is largely because of her work in this area that Sherry earned the award.

### Meeting a need

Sherry's challenge was to develop a course that would give both new and experienced supervisors of survey collection projects the best available tools to help them perform their tasks.

Over a six-month period, Sherry dedicated countless hours to researching, testing, amending, rewriting modules, and seeking peer review at critical points throughout the process. Once both the content of the PM Training and Development course and the training methods for administering it were approved, Sherry became a trainer and delivered the two-week course in the different regional offices across Canada, all the while performing her regular duties as Communications Manager—in a year that saw some 13 census releases.

At the awards ceremony in December 2003, **Dr. Fellegi** pointed out that this was "a first in terms of a comprehensive training program for project supervisors in the history of the Regional Operations Branch."

For his part, **Jerry Page**, Director of the Western Region and Northern Territories, is more than a little proud of Sherry. "Think about it. This is not a half-day course; we are talking about interactive learning extending over 10 days! Imagine what that represents in terms of work for one person," he commented. "You have to find a way to

capture the attention of 12 to 15 persons and get them to participate actively over a fairly long period."

### An innovative course

The focus of the PM Training and Development course is twofold. First, in a 'virtual' panel discussion between program participants and subject matter clients, participants are given the opportunity to ask directors at head office specific questions about their surveys through a two-hour conference call. This dialogue allows both sides concerned to learn from the process. Then participants share 'best practices' across regions (one of the requirements is representation of all regions across the country in each session).



Sherry Wallace, Employee of the Year.

### Exceptionally high marks

Since it has been introduced, the PM Training and Development course has received excellent evaluations from participants. Their comments can be summarized as follows: "The content of the course is excellent. It has been put together so well. The delivery was exceptional. What made the course so interesting and complete was the way Sherry Wallace delivered it. She brought to the class experience and knowledge she gained from years of her survey collection field work."

This praise is not surprising: according to Sherry's colleagues at work, she is an employee who gets along well with everyone and has a great personality. "She is a solid, reliable manager who meets deadlines and budgets," says Mr. Page. "She is obviously a great communicator, both in writing and orally. She is intelligent, she is able not

only to manage but also to train and develop staff, and she is always ready to go the extra mile to provide quality work."

Dr. Fellegi sums it up well: "It is evident that her hard work has already produced successful results, but this training will be of tremendous benefit to our clients, data users and, ultimately, the Agency. A contribution of this nature and level is deserving of the highest recognition. Sherry, your contribution to our agency is extraordinary."

services, travel accommodations and restaurant services—could not be monitored until well after the events in question took place.

Discussions continue, especially with Industry Canada and DFAIT, to seek long-term financing to fill these gaps.

### Addressing conceptual and data measurement issues

Since 1974, the market basket for the CPI has been updated more or less every four years. Updating ensures

that we measure the basket of goods that Canadians actually buy. The required information comes from the Survey of Household Spending (SHS). While the SHS is now conducted on an annual basis, the level of detail from this survey is not adequate for CPI weights. Thus, the SHS content is expanded once every five years for the year when it is used by the CPI for basket weights. There are concerns, however, that this frequency of updating might be insufficient to ensure against biases.

Other conceptual and measurement issues provide a challenging environment for the CPI analysts. To



illustrate, legislative limits on increases in insurance payments are now the norm in several provinces. Often these limitations come with restrictions on the level of coverage that is provided. Conceptually, are these restrictions a form of quality change that should be reflected in the price? Other examples of increasing difficulties in data measurement include telecommunications and air fares. For insurance, Prices Division will need to continue working closely with the Insurance Bureau of Canada (IBC) to better understand the changes going on within the industry and to assess the potential of using IBC administrative data, which have been obtained from a survey that is virtually a census, in place of collecting price quotations from a sample of companies.

In the case of telecommunications, Prices Division will need to research and develop improved methods and sources for measuring pure price change for local wired telephone services, wired long distance services and cell phone services. The constant changes happening in these areas make this a challenging task.

For airfares, Prices Division will need to evaluate and implement Internet prices as either a complete or a partial replacement for existing price sources. Changes in the air transportation industry in recent years, such as the discount fares offered by Internet booking agencies and the rapid increase in smaller carriers, means that obtaining price information only from the major airlines is no longer adequate.

#### **Increasing exploitation of tax records**

We have made great progress in exploiting the use of tax records in our annual business surveys. However, it is increasingly difficult—and expensive—to collect information from small businesses. We should continue to push as far as possible the use of T1 and T2 tax records in these surveys. Moreover, we are only beginning the exploitation of GST records for our subannual surveys. I am eager to ensure that we continue to build on the momentum achieved this year.

#### **Improving the dissemination of products of the System of National Accounts**

There is a need to rethink the ways in which we communicate and disseminate the products of our SNA. The Internet has largely displaced paper publications, but more must be done to take full advantage of this medium. Our users are complaining that it is too difficult to gain access to SNA products on the Statistics Canada website. They point to other sites that are better developed, most notably that of our American colleagues at the Bureau of Economic Analysis. Our documentation needs to be updated; more importantly, the way we

present our statistics needs to be rendered more user-friendly. As was suggested by the National Statistics Council, we must network more with SNA user groups through workshops and seminars across the country.

#### **More information on our environment**

A need for a set of indicators of sustainable economic development, based on an expanded system of environmental satellite accounts, has been widely recognized. The National Round Table on the Economy and the Environment, initially established by Prime Minister Paul Martin when he was Minister of Finance, has strongly recommended creating this set of indicators. We hope that the government will address these recommendations in the coming year, as they would have a large impact on our environment statistics program. However, delivering on the task force recommendations will be a major challenge for Statistics Canada.

#### **Better information on municipal infrastructure**

Infrastructure Canada, a department established in 2002, has asked for our help in developing a statistical framework and new survey vehicles to measure and analyse municipal government infrastructure and better target the substantial expenditures that the federal government makes in this area. We are presently negotiating a memorandum of understanding in the expectation that this collaboration will lead to substantial new survey and analytical cost-recovery work in our Public Institutions and Micro-Economic Studies and Analysis divisions.

#### **Better information on housing stock**

The Department of Finance Canada has requested a proposal for a new survey to measure the value of Canada's residential housing stock by province, for use in connection with the funding formula for the provincial equalization program. The idea is to draw a stratified random sample of dwellings (apartments and detached, semidetached and row houses are all included), collect basic information about each dwelling by means of a survey questionnaire, contract professional real estate experts to assess the market value of each dwelling unit in the sample, weight the results appropriately, and ultimately prepare estimates of the total value of the housing stock in each province. The proposal is presently under development; if approved, it could mean a substantial new ongoing statistical program for Statistics Canada.

#### **Revenue and expenditure data on First Nations**

We are working on a small pilot project to explore ways of collecting revenue and expenditure data from First

Nations governments. The ultimate objective is to expand the Canadian government sector in the national accounts to incorporate Canada's First Nations communities. Results from this pilot must be delivered by March 31, 2005.

### **Market value of assets**

When a Canadian household, business or government acquires an asset—for example, a bond, a corporate equity share, or a real asset such as a building—it pays a certain price for the asset and records it in its financial records at that value. Subsequently, the value of the asset may change in the marketplace. This might happen, for example, as the result of stock market fluctuations or of changes in interest or exchange rate. However, a purchaser who does not sell the asset may remain unaware, or only vaguely aware, of the changing value.

Accountants typically do not regard it as feasible to recalculate the value of assets in their financial books every time prices change in the marketplace. Instead, they continue to value the assets at their original (i.e., historical or book) price. This is convenient for accountants, but it may mean financial records become progressively inaccurate as a statement of the true value of assets being held. Yet knowing what our real assets are is clearly important since it is these numbers that determine the spending behaviour of both businesses and households.

Accordingly, users of the national balance sheet accounts have been asking Statistics Canada to develop a methodology for restating the country's assets and liabilities at their current market value. Work is now proceeding on this important challenge. In 2003/04, we converted the assets for which market prices were readily available; in 2004/05, we will address those for which market prices are more difficult to establish. This latter category includes, in particular, the equity assets of much of Canada's foreign direct investment assets abroad and wholly owned corporations whose stocks are not traded on the market.

### **Provincial productivity estimates**

Considerable effort has gone into the production of provincial input-output tables over the past several years. We have recently created a set of coherent estimates of hours worked by industry and province that line up with the industry aggregations used in the input-output tables. We expect that these new estimates, which will be used in 2004 to explore productivity trends by province, will generate a lot of interest across the country.

### **Revising the conceptual base for the System of National Accounts**

It is essential for the international community to agree on common concepts and definitions for measuring economic activity, otherwise there can be no reliable international comparability of data. For this reason, these concepts and definitions are held constant between periodic revisions, which are scheduled well in advance by the United Nations Statistical Commission. Statistics Canada is playing an active role in preparing for the next revision of the national accounts concepts, which will occur in 2008. It is important for the Agency to be active for several reasons: first of all, we must be familiar with the concepts and definitions that are negotiated if we are to be responsible for their eventual implementation; second, as the world's premier statistical agency, we are expected to take a proactive role; and third, this activity provides unique opportunities for sharpening the conceptual understanding of our own staff.

### **Continuing to strengthen our metadata**

As you know, the integrated metadatabase (IMDB) is the primary corporate tool for disseminating information about our statistical data to both internal and external users. IMDB content is in its final phase, in which documentation for the variables published through CANSIM will be added to the database, and is scheduled to be released in 2004. The IMDB will use a standard naming convention for structuring and naming variables and will include definitions of the variables, as well as links to their associated classifications. Also included will be a chronology for each survey that provides a record over time of changes in content, coverage and methods. When questioned about the type of metadata that are most useful to them, data users specifically identified these database enhancements as highly relevant. We have built a high-quality metadata facility that requires sustained commitment and effort by all programs to continue to offer superior metadata.

### **North American Product Classification System**

Next year, we will enter the last stretch in the planned six-year development of the North American Product Classification System (NAPCS), a harmonized goods and services classification for Canada, the United States and Mexico. The services component of this classification system should be ready for implementation by 2007. Work completed to date has resulted in the identification of, and three-country agreement on, detailed products from nine of the North American Industry Classification System (NAICS) sectors. In the final year, products for the remaining service industries will be identified in cooperation with our North American partners and a demand-based aggregation structure will be finalized.



Results of the NAPCS development plan have already been used in Statistics Canada survey programs as a way of collecting revenues by detailed service classes. They have also been used as input to the 2002 and 2007 revisions of the United Nations Central Product Classification system. In particular, specific proposals have been made for telecommunications, information products (including information and communications technologies) and products for the environmental industries.

### **Informatics**

As new technologies are developed and old ones are replaced, our informatics structure faces important challenges in the future. We must manage our upgrades and replacements of hardware and software in a coherent way that does not disrupt the operations or financial stability of our programs, and we must also ensure that our staff acquires and retains the skills needed to take advantage of changing technology. At the same time, we have to meet the government-wide requirement to make all our services available online. Recently, the Informatics Branch held a strategic planning session to identify common challenges and opportunities for 2004 and beyond for its senior staff and client managers from across the Agency.

In addition, the Corporate Planning Committee (CPC) has had several discussions on the directions informatics will take in the Agency. As part of its horizontal review of infrastructure, the CPC has asked the Informatics Committee to study the *Strategic Use of IT Resources*, a study that covers the following topics:

#### *Servers, software and local area network services*

This first aspect of the study of IT resources focusses on the infrastructure that provides computing resources for our programs and internal operations. Specifically, this covers the acquisition, support and operation of servers (including the mainframe), LAN services and common software tools.

The overriding objective will be to maintain a high level of service to all program areas and, in turn, to our external clients. This implies that the focus is on those activities that are common across the Agency and where the principal value is in availability, reliability and service—that is, services that are clearly necessary but of a generic nature. We are looking for the optimum balance between centrally provided services and dispersed operations. We arrived at our current mix by way of responsible decisions, driven by program needs and evaluation of contemporary technology. Now we need to step back and ask ourselves whether there are other options that can offer additional efficiencies. Given

our tight budgetary situation, we owe it to ourselves to fully explore those opportunities. We will establish criteria to permit the fair and consistent evaluation of each option in terms of costs and benefits.

#### *Development and maintenance capacity*

The systems development activity is a much greater challenge to streamline than the basic data processing functions of servers and the infrastructure. This is because there is a great variety of developments across the Agency, many of which require significant knowledge of the programs to which they are applied. As a result, generic approaches might carry a greater risk to the continuity of programs, and program-centred solutions might be more palatable. However, development methods, standards and approaches seem to be too diverse and numerous—and the total cost is very high—so this issue certainly needs to be examined with a view to seeking efficiencies. Furthermore, such an examination, by its very nature, can only be carried out at the corporate level.

The challenge is to find an organizational structure that capitalizes on common technology support groups and generalized systems, but balances these elements with a more dispersed application-development capability. At the same time, we must also seek ways to improve the balancing between the overall supply and the demand for our informatics staff, particularly as the requirements for developmental resources shift between programs from one year to the next.

#### **Adjusting our collection capacity**

The priorities of the new government may have an impact on the scope of our collection activities. New data requirements or financial constraints could cause increases or decreases in our overall level of activity. The challenge here is to prepare appropriate strategic scenarios that will help us plan and give us the flexibility to react to whatever the circumstances call for.

#### **Integrated computer-assisted interviewing components**

Some of our largest surveys include both computer-assisted personal interviewing (CAPI) and computer-assisted telephone interviewing (CATI) from a regional office. These two modes of collection have been using different collection applications that are not interchangeable, but this will all change in 2004 with the introduction of an integrated CATI/CAPI application in a BLAISE environment. The conversion will allow mixed CATI/CAPI surveys to operate under the same standardized technical platform, making it easier to move work between telephone and personal interviews. As

## Career Excellence Award: Edvard Outrata by Pascale Therriault

The Career Excellence Award honours former employees who have left Statistics Canada to go on to new challenges, either in retirement or in the labour market, and whose unique contribution has brought honour to the Agency. This award may also be given to persons who have made an outstanding contribution to humanitarian causes, either at Statistics Canada or in the larger community.

In 2003, the Agency chose to honour **Edvard Outrata**, who worked at Statistics Canada from 1969 to 1993. The Chief Statistician, **Dr. Fellegi**, said that he was delighted that Mr. Outrata and his wife, **Jana**, were able to attend the award ceremony on December 9, since the couple now lives in the Czech Republic. "Their presence among us shows the extraordinary attachment that both Edvard and Jana feel toward Statistics Canada," said Dr. Fellegi.

### A career devoted to informatics

Not long after emigrating to Canada from a Czechoslovakia then dominated by the Soviet Union and its allies, Mr. Outrata joined the ranks of Statistics Canada as a research statistician.

He participated in the development of major statistical systems, including the forerunner of our current system for disseminating the census—a pioneering effort at the dawn of the computer age. He was subsequently promoted to Assistant Director, then Director, of the System Development Division, after which he took over the head of the Informatics Services Division. "During this period and later," said Dr. Fellegi, "he vigorously defended the use of generalized methods and programs to solve problems in informatics, an approach that is now taken for granted but was visionary at the time."

Mr. Outrata quickly climbed the ladder; by 1983 he had become Director General of the Informatics Branch. During the 10 years he held this position, Mr. Outrata integrated informatics services into Statistics Canada's operations.

Those who were working at Statistics Canada in the mid-1980s will recall that there were approximately a thousand computers in the entire Agency. By the early 1990s, there were more than four thousand computers—almost every

employee had one. Statistics Canada's 'computer revolution' was largely due to Mr. Outrata's efforts.

"Indeed," explained Dr. Fellegi at the awards ceremony, "introducing this new era of technology to the Agency was no small feat. Edvard's leadership contributed hugely to changing the way in which business is conducted at Statistics Canada, and he was instrumental in guiding a top-notch professional cadre of informatics personnel."

Mr. Outrata, a forward-looking man capable of making changes and getting them accepted, introduced internal cost recovery for informatics services. "This was a bold move," said Dr. Fellegi. Cost recovery, a financially self-sustaining approach, enabled Statistics Canada to develop an awareness of its costs and find the most cost-effective solutions, and facilitated the continuous modernization of informatics services and hardware.

"Edvard's tireless efforts as our functional leader of informatics during a critical period of the evolution of informatics at Statistics Canada provided a solid foundation for subsequent developments," noted Dr. Fellegi.

### An outgoing man

Like others who had the chance to rub shoulders with Mr. Outrata, Dr. Fellegi also remembers him "for his personal style and for being a great mentor... When I speak of Edvard's personal style, I refer to his generosity, his thirst for knowledge and his fondness for socializing."

Upon returning to his native country, Mr. Outrata was appointed President of the Czech Statistical Office. After

retiring from this position in 2000, he was elected to the Senate of his native country as an independent candidate for a six-year term.

"Given Edvard's vast knowledge of both current events and European history, it is nice to know that his career is now in politics at the highest level," concluded Dr. Fellegi.

At the December 9 ceremony, Dr. Fellegi was visibly pleased to have the honour of giving this most prestigious merit award to Edvard Outrata.



Edvard Outrata, winner of the 2003 Career Excellence Award.

well, this integration will allow CATI/CAPI applications to use the BLAISE scheduler to optimize the scheduling of interviews. We will also obtain better performance information to be used in our operational research aimed at improving our collection practices.

The main challenge throughout 2004/05 will be to phase this application into the Labour Force Survey, which currently uses the separate CAPI and CATI applications.

### First collective agreement with field staff

Negotiating the first collective agreement with the Statistical Survey Operations field interviewers and senior interviewers was a major accomplishment for the Agency. However, implementing the terms and conditions of the agreement will be a challenge for the Regional Operations Branch. We must revise existing administrative systems and establish new processes and



procedures to accommodate the unique nature of this contract.

### **Respondent relations strategy**

Refining our strategy to strengthen respondent relations will be an important challenge in 2004. A new Working Group on Respondent Relations, under the aegis of the Corporate Planning Committee, is focussing increased attention on the importance of public support for the Agency's collection activity, particularly in the household domain. We must build on the excellent media coverage of the 2001 Census data results and continue to demonstrate to the public the relevance of the information we produce. Canadian Press has offered to work with us to increase the media penetration of our high-profile releases. High visibility and positive media coverage reinforce the Agency's credibility, which is essential in motivating respondent participation.

Our interviewers shoulder front-line responsibility for maintaining survey response rates. To assist them in reaching respondents, we need to address the challenges raised by new technology such as call screening. We also need to provide survey support materials that clearly communicate, in a manner that respondents can understand, the benefits to Canadians of individual surveys. In addition, we must develop effective communications strategies to promote our new electronic reporting options, in order to maximize uptake by business and agriculture respondents.

### **Smart publishing**

Now that the smart publishing method has a proven track record, several subject-matter divisions have expressed interest in converting their publications to this more automated and standardized publishing method. Smart publishing also reduces production time and has several built-in quality-control mechanisms. There are, however, initial development costs in converting a regular publication to smart publishing. This conversion may entail putting more data on the CANSIM system, as well as other initial set-up activities. It will be important to come up with good cost-benefit analyses, as smart publishing is an intrinsically better way of producing publications.

### **Electronic data reporting in business and agriculture surveys**

The year 2003 saw the roll-out of several electronic data reporting (EDR) applications; the take-up rate has been promising. Based on respondent feedback, we must now continue expanding our portfolio of offerings and refine our applications to make them more user-friendly. We must also introduce technology that will allow us to

securely transmit information back to respondents so that they can complete a questionnaire over multiple sessions by accessing information that they themselves have provided during previous sessions. This will open the door to longer Web-based questionnaires and will increase the user-friendliness of our applications. It could also be used to provide respondents with information they have provided in a previous survey cycle and, thus, make it easier for them to respond to the current cycle.

### **Human resources**

The human resources (HR) challenges facing the Agency in the upcoming period will be heavily influenced by the tight budget situation, which I have already discussed. Concurrently, an unprecedented number of people are eligible for retirement and this poses some risk to our knowledge capital, but we feel that we have prepared wisely and will be able to handle the situation. In addition to these challenges, we find ourselves on the brink of change as a result of the enactment of a major piece of legislation, the *Public Service Modernization Act*. This act will bring about wide-ranging reforms to modernize HR management in the public service. Because of our current HR practices, we are in a good position to adapt to these coming changes.

Faced with a period of belt tightening, we have implemented several temporary measures to help us manage financially in the short term, while we make the adjustments needed to absorb costs. Close monitoring of external staffing and internal staffing actions is now in effect. Since we anticipate that the current budget situation is temporary, the challenge is to ensure a sustainable level of recruitment and promotion that addresses the long-term needs of the Agency while giving absolutely top priority to our no-lay-off policy, which has been in effect for over 20 years. To maintain this policy, hiring and promotions must be managed carefully and employees must be flexible when re-assignment becomes necessary. The Agency's comprehensive human resources management strategy, which has gradually evolved since the early 1990s, provides an excellent framework to address our current HR learning priorities.

### *Promoting learning*

We will still provide continuous learning and developmental training opportunities at every level in order to build a highly trained, flexible and mobile work force with the capacity to respond to pressures such as those we now face. With our Personnel Simulation Model (PERSIM), we are able to monitor our work force population regularly and make adjustments and realignments through recruitment and generic competitions. This continuous assessment and validation

of our approach ensures that we remain on the right track and have a pool of experienced talent ready to replace retiring employees.

Learning will be a key HR challenge for 2004. Although we already have a proactive approach to learning and development, our analysis of the 2002 Public Service Employee Survey (PSES) results on questions relating to training and career development indicated that divisions with more structured approaches to managing learning activities achieve higher levels of employee satisfaction. Consequently, we recently established a new Learning and Development Policy that will actively offer every employee the opportunity to have an individual learning plan. We have established a network of divisional learning champions to lead these activities.

#### *Eliminating harassment in the workplace*

Following the 2002 PSES, harassment was selected as an item for follow-up initiatives here at the Agency—even though our results in this area, as in so many others, were significantly better than the public service average. However, we are determined not to be complacent. To gain further awareness and understanding of the issues surrounding harassment in the workplace, we commissioned a study of this topic. A report of the findings of 23 Statistics Canada employee focus groups held across Canada shows clearly that we do not have a shared understanding of just what constitutes harassment and what measures are already in place to deal with it.

The Policy Committee has discussed the report and approved an action plan to address the following issues:

- *Survey questions:* Refinements to questions on the PSES will be suggested to the team undertaking the next employee survey. Understanding of survey questions would be enhanced if the wording of questions were changed and more detailed definitions and examples were provided.
- *Information on harassment prevention:* Efforts will be made to increase the awareness of harassment as an issue and to inform employees of the support available. This will include more information made available on the Internal Communications Network, as articles in @Statcan, and so forth.
- *Targeted support:* Strategies will be put in place for areas where harassment concerns are more prevalent and will include training for employees and managers.
- *Dealing with perceptions and addressing the fear of reprisal when reporting harassment:* To alleviate confidentiality fears in instances where there is a small working group, such as a regional office, or

where individuals feel that they would prefer to speak to someone who is not part of Agency management, we will investigate the potential use of other departments' services as an alternative to our harassment prevention officers.

The challenge before us is to put the action plan into place and attempt to stamp out all real instances of harassment.

#### *Implementing 'HR modernization'*

The public service at large is entering into a period of unprecedented change. The long awaited *Public Service Modernization Act* (PSMA) was passed by Parliament in November 2003. This act is the first wide-ranging legislative reform of human resources management in 35 years. It will bring about very significant changes in the Public Service of Canada. The PSMA covers three main areas of human resource management. First, it modernizes the staffing system to improve the federal public service's ability to attract and hire the right people when and where they are needed. Changes will not be immediate but will be phased in gradually over the next 18 to 24 months. Second, the PSMA is intended to foster more constructive and harmonious labour management relations in order to improve the quality of the workplace. Third, the new legislation will promote a more corporate approach to learning and development by creating a new Canada School of Public Service.

The PSMA provides a tremendous opportunity for reform and improvement to HR management in the public service. To this end, a working group was recently established at Statistics Canada and given the task of identifying the enhancement opportunities for our HR management—an activity that this new legislation supports. As implementation draws nearer, we will set up extensive communications mechanisms to alert both employees and managers about the changes that will be affecting them. One thing I can assure you is that the new regime will not replace (but may enhance) Statistics Canada's tradition of fairness, compassion and high standards.



# @StatCan Special Issue 2004

Chief Statistician Ivan Fellegi reports on the Agency

3 Accomplishments in 2003

29 Challenges ahead

The regional offices check in

12 Eastern Region

21 National Capital Region

25 Central Region

28 Western Region

We honour our award winners

38 Employee of the Year: Sherry Wallace

42 Career Excellence: Edward Outrata

**Editor-in-chief**  
Elizabeth Irving

**English editing**  
Robin Redmond  
Nick Thorp

**French editing**  
Marie-Chantal Bergeron  
Judith Côté  
Christine Duchesne  
Louise Lafond  
Ginette Lavoie  
Annie Lebeau  
Marie-Paule Robert  
Nathalie Villeneuve

**Translation**  
Communications Division  
Official Languages and  
Translation Division

**Design and cover**  
Loui Massicotte



*CARDS*